

+Med
3555p

Peace Conference, Paris, 1856.

PROTOCOLS OF CONFERENCES

HELD AT

P A R I S

RELATIVE TO THE

GENERAL TREATY OF PEACE.

Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
1856.



397755
6.00.41

LONDON:
PRINTED BY HARRISON AND SONS.

DK
215
G72
1856

CONTENTS.

		Original Page		Translation Page
Protocol No. 1.—Sitting of February 25, 1856	1	..
One Annex.				
Protocol No. 2.—Sitting of February 28, 1856	9	..
Protocol No. 3.—Sitting of March 1, 1856	14	..
Protocol No. 4.—Sitting of March 4, 1856	16	..
Protocol No. 5.—Sitting of March 6, 1856	20	..
Protocol No. 6.—Sitting of March 8, 1856	24	..
Protocol No. 7.—Sitting of March 10, 1856	29	..
Protocol No. 8.—Sitting of March 12, 1856	33	..
Protocol No. 9.—Sitting of March 14, 1856	37	..
Protocol No. 10.—First Sitting of March 18, 1856	40	..
Two Annexes.				
Protocol No. 11.—Second Sitting of March 18, 1856	46	..
Protocol No. 12.—Sitting of March 22, 1856	48	..
Protocol No. 13.—Sitting of March 24, 1856	48	..
Protocol No. 14.—Sitting of March 25, 1856	52	..
Protocol No. 15.—Sitting of March 26, 1856	61	..
Protocol No. 16.—Sitting of March 27, 1856	67	..
Two Annexes.				
Protocol No. 17.—Sitting of March 28, 1856	78	..
Protocol No. 18.—Sitting of March 29, 1856	81	..
Protocol No. 19.—Sitting of March 30, 1856	82	..
Protocol No. 20.—Sitting of April 2, 1856	84	..
Protocol No. 21.—Sitting of April 4, 1856	86	..
Protocol No. 22.—Sitting of April 8, 1856	90	..
Protocol No. 23.—Sitting of April 14, 1856	105	..
One Annex.				
Protocol No. 24.—Sitting of April 16, 1856	111	..
				112

Protocols of Conferences held at Paris relative to the General Treaty of Peace.

Protocol No. 1.

Présents :

Pour l'Autriche—

M. le Comte de Buol-Schauenstein, &c., et
M. le Baron de Hübner, &c.;

Pour la France—

M. le Comte Colonna Walewski, &c., et
M. le Baron de Bourqueney, &c.;

Pour la Grande Bretagne—

M. le Comte de Clarendon, &c., et
Lord Cowley, &c.;

Pour la Russie—

M. le Comte Orloff, &c., et
M. le Baron de Brunnow, &c.;

Pour la Sardaigne—

M. le Comte de Cavour, &c., et
M. le Marquis de Villamarina, &c.;

Pour la Turquie—

Aali Pacha, &c., et
Mehemmed Djemil Bey, &c.

MM. LES Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande Bretagne, de la Russie, de la Sardaigne, et de la Turquie, se sont réunis aujourd'hui en Conférence à l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères.

M. le Comte de Buol prend la parole et propose de confier à M. le Comte Walewski la présidence des travaux de la Conférence : "Ce n'est pas seulement," dit-il, "un usage consacré par les précédents et récemment observé à Vienne ; c'est, en même temps, un hommage au Souverain de l'hospitalité duquel jouissent en ce moment les Représentants de l'Europe." M. le Comte de Buol ne doute pas de l'assentiment unanime que rencontrera ce choix, qui assure, sous tous les rapports, la meilleure direction à imprimer aux travaux de la Conférence.

MM. les Plénipotentiaires adhèrent unanimement à cette proposition, et M. le Comte Walewski, ayant pris la présidence, remercie la Conférence en ces termes :

“ Messieurs, je vous remercie de l'honneur que vous voulez bien me faire en me choisissant pour votre organe ; et, quoique m'estimant très indigne de cet honneur, je ne peux pas, je ne dois pas hésiter à l'accepter, car il est un nouveau témoignage des sentiments qui ont porté nos alliés comme nos adversaires à demander que Paris soit le siège des négociations qui vont s'ouvrir.

“ L'accord unanime qui s'est manifesté sur ce point, est de bon augure pour le résultat final de nos efforts.

“ Pour ce qui me concerne personnellement, je m'efforcerai de justifier votre confiance en remplissant consciencieusement les devoirs que vous m'avez attribués ; mes soins tendront à écarter les longueurs inutiles ; mais, préoccupé spécialement d'atteindre promptement le but, je n'oublierai pas, cependant, que trop de précipitation pourrait nous en éloigner.

“ D'ailleurs, Messieurs, animés tous d'un égal esprit de conciliation, disposés à faire preuve d'une bienveillance mutuelle en évitant les discussions irritantes, nous saurons accomplir, scrupuleusement et avec toute la maturité qu'elle comporte, la grande tâche qui nous est dévolue, sans perdre de vue la juste impatience de l'Europe dont les yeux sont fixés sur nous, et qui attend avec anxiété le résultat de nos délibérations.”

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, la Conférence décide de confier la rédaction des Protocoles à M. Benedetti, Directeur des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Etrangères, qui est introduit.

Les Plénipotentiaires procèdent à la vérification de leurs pouvoirs respectifs, qui, ayant été trouvés en bonne et due forme, sont déposés aux Actes de la Conférence.

M. le Comte Walewski propose et MM. les Plénipotentiaires conviennent de s'engager mutuellement à observer un secret absolu sur tout ce qui se passera dans la Conférence.

La Sardaigne n'ayant pas concouru à la signature du Protocole arrêté à Vienne le 1 Février dernier, les Plénipotentiaires Sardes déclarent adhérer pleinement au dit Protocole et à la pièce qui s'y trouve annexée.

M. le Comte Walewski, après avoir exposé l'ordre des travaux auxquels la Conférence doit se livrer, émet l'avis de déclarer que le Protocole signé à Vienne le 1 Février tiendra lieu de Préliminaires de Paix.

Après avoir échangé leurs idées sur ce point, les Plénipotentiaires, considérant que le Protocole signé à Vienne le 1 Février par les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande Bretagne, de la Russie, et de la Turquie, constate l'adhésion de leurs Cours aux bases de négociations consignées dans le document annexé au dit Protocole, et que ses dispositions remplissent l'objet qui serait atteint par un Acte destiné à fixer les Préliminaires de Paix, conviennent que ce même Protocole et son Annexe, dont une expédition sera paraphée par eux et annexée au présent Protocole, auront la valeur de Préliminaires formels de Paix.

Les Plénipotentiaires étant ainsi tombés d'accord sur les préliminaires de paix, M. le Comte Walewski propose de passer à la conclusion d'un armistice. Le terme et la nature en ayant été débattus, les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes, considérant qu'il y a lieu de procéder à une suspension d'hostilités entre les armées qui se trouvent en présence, pendant la durée présumée des négociations, arrêtent qu'il sera conclu, par les Commandants-en-chef, un armistice qui cessera, de plein droit, le 31 Mars prochain inclusivement, si, avant cette époque, il n'est pas renouvelé d'un commun accord.

Pendant la suspension d'hostilités, les troupes conserveront les positions respectives qu'elles occupent en s'abstenant de tout acte agressif.

En conséquence, la présente résolution sera transmise, sans retard et par le télégraphe autant que faire se peut, aux Commandants-en-chef, pour qu'ils aient à s'y conformer aussitôt que les ordres de leurs Gouvernements leur seront parvenus.

Les Plénipotentiaires décident, en outre, que l'armistice sera sans effet sur les blocus établis ou à établir ; mais les Commandants des forces navales recevront l'ordre de s'abstenir, pendant la durée de l'armistice, de toute acte d'hostilité contre les territoires des belligérants.

Ceci arrêté, les Plénipotentiaires conviennent qu'ils se réuniront après demain 27 Février pour passer à la négociation du Traité Définitif.

Fait à Paris, le vingt-cinq Février, mil huit cent cinquante-six.

(Signé) BUOL-SCHAUENSTEIN.

HUBNER.

WALEWSKI.

BOURQUENEY.

CLARENDON.

COWLEY.

COMTE ORLOFF.

BRUNNOW.

CAVOUR.

VILLAMARINA.

AALI.

MEHEMMED DJEMIL.

(Translation.)

Protocol No. 1.

Present :

For Austria—

Count de Buol-Schauenstein, &c., and
Baron de Hübner, &c.;

For France—

Count Colonna Walewski, &c., and
Baron de Bourqueney, &c.;

For Great Britain—

The Earl of Clarendon, &c., and
Lord Cowley, &c.;

For Russia—

Count Orloff, &c., and
Baron de Brunnow, &c.;

For Sardinia—

Count de Cavour, &c., and
The Marquis de Villamarina, &c.

For Turkey—

Aali Pasha, &c., and
Mehemmed Djemil Bey.

THE Plenipotentiaries of Austria, of France, of Great Britain, of Russia, of Sardinia, and of Turkey, met to-day in Conference at the Hotel of the Ministry for Foreign Affairs.

Count Buol speaks, and proposes that the presidency of the labours of the Conference should be confided to Count Walewski. "This is not only," he observes, "a custom sanctioned by precedents and recently observed at Vienna; it is at the same time an act of homage to the Sovereign whose hospitality the Representatives of Europe are at this moment enjoying." Count Buol entertains no doubt of the unanimous assent with which this selection, which ensures, in all respects, the best direction being given to the labours of the Conference, will be received.

The Plenipotentiaries unanimously agree to this proposal, and Count Walewski, having assumed the presidency, thanks the Conference in these terms :

" Gentlemen, I thank you for the honour you have the goodness to do me in choosing me as your organ ; and, though I esteem myself very unworthy of that honour, I cannot, I ought not to hesitate to accept it, for it is a fresh evidence of the sentiments which have induced our allies, as well as our adversaries, to demand that Paris should be the seat of the negotiations now about to be opened.

" The unanimity manifested on this point augurs well for the final result of our efforts.

" As far as concerns me personally, I shall endeavour to justify your confidence, by conscientiously fulfilling the duties which you have imposed on me ; it shall be my care to prevent useless prolixity ; but, while having specially in view the prompt attainment of this object, I shall, nevertheless, not forget that too much precipitation may keep us from it.

" Moreover, Gentlemen, being all animated with an equally conciliatory spirit, and disposed to evince mutual goodwill by avoiding irritating discussions, we shall be able to accomplish, scrupulously and with all the completeness which it admits of, the great task which is imposed on us, without losing sight of the just impatience of Europe, the eyes of which are fixed upon us, and which anxiously awaits the result of our deliberations."

Upon the proposal of Count Walewski, the Conference decides to intrust the drawing up of the Protocols to M. Benedetti, Director of Political Affairs in the Office for Foreign Affairs, who is introduced.

The Plenipotentiaries then proceed to the verification of their respective powers, which, having been found in good and due form, are deposited among the Acts of the Conference.

Count Walewski proposes, and the Plenipotentiaries agree, mutually to engage to observe complete secrecy respecting everything which shall pass in the Conference.

Sardinia not having taken part in the signature of the Protocol agreed upon at Vienna on the 1st of February last, the Sardinian Plenipotentiaries declare that they fully assent to the said Protocol and the document annexed to it.

Count Walewski, after having explained the order of the labours with which the Conference would have to occupy itself, proposes to declare that the Protocol signed at Vienna on the 1st of February should serve as Preliminaries of Peace.

The Plenipotentiaries, after having exchanged their ideas on this point, considering that the Protocol signed at Vienna on the 1st of February by the Representatives of Austria, France, Great Britain, Russia, and Turkey, record the adhesion of their Courts to the bases of negotiations laid down in the document annexed to the said Protocol, and that its provisions fulfil the object which would be obtained by an Act designed to settle the Preliminaries of Peace, agree that that same Protocol and its Annex, a copy of which shall be marked with their initials and annexed to the present Protocol, shall have the value of formal Preliminaries of Peace.

The Plenipotentiaries being thus agreed respecting the Preliminaries of Peace, Count Walewski proposes to proceed to the conclusion of an armistice. The duration and nature thereof having been discussed, the Plenipotentiaries of the belligerent Powers, considering that it is necessary to take steps for a suspension of hostilities between the armies in the field during the presumed continuance of the negotiations, resolve that an armistice shall be concluded by the Commanders-in-chief, which shall cease absolutely on the 31st of March next, inclusively, if before that period it is not renewed by common consent.

During the suspension of hostilities the troops shall retain the respective positions which they occupy, abstaining from any act of aggression.

In consequence, the present decision shall be transmitted without delay, and, as far as possible, by the telegraph, to the Commanders-in-chief, in order that they may conform to it as soon as the orders of their Governments shall reach them.

The Plenipotentiaries further resolve that the armistice shall not affect the blockades established or to be established ; but the Commanders of the naval forces shall receive orders to abstain, during the continuance of the armistice, from any act of hostility against the territories of the belligerents.

This being settled, the Plenipotentiaries agree that they will meet on the

day after to-morrow, the 27th of February, in order to proceed to the negotiation of the Definitive Treaty.

Done at Paris, the twenty-fifth of February, one thousand eight hundred and fifty-six.

(Signed) BUOL-SCHÄUENSTEIN.
 HUBNER.
 WALEWSKI.
 BOURQUENÉY.
 CLARENDON.
 COWLEY.
 COUNT ORLOFF.
 BRUNNOW.
 CAVOUR.
 VILLAMARINA.
 AALI.
 MEHEMMED DJEMİL.

Annexe au Protocole No. 1.

Présents :

Les Représentants de la France,
 „ de l'Autriche,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Turquie.

PAR suite de l'acceptation par leurs Cours respectives des cinq propositions renfermées dans le document ci-annexé sous le titre de Projet de Préliminaires, les Soussignés, après l'avoir paraphé, conformément à l'autorisation qu'ils ont reçue à cet effet, sont convenus que leurs Gouvernements nommeront chacun des Plénipotentiaires munis des pleins-pouvoirs nécessaires pour procéder à la signature des Préliminaires de Paix formels, conclure un armistice et un Traité de Paix Définitif. Les dits Plénipotentiaires auront à se réunir à Paris dans le terme de trois semaines à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Vienne le premier Février, mil huit cent cinquante-six, en quintuple expédition.

(Ont signé) BOURQUENÉY.
 BUOL-SCHÄUENSTEIN.
 G. H. SEYMOUR.
 GORTCHAKOFF.
 HIZAM.

(Paraphé) B.
 H.
 W.
 B.
 C.
 C.
 O
 B.
 C.
 V.
 A.
 M. D.

PROJET DE PRELIMINAIRES.

1. *Principautés Danubiennes.*

Abolition complète du Protectorat Russe.

La Russie n'exercera aucun droit particulier ou exclusif de protection ou d'ingérence dans les affaires intérieures des Principautés Danubiennes.

Les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités sous la suzeraineté de la Porte, et le Sultan, de concert avec les Puissances Contractantes, accordera, en outre, à ces Principautés ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux besoins et aux voeux des populations.

D'accord avec la Puissance Suzeraine, les Principautés adopteront un système défensif permanent réclamé par leur situation géographique ; aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense qu'elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

En échange des places fortes et territoires occupés par les armées alliées, la Russie consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne. Cette frontière, ainsi rectifiée d'une manière conforme aux intérêts généraux, partirait des environs de Chotyn, suivrait la ligne de montagnes qui s'étend dans la direction sud-est, et aboutirait au Lac Salzyk. Le tracé serait définitivement réglé par le Traité de Paix, et le territoire concédé retournerait aux Principautés et à la suzeraineté de la Porte.

2. *Danube.*

La liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions Européennes dans lesquelles les Puissances Contractantes seront également représentées, sauf les positions particulières des riverains qui seront réglées sur les principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

Chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner un ou deux bâtiments de guerre légers aux embouchures du fleuve, destinés à assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du Danube.

3. *Mer Noire.*

La Mer Noire sera neutralisée.

Ouvertes à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux resteront interdites aux marines militaires.

Par conséquent il n'y sera créé ni conservé d'arsenaux militaires maritimes.

La protection des intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations sera assurée dans les ports respectifs de la Mer Noire par l'établissement d'institutions conformes au droit international et aux usages consacrés dans la matière.

Les deux Puissances riveraines s'engageront mutuellement à n'y entretenir que le nombre de bâtiments légers, d'une force déterminée, nécessaire au service de leurs côtes. La Convention qui sera passée entre elles, à cet effet, sera, après avoir été préalablement agréée par les Puissances signataires du Traité Général, annexée au dit Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Cette Convention Séparée ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du Traité Général.

La clôture des Détroits admettra l'exception, applicable aux stationnaires, mentionnée dans l'Article précédent.

4. *Populations Chrétiennes sujettes de la Porte.*

Les immunités des sujets Rayas de la Porte seront consacrées sans atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Des délibérations ayant lieu entre l'Autriche, la France, la Grande Bretagne et la Sublime Porte, afin d'assurer aux sujets Chrétiens du Sultan leurs droits religieux et politiques, la Russie sera invitée, à la paix, à s'y associer.

5. *Conditions Particulières.*

Les Puissances belligérantes réservent le droit qui leur appartient de produire, dans un intérêt Européen, des conditions particulières en sus des quatre garanties.

(Paraphé)	B.	B.	H. S.	G.	H.
(Paraphé)	B.		H.		
	W.		B.		
	C.		C.		
	O.		B.		
	C.		V.		
	A.		M. D.		

(Translation.)

Annex to Protocol No. 1.

Present :

The Representatives of France,
 „ Austria,
 „ Great Britain,
 „ Russia,
 „ Turkey.

IN consequence of the acceptance by their respective Courts of the five propositions contained in the annexed document under the title of a Project of Preliminaries, the Undersigned, after having affixed their initials to it, in conformity with the authority to that effect which they have received, have agreed that each of their Governments shall name Plenipotentiaries furnished with the necessary full powers in order to proceed to the signature of formal Preliminaries of Peace, conclude an armistice and a Definitive Treaty of Peace. The said Plenipotentiaries shall meet at Paris within a period of three weeks from this day, or sooner if possible.

Done at Vienna, in quintuplicate, the first of February, one thousand eight hundred and fifty-six.

(Signed) BOURQUENEY.
 BUOL-SCHAUENSTEIN.
 G. H. SEYMOUR.
 GORTCHAKOFF.
 HIZAM.

(Initials affixed) B.
 H.
 W.
 B.
 C.
 C.
 O.
 B.
 C.
 V.
 A.
 M. D.

PROJECT OF PRELIMINARIES.

1. *Danubian Principalities.*

Complete abolition of the Russian Protectorate.

Russia shall not exercise any special or exclusive right of protection or of interference in the internal affairs of the Danubian Principalities.

The Principalities shall preserve their privileges and immunities under the suzerainty of the Porte, and the Sultan, in concert with the Contracting Powers, shall further grant to these Principalities, or confirm therein, an internal organisation suitable to the wants and wishes of the populations.

The Principalities shall, in concert with the Suzerain Power, adopt a permanent defensive system required by their geographical situation; no obstacle shall be thrown in the way of the extraordinary defensive measures which they may be called upon to adopt in order to repel any foreign aggression.

In exchange for the fortified positions and territories occupied by the allied armies, Russia consents to a rectification of her frontier with Turkey in Europe. This frontier, thus rectified in a manner suitable to the general interests, would start from the neighbourhood of Chotyn, follow the line of mountains which stretches in the south-easterly direction, and terminate on Lake Salzyk. The line would be definitively settled in the Treaty of Peace, and the ceded territory revert to the Principalities and to the suzerainty of the Porte.

2. *Danube.*

The freedom of the Danube and of its mouths shall be effectually secured by European institutions, in which the Contracting Powers shall be equally represented, without prejudice to the special positions of the river-bordering Powers, which shall be settled upon the principles established by the Act of the Congress of Vienna on the subject of river navigation.

Each of the Contracting Powers shall have the right of stationing one or two light vessels of war at the mouths of the river, for the purpose of insuring the execution of the regulations relative to the liberty of the Danube.

3. *Black Sea.*

The Black Sea shall be neutralised.

Its waters, thrown open to the mercantile marine of every nation, shall be interdicted to vessels of war.

Consequently there shall neither be created nor maintained there any military maritime arsenals.

The protection of the commercial and maritime interests of every nation shall be assured in the respective ports of the Black Sea, by the establishment of institutions in conformity with international right and the established usages in such matter.

The two Powers bordering on it shall mutually engage to maintain there only the number of light vessels, of fixed force, necessary for the service of their coasts. The Convention to be concluded between them to this effect, after having previously received the approbation of the Powers signing the General Treaty, shall be annexed to the said Treaty, and shall have the same force and value as if it formed an integral portion of it. This Separate Convention shall neither be annulled nor modified without the assent of the Powers signing the General Treaty.

The closing of the Straits shall be subject to the exception in favour of the stationary vessels mentioned in the preceding Article.

4. *Christian Populations subject to the Porte.*

The immunities of the Rayah subjects of the Porte shall be confirmed, without prejudice to the independence and dignity of the Sultan's crown.

Deliberations being in progress between Austria, France, Great Britain, and the Sublime Porte, with the view of insuring to the Christian subjects of the Sultan their religious and political rights, Russia shall be invited, at the peace, to take part therein.

5. *Special Conditions.*

The belligerent Powers reserve to themselves the right which belongs to them of proposing in the interests of Europe, special conditions in addition to the four guarantees.

3

(Initials affixed)	B.	B.	H. S.	G.	H.
(Initials affixed)	B.		H.		
	W.		B.		
	C.		C.		
	O.		B.		
	C.		V.		
	A.		M. D.		

Protocole No. 2.—Séance du 28 Février, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE premier Plénipotentiaire de Russie annonce qu'ayant communiqué à son Gouvernement la résolution prise par le Congrès au sujet de l'armistice, il avait reçu l'avis que des ordres avaient été immédiatement expédiés aux Commandants-en-chef des armées Russes en Crimée et en Asie.

Les Plénipotentiaires de la France, de la Sardaigne, et de la Turquie, font des communications analogues.

M. le Comte de Clarendon fait savoir, de son côté, que l'ordre a été également expédié aux Commandants des forces navales des alliés dans la Mer Noire et dans la Mer Baltique de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre les territoires Russes.

M. le Comte Walewski expose qu'il y a lieu de toucher à quelques questions préjudiciales, afin de fixer la marche de la négociation générale.

M. le Comte de Buol pense qu'il conviendrait, avant de procéder au développement de chaque point, de passer rapidement en revue les bases générales.

M. le Comte de Clarendon appuie cet avis, et indique que l'ordre à suivre, dans l'examen définitif, devrait être fixé par l'importance des matières.

Les Plénipotentiaires de Russie, de Sardaigne, et de Turquie, adhèrent à cette combinaison.

La question de savoir si on procédera à la rédaction d'un ou de plusieurs instruments est ajournée d'un accord unanime ; mais tous les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il y aura lieu de clôre la négociation par un Traité Général, auquel les autres Actes seraient annexés.

M. le Comte Walewski, en conséquence, donne lecture, par paragraphe, des propositions de paix acceptées par les Puissances Contractantes comme bases de la négociation, et qui se trouvent consignées dans le document joint au Protocole signé à Vienne le 1 Février dernier.

Sur le paragraphe premier du premier point, M. le Baron de Brunnow fait remarquer que le mot "protectorat" exprime improprement le rôle qui était acquis à la Russie dans les Principautés : les Plénipotentiaires Russes l'avaient signalé aux Conférences de Vienne, et ils avaient obtenu qu'on y substituait une autre dénomination afin de restituer à l'action de la Russie son véritable caractère. M. le Baron de Brunnow demande qu'on s'en tienne à l'appréciation qui avait prévalu dans les Actes de la Conférence de Vienne.

M. le Comte de Buol rappelle que le protectorat était dans les faits et dans la situation, si le mot ne se trouvait pas dans les stipulations diplomatiques avec

la Turquie ; que l'expression employée est en effet celle de "garantie," mais qu'il est important de trouver une rédaction propre à indiquer, d'une manière exacte, qu'il sera mis un terme à cette garantie exclusive.

Aali Pacha rappelle, de son côté, que le mot "protectorat" a été employé dans des pièces diplomatiques, et, notamment, dans le Statut Organique des Principautés.

Les premiers Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne ajoutent que les déterminations prises à Vienne n'ont pas toutes également satisfait les Puissances alliées, et qu'on n'a pas, d'ailleurs, à s'en préoccuper aujourd'hui, puisque les efforts faits, à cette époque, pour le rétablissement de la paix ont été infructueux.

Les Plénipotentiaires de Russie expriment le vœu qu'on tiendra compte toutefois, afin de hâter les travaux du Congrès, de l'accord qui s'était établi, à cette époque, sur certains points.

M. le Baron de Brunnow pense que la situation de la Servie devrait faire l'objet d'un Article spécial.

Cette opinion rencontre l'assentiment de tous les Plénipotentiaires.

Aali Pacha relève que la cessation de tout protectorat particulier exclut naturellement toute idée de protectorat collectif, et que l'intervention des Puissances sera circonscrite dans les limites d'une simple garantie.

Après avoir donné lecture du deuxième paragraphe du premier point, M. le Comte Walewski rappelle que l'organisation future des Principautés a donné naissance à plusieurs systèmes.

Les Plénipotentiaires sont unanimes à penser que toutes ces combinaisons devront être renvoyées devant une Commission prise dans le sein du Congrès, qui, lui-même, n'aura d'ailleurs qu'à poser les principes de la constitution politique et administrative des Provinces Danubiennes, laissant le soin d'élaborer les détails à une seconde Commission, dans laquelle les Puissances Contractantes seront représentées, et qui se réunira immédiatement après la conclusion de la paix.

Le troisième paragraphe du premier point, relatif au système de défense dans les Principautés, est lu par M. le Comte Walewski.

M. le Baron de Brunnow déclare qu'à ce sujet les Plénipotentiaires de Russie s'en réfèraient volontiers à la rédaction concertée à Vienne.

M. le Baron de Bourqueney répond que les idées, sur ce point important, se trouvent aujourd'hui plus développées et mieux définies ; que la référence ne répondrait pas à l'objet qu'on s'est proposé par la rédaction du paragraphe en discussion.

M. le Comte Walewski, après avoir donné lecture du quatrième et dernier paragraphe du premier point, passe au deuxième point, qui ne comprend qu'un seul paragraphe.

M. le Comte Orloff fait remarquer que la présence, aux bouches du Danube, de bâtiments de guerre portant le pavillon de Puissances non riveraines de la Mer Noire, constituera une atteinte au principe de la neutralisation.

M. le Comte Walewski répond qu'on ne saurait donner à une exception, convenue par les Parties Contractantes, le caractère d'une infraction au principe.

M. le Comte de Buol fait observer que les navires des Puissances non riveraines, destinées à stationner aux embouchures du Danube, pourront, cependant, librement circuler dans la Mer Noire ; que la nature et les exigences du service dont ils seront chargés, ne permettraient pas qu'il pût subsister un doute à cet égard.

M. le Baron de Brunnow rappelle que l'objet de leur mission demeure toutefois défini.

La lecture des premier, deuxième, et troisième paragraphes du troisième point ne donne lieu à aucune observation.

Une courte discussion a constaté l'accord des Plénipotentiaires sur l'interprétation des quatrième, cinquième, et sixième paragraphes concernant la protection des intérêts commerciaux dans la Mer Noire et la Convention particulière qui sera passée entre la Russie et la Porte Ottomane.

Sur le huitième paragraphe relatif au renouvellement de la Convention des Détroits, les Plénipotentiaires ont unanimement émis le vœu que l'Acte particulier, destiné à consacrer ce principe important, soit relié au Traité Général.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'il y aura lieu, quand les Pléni-

potentiaires aborderont ce point de la négociation, de s'enquérir des Puissances qui seront appelées à y concourir.; et M. le Comte Orloff, ainsi que M. le Comte de Buol, ajoutent que la Prusse serait naturellement invitée à y prendre part.

En adhérant à cet avis, M. le Comte de Clarendon a exposé que la Prusse ne devait être invitée à participer à la négociation que lorsque les principales clauses du Traité Général seraient arrêtées.

M. le Comte Walewski indique que les Plénipotentiaires auront à déeider postérieurement à quel moment cette invitation devra être adressée à la Prusse.

Le quatrième point est lu dans son ensemble, et M. le Comte Walewski rappelle, à cette oecasion, qu'il y aura lieu de constater l'entrée de la Turquie dans le droit public Européen. Les Plénipotentiaires reconnaissent qu'il importe de constater ce fait nouveau par une stipulation particulière insérée au Traité Général. Il est donné lecture de la rédaction qui avait été coneertée à Vienne à eet effet, et il est admis qu'elle pourrait être aeeueillie par le Congrès.

M. le Comte Orloff exprime le désir d'être fixé sur la marche que la Turquie se propose de suivre pour donner au quatrième point la suite qu'il comporte.

Aali Pacha annonce qu'un nouvel hatti-schérif a renouvelé les priviléges religieux octroyés aux sujets non-Musulmans de la Porte, et prescrit de nouvelles réformes qui attestent la sollicitude de Sa Majesté le Sultan pour tous ses peuples indistinctement ; que cet Acte a été publié, et que la Sublime Porte, se proposant de le eommuniquer aux Puissances, au moyen d'une note officielle, aura ainsi satisfait aux prévisions coneernant le quatrième point.

M. le Comte Orloff, ainsi que M. le Baron de Hubner, et, après eux, les autres Plénipotentiaires, expriment l'avis qu'il soit fait mention, dans le Traité Général, des mesures prises par le Gouvernement Ottoman. Ils invoquent le texte même du quatrième point qui en fait une obligation aux Plénipotentiaires, sans qu'il puisse, toutefois, en résulter une atteinte à l'indépendance et à la dignité de la Couronne du Sultan.

Les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, et de la Grande Bretagne, rendent hommage au caractère libéral des dispositions qui ont été arrêtées à Constantinople, et c'est dans la même pensée qu'ils jugent indispensable de les rappeler dans l'Acte Final du Congrès, et nullement pour en faire naître un droit quelconque d'immixtion dans les rapports du Gouvernement de Sa Majesté le Sultan avce ses sujets.

Aali Paeha répond que ses pouvoirs ne lui permettent pas d'adhérer pleinement à l'avis des autres Plénipotentiaires, et annonce qu'il prendra, par le télégraphe, les ordres de sa Cour.

La séance est levée, et l'examen du cinquième point est renvoyé à la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 2.—Sitting of February 28, 1856.

Present:

The Plenipotentiaries of Austria,	
„	France,
„	Great Britain,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE first Plenipotentiary of Russia announces that having eommunicated to his Government the resolution taken by the Congress on the subject of the armistice, he had been informed that orders had been immediately sent to the Commanders-in-chief of the Russian armies in the Crimea and in Asia.

The Plenipotentiaries of France, of Sardinia, and of Turkey make similar communications.

The Earl of Clarendon states, on his side, that the order had in like manner been sent to the Commanders of the naval forces of the allies in the Black Sea and in the Baltic to abstain from any act of hostility against the Russian territories.

Count Walewski states that it is desirable to advert to certain preliminary points, in order to settle the course of the general negotiation.

Count Buol is of opinion that it would be advantageous, before proceeding to the development of each point, to pass rapidly in review the general bases.

The Earl of Clarendon supports this opinion, and points out that the order to be followed, in the definitive examination, should be regulated by the importance of the subjects.

The Plenipotentiaries of Russia, of Sardinia, and of Turkey, assent to this arrangement.

The question whether one or more instruments should be drawn up was adjourned by common consent; but all the Plenipotentiaries acknowledge that the negotiation must be closed by a General Treaty, to which the other Acts would be annexed.

Count Walewski accordingly reads, paragraph by paragraph, the propositions of peace accepted by the Contracting Powers as bases of the negotiation, and which are enumerated in the document annexed to the Protocol signed at Vienna on the 1st February last.

Upon the first paragraph of the first point, Baron Brunnow remarks that the word "protectorate" improperly describes the position which had been acquired by Russia in the Principalities; the Russian Plenipotentiaries had pointed this out at the Vienna Conferences, and had obtained the substitution of another term, in order to restore to the action of Russia its true character. Baron Brunnow demands that the interpretation which had been adopted in the Acts of the Vienna Conference should be adhered to.

Count Buol remarks that the protectorate existed in the facts and in the situation, if the word itself was not in the diplomatic stipulations with Turkey; that the term used is in effect that of "guarantee," but that it is important to find a form of expression calculated to show clearly that an end will be put to this exclusive guarantee.

Aali Pasha, on his side, remarks that the word "protectorate" was employed in diplomatic documents, and specifically in the Organic Statute of the Principalities.

The first Plenipotentiaries of France and of Great Britain add that the resolutions adopted at Vienna had not all equally satisfied the allied Powers, and that, moreover, there was no occasion now to trouble themselves about them, as the efforts made at that time for the re-establishment of peace had been ineffectual.

The Russian Plenipotentiaries express a wish that, in order to hasten the proceedings of the Congress, the agreement which had been come to at that time on certain points, should at all events be taken into account.

Baron Brunnow is of opinion that the situation of Servia should be the object of a Special Article.

This opinion is assented to by all the Plenipotentiaries.

Aali Pasha remarks that the cessation of any single protectorate naturally excludes all idea of collective protectorate, and that the intervention of the Powers will be confined within the limits of a simple guarantee.

After having read the second paragraph of the first point, Count Walewski remarks that the future organization of the Principalities has given rise to several systems.

The Plenipotentiaries are unanimously of opinion that all these combinations shall be referred to a Committee selected from the Congress, which shall, moreover, itself only have to lay down the principles of the political and administrative Constitution of the Danubian Provinces, leaving the duty of working out the details to a second Commission, in which the Contracting Parties shall be represented, and which shall meet immediately after the conclusion of peace.

The third paragraph of the first point, relative to the system of defence in the Principalities, is read by Count Walewski.

Baron Brunnow states that the Russian Plenipotentiaries would willingly refer on this point to the terms agreed upon at Vienna.

Baron de Bourqueney replies that the ideas on this important point are at

present more developed and better defined ; that the reference would not effect the object contemplated by the terms of the paragraph under discussion.

Count Walewski after having read the fourth and last paragraph of the first point, passes on to the second point, which contains only a single paragraph.

Count Orloff observes that the presence at the mouths of the Danube of vessels of war bearing the flags of Powers not bordering on the Black Sea, will constitute an infringement of the principle of neutralisation.

Count Walewski replies, that the character of an infringement of the principle cannot be given to an exception agreed upon by the Contracting Parties.

Count Buol remarks, that the ships of the non-bordering Powers intended to be stationed at the mouths of the Danube, will, nevertheless, have the power of moving about freely in the Black Sea ; that the nature and requirements of the service imposed on them would not admit of the existence of any doubt on that point.

Baron Brunnow observes that the object of their mission is, however, clearly defined.

The reading of the first, second, and third paragraphs of the third point gives rise to no observation.

A short discussion showed that the Plenipotentiaries were agreed as to the interpretation of the fourth, fifth, and sixth paragraphs, relating to the protection of commercial interests in the Black Sea, and the Separate Convention to be concluded between Russia and the Ottoman Porte.

On the eighth paragraph, relating to the renewal of the Convention of the Straits, the Plenipotentiaries unanimously expressed a wish that the separate Act, destined to record that important principle, should be annexed to the General Treaty.

Count Walewski observes, that it will be necessary, when the Plenipotentiaries enter upon this point of the negotiation, to inquire what Powers shall be called upon to concur in it ; and Count Orloff, as well as Count Buol, add that Prussia would naturally be invited to take part in it.

Whilst agreeing to this opinion, the Earl of Clarendon stated that Prussia ought not to be invited to take part in the negotiation until the principal clauses of the General Treaty should be settled.

Count Walewski points out that the Plenipotentiaries will have to decide later at what time this invitation should be sent to Prussia.

The fourth point is read throughout, and Count Walewski remarks thereupon that it will be proper to record the entrance of Turkey within the public law of Europe. The Plenipotentiaries agree that it is important to record this new fact by a special stipulation inserted in the General Treaty. The terms agreed upon at Vienna to that effect were read, and it is admitted that they might be accepted by the Congress.

Count Orloff expresses a wish to be informed of the course which Turkey proposes to follow, in order to give the proper effect to the fourth point.

Aali Pasha states that a new hatti-sherif has renewed the religious privileges granted to the non-Mussulman subjects of the Porte, and prescribed new reforms, which proved the solicitude of His Majesty the Sultan for all his people without distinction ; that this Act has been published, and that the Sublime Porte, in proposing to communicate it to the Powers by means of an official note, would in that matter have complied with the requirements in regard to the fourth point.

Count Orloff, as well as Baron Hubner, and, after them, the other Plenipotentiaries, express an opinion that mention should be made, in the General Treaty, of the measures taken by the Ottoman Government. They appeal to the text itself of the fourth point, which imposes this as an obligation on the Plenipotentiaries, yet so as that no prejudice should result from doing so to the independence and dignity of the Sultan's Crown.

The Plenipotentiaries of Austria, of France, and of Great Britain, acknowledge the liberal character of the measures which have been adopted at Constantinople, and state that it is under the same impression that they consider it indispensable to record them in the Final Act of the Congress ; and by no means in order to deduce therefrom any right whatever of interference in the relations of the Government of His Majesty the Sultan with his subjects.

Aali Pasha replies that his powers do not permit him to give his full assent

to the opinion of the other Plenipotentiaries, and states that he will take the orders of his Court by telegraph.

The sitting is broken up, and the consideration of the fifth point is deferred till the next meeting.

(The signatures follow.)

Protocole No. 3.—Séance du 1 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Le Congrès, ainsi qu'il l'a résolu, passe à l'examen du cinquième point.

M. le Comte Walewski en donne lecture, et ajoute qu'en premier lieu et comme condition particulière, les Puissances alliées demandent que la Russie ne puisse plus désormais reconstruire ou créer aucun établissement naval ou militaire dans les Iles d'Aland.

M. le Comte Orloff répond que la Russie est disposée à adhérer à cette stipulation, si les Plénipotentiaires réussissent, comme il l'espère, à s'entendre sur les autres points de la négociation. Il demande que cette stipulation soit consignée dans un Acte Séparé qui serait conclu entre la France, la Grande Bretagne, et la Russie, attendu que ces Puissances ont exclusivement pris part aux faits de guerre dont la Baltique a été le théâtre.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche énoncent l'avis que l'Acte Séparé soit, néanmoins, annexé au Traité Général.

Le Congrès adhère.

M. le Comte Walewski annonce que, comme seconde condition particulière, les Puissances alliées demandent de soumettre à un examen spécial l'état des territoires situés à l'est de la Mer Noire.

M. le Baron de Brunnow expose les faits diplomatiques qui ont mis la Russie en possession de ces territoires, et leur situation actuelle.

Aali Pacha rappelle qu'il s'est élevé, à cet égard, des difficultés entre la Porte Ottomane et la Russie, et qu'il y aurait utilité à procéder à la vérification et, s'il y a lieu, à la rectification des frontières entre les possessions des deux Empires en Asie.

M. le Baron de Brunnow fait remarquer que le tracé déterminé par la Convention signée à St. Pétersbourg en 1834, n'a donné lieu, depuis cette époque, à aucune contestation entre les deux Gouvernements ; que dans le district de la Cabuletie, dont la carte a été produite, il s'est élevé, à la vérité, des réclamations, mais elles avaient exclusivement le caractère de réclamations particulières prenant leur source dans des titres de propriétés litigieuses. M. le Plénipotentiaire de Russie ajoute que l'Autriche a donné à la Russie l'assurance que les conditions particulières n'impliquerait aucune cession de territoire.

M. le Comte Walewski répond qu'une révision de limites ne constitue pas un remaniement territorial, et propose, afin de donner une preuve de l'esprit d'équité qui anime toutes les parties, de décider qu'une Commission Mixte sera chargée, après la conclusion de la paix, de statuer sur ce point dans un délai dont le terme sera fixé.

Cette proposition est agréée en principe par tous les Plénipotentiaires, mais l'adoption définitive en est remise à la prochaine réunion.

M. le Comte Walewski rappelle que la Russie avait élevé, sur la côte orientale de la Mer Noire, des forts qu'elle a fait sauter elle-même en partie, et qu'il y aura lieu de s'entendre à cet égard.

M. le Comte de Clarendon, se fondant, notamment, sur le principe de la neutralisation de la Mer Noire, s'applique à démontrer que ces forts ne pourraient être réédifiés.

MM. les Plénipotentiaires de Russie, établissant la distinction qui existe, selon eux, entre ces forts et des arsenaux militaires-maritimes, soutiennent l'opinion contraire.

L'examen de ce point est ajourné.

M. le Comte Walewski établit que la ville de Kars et le territoire Ottoman, occupés, en ce moment, par l'armée Russe, devront être restitués à la Turquie.

M. le Comte de Clarendon appuie et développe cette opinion.

MM. les Plénipotentiaires de Russie admettent le principe de cette restitution ; mais comme elle ne doit recevoir sa consécration définitive qu'au terme de la négociation, ils manifestent l'espoir que, dans son cours, il leur sera tenu compte des facilités auxquelles ils se prétent, dans l'examen des conditions particulières en sus des bases déjà consenties.

M. le Comte Walewski, prenant acte de l'adhésion des Plénipotentiaires de Russie, rend témoignage aux dispositions conciliantes dont ils ont fait preuve dans cette séance, aussi bien en ce qui concerne Kars qu'en ce qui concerne les Iles d'Aland.

Avant de lever la séance, M. le Comte Walewski rappelle qu'il y aura lieu, à la prochaine réunion, de s'occuper du développement des bases et de la rédaction des Articles du Traité ; il pense qu'il pourrait être opportun de commencer par le troisième point relatif à la neutralisation de la Mer Noire.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 3.—Sitting of March 1, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Congress, as it had resolved, proceeds to the consideration of the fifth point.

Count Walewski reads it, and adds that, in the first place, and as a separate condition, the allied Powers demand that henceforth Russia should no longer be able to rebuild or create any naval or military establishment in the Aland Islands.

Count Orloff replies that Russia is disposed to accede to this stipulation if the Plenipotentiaries succeed, as he hoped would be the case, in coming to an understanding upon the other points of the negotiation. He demands that this stipulation should be recorded in a Separate Act, to be concluded between France, Great Britain and Russia, those Powers having exclusively taken part in the warlike operations of which the Baltic has been the theatre.

The Plenipotentiaries of Austria express the opinion that the Separate Act should, nevertheless, be annexed to the General Treaty.

The Conference assent.

Count Walewski states that, as the second separate condition, the allied Powers require that the state of the territories situated to the east of the Black Sea should be specially inquired into.

Baron Brunnow explains the diplomatic transactions which have placed Russia in possession of those territories, and their present situation.

Aali Pasha observes that difficulties have arisen in this respect between the Porte and Russia, and that it would be advantageous to verify, and, if necessary, rectify the frontiers between the possessions of the two Empires in Asia.

Baron Brunnow remarks that the line determined by the Convention signed at St. Petersburg in 1834, has not, since that time, given occasion for

any dispute between the two Governments; that in the district of Cabuletia, the map of which has been produced, claims had indeed been advanced, but they had been exclusively of a private nature, having their origin in titles to properties in dispute. The Russian Plenipotentiary adds that Austria had given Russia an assurance that the separate conditions would involve no cession of territory.

Count Walewski answers that a revision of boundaries does not constitute a territorial readjustment, and proposes, in order to demonstrate the spirit of equity that animated all parties, to resolve that a Mixed Commission shall be charged, after the conclusion of peace, to decide on this point within a fixed period.

This proposition is assented to in principle by all the Plenipotentiaries, but the definitive adoption of it is deferred till the next meeting.

Count Walewski observes that Russia had erected forts on the eastern coast of the Black Sea, which she had herself in part blown up, and that it will be necessary to come to an understanding in this respect.

The Earl of Clarendon, relying, specifically, on the principle of the neutralisation of the Black Sea, proceeds to show that these forts could not be rebuilt.

The Russian Plenipotentiaries, setting up the distinction which, according to them, exists between these forts and military-maritime arsenals, maintain the contrary opinion.

The consideration of this point is adjourned.

Count Walewski lays down that the town of Kars, and the Ottoman territory at present in the occupation of the Russian army, shall be restored to Turkey.

The Earl of Clarendon supports and enlarges on this opinion.

The Russian Plenipotentiaries admit the principle of this restitution; but as it cannot be finally decided on till the end of the negotiation, they express a hope that, in the course of the negotiation, credit will be given to them for the concessions which they make in the consideration of the separate conditions proposed in addition to the bases already agreed upon.

Count Walewski, while taking note of the adhesion of the Russian Plenipotentiaries, bears witness to the conciliatory disposition which they have evinced during the sitting, as well in regard to Kars as in regard to the Aland Islands.

Before the sitting breaks up, Count Walewski remarks that at the next meeting it will be proper to proceed to the development of the bases and to the drawing up of the Articles of the Treaty. He is of opinion that it might be advisable to commence by the third point, relative to the neutralisation of the Black Sea.

(The signatures follow.)

Protocole No. 4.—Séance du 4 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski rappelle que le Congrès s'est réservé de prendre une décision définitive, dans la présente séance, à l'égard de la Commission Mixte chargée de vérifier et de rectifier, s'il y a lieu, les frontières de la Turquie et de la Russie en Asie.

M. le Baron de Brunnow rappelle, de son côté, que cette révision doit se faire sans préjudice pour les parties et de façon qu'elle ne puisse constituer une cession gratuite ou superflue de territoire.

MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande Bretagne, et de la Turquie, pensent que la Commission doit comprendre, outre les Commissaires des deux Parties directement intéressées, des délégués des Puissances Contractantes.

Par suite, M. le Comte Walewski propose de composer la Commission de deux Commissaires Turcs, de deux Commissaires Russes, d'un Commissaire Anglais et d'un Commissaire Français. MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent, en réservant l'approbation de leur Cour.

Il est convenu que les travaux de cette Commission devront être terminés dans le délai de huit mois après la signature du Traité de Paix.

M. le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de passer, ainsi que le Congrès l'a décidé, au développement du troisième point, relatif à la neutralisation de la Mer Noire, en convenant de la rédaction des stipulations dont les bases ont été posées dans les séances précédentes. M. le premier Plénipotentiaire de France propose le texte du premier paragraphe, qui, après avoir été l'objet d'un examen auquel prennent part tous les Plénipotentiaires, est arrêté ainsi qu'il suit :

“ La Mer Noire est neutralisée : ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions stipulées au présent Traité.

“ Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la Mer Noire ne sera assujetti qu'aux réglements en vigueur.”

Le second paragraphe est également agréé par tous les Plénipotentiaires, après avoir été arrêté dans la forme suivante :

“ La Mer Noire étant déclarée neutre, le maintien ou l'établissement, sur son littoral, de places militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime.”

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne expose que la Russie possède, à Nicolaïeff, un arsenal de constructions maritimes de premier ordre dont la conservation serait en contradiction avec les principes sur lesquels est fondé le paragraphe dont le Congrès vient d'arrêter les termes. Cet arsenal n'étant pas situé sur les bords de la Mer Noire, Lord Clarendon n'entend pas établir que la Russie soit tenue de détruire les chantiers qui s'y trouvent ; mais il fait remarquer que l'opinion publique serait autorisée à prêter à la Russie des intentions qu'elle ne peut entretenir, si Nicolaïeff conservait, comme centre de constructions maritimes, l'importance qu'il a acquise.

M. le premier Plénipotentiaire de Russie répond que l'Empereur, son auguste Maître, en accédant loyalement aux propositions de paix, a pris la ferme résolution d'exécuter strictement tous les engagements qui en découlent ; mais que Nicolaïeff étant situé loin des rives de la Mer Noire, le sentiment de sa dignité ne permettrait pas à la Russie de laisser étendre à l'intérieur de l'Empire un principe uniquement applicable au littoral ; que la sécurité des côtes et leur surveillance exigent, d'ailleurs, que la Russie ait, ainsi qu'on l'a reconnu, un certain nombre de navires légers dans la Mer Noire, et que, si elle consentait à l'abandon des chantiers de Nicolaïeff, elle serait dans l'obligation d'en établir sur un autre point de ses possessions méridionales ; que, pour satisfaire, à la fois, et à ses engagements et aux exigences du service maritime, l'intention de l'Empereur est de n'autoriser, à Nicolaïeff, que la construction des navires de guerre dont il est fait mention dans les bases de la négociation.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, et, après lui, les autres Plénipotentiaires, considèrent cette déclaration comme satisfaisante.

M. le Comte de Clarendon demande à M. le premier Plénipotentiaire de Russie s'il adhère à l'insertion de sa déclaration au Protocole. Après avoir répondu affirmativement, M. le Comte Orloff ajoute que, pour donner une preuve de la sincérité de ses dispositions, l'Empereur l'a chargé de demander le libre passage des Détrôts du Bosphore et des Dardanelles pour les deux seuls vaisseaux de ligne qui se trouvent à Nicolaïeff, et qui doivent se rendre dans la Baltique aussitôt que la paix sera conclue.

La rédaction des autres paragraphes relatifs au troisième point, délibéré entre les Plénipotentiaires, demeure ainsi conçue :

“ Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans

leurs ports situés sur le littoral de la Mer Noire, conformément aux principes du droit international.

“ Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan ayant conclu entre eux une Convention à l’effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers qu’ils pourront entretenir dans la Mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l’assentiment des Puissances signataires du présent Traité.

“ La Convention du 13 Juillet, 1841, qui maintient l’antique règle de l’Empire Ottoman, relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, ayant été révisée d’un commun accord, l’Acte conclu à cet effet est et demeure annexé au présent Traité.”

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie sont invités à se concerter sur la Convention qui doit être conclue entre eux au sujet des bâtiments légers que la Sublime Porte et la Russie pourront entretenir dans la Mer Noire, et il est convenu que le projet en sera communiqué au Congrès dans la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 4.—Sitting of March 4, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

THE Protocol of the preceding meeting is read and approved.

Count Walewski observes that the Congress had decided upon adopting in the present sitting a definitive decision in regard to the Mixed Commission charged with the verification and rectification, if necessary, of the frontiers of Turkey and Russia in Asia.

Baron Brunnow, on his side, reminds the Congress that this revision is to be effected without prejudice to the Parties, and so as not to amount to any gratuitous or superfluous cession of territory.

The Plenipotentiaries of France, of Great Britain, and of Turkey consider that the Commission should comprise, in addition to the Commissioners of the two Parties directly interested, delegates of the Contracting Powers.

Count Walewski consequently proposes that the Commission should be composed of two Turkish Commissioners, of two Russian Commissioners, of one English Commissioner, and of one French Commissioner. The Russian Plenipotentiaries assent, subject to the approval of their Court.

It is agreed that the labours of this Commission shall be concluded within eight months after the signature of the Treaty of Peace.

Count Walewski observes that, in accordance with the decision of the Congress, the development of the third point, relative to the neutralisation of the Black Sea, should be proceeded with by coming to an agreement as to the wording of the stipulations, the basis of which had been laid down at the preceding sittings. The first Plenipotentiary of France proposes the text of the first paragraph, which, after having been the subject of a deliberation in which all the Plenipotentiaries take part, is settled as follows :—

“ The Black Sea is neutralised : its waters and its ports, thrown open to the mercantile marine of every nation, are formally and in perpetuity interdicted to the flag of war, either of the Powers possessing its coasts, or of any other Power, with the exceptions stipulated in the present Treaty.

“ Free from any impediment, the commerce, in the ports and waters of the Black Sea, shall be subject only to the regulations in force.”

The second paragraph is in like manner agreed to by all the Plenipotentiaries, after having been settled in the following form :—

“ The Black Sea being declared neutral, the maintenance or establishment upon its coast of military-maritime fortresses, becomes alike unnecessary and purposeless. In consequence, His Majesty the Emperor of Russia and His Majesty the Sultan engage not to establish or to maintain, upon that coast, any military-maritime arsenal.”

The first Plenipotentiary of Great Britain states that Russia possesses at Nicolaieff an arsenal of the first class for maritime works, the maintenance of which would be in contradiction to the principles on which the paragraph of which the Congress has just settled the terms, is founded. This arsenal not being situated on the shores of the Black Sea, Lord Clarendon does not mean to assert that Russia is bound to destroy the ship-building yards which exist there; but he remarks that public opinion would be authorised in attributing to Russia intentions which she cannot entertain, if Nicolaieff were to retain, as a centre for all maritime works, the importance which it has acquired.

The first Plenipotentiary of Russia replies that the Emperor, his august master, on acceding with sincerity to the propositions of peace, firmly resolved strictly to carry out all the engagements resulting from them; but that Nicolaieff, being situated far from the shores of the Black Sea, respect for her dignity would not permit Russia to allow a principle solely applicable to the coast to be extended to the interior of the Empire; that the security of and watching over the coasts required, moreover, that Russia should have, as had been admitted, a certain number of light vessels in the Black Sea, and that, if she consented to give up the ship-building yards of Nicolaieff, she would be compelled to establish others in some other point of her southern possessions; that, in order at once to provide for his engagements and for the requirements of the naval service, the Emperor intends only to authorise the construction at Nicolaieff of the vessels of war mentioned in the bases of the negotiation.

The first Plenipotentiary of Great Britain, and, after him, the other Plenipotentiaries, consider this declaration satisfactory.

The Earl of Clarendon inquires of the first Plenipotentiary of Russia whether he agrees to the insertion of his declaration in the Protocol. After having replied in the affirmative, Count Orloff adds that, in order to prove the sincerity of his intentions, the Emperor has instructed him to demand a free passage through the Straits of the Bosphorus and of the Dardanelles for the two ships of the line which alone are now at Nicolaieff, and which would have to proceed to the Baltic as soon as peace was concluded.

The terms of the other paragraphs relative to the third point, as deliberated on by the Plenipotentiaries, were thus settled :

“ In order to afford to the commercial and maritime interests of every nation the security which is desired, Russia and the Sublime Porte will admit Consuls into their ports situated upon the coast of the Black Sea, in conformity with the principles of international law.

“ His Majesty the Emperor of all the Russias and His Majesty the Sultan having concluded between them a Convention, for the purpose of settling the force and number of light vessels which they may maintain in the Black Sea, this Convention is annexed to the present Treaty, and shall have the same force and validity as if it formed an integral part thereof. It cannot be either annulled or modified without the assent of the Powers signing the present Treaty.

“ The Convention of July 13, 1841, which maintains the ancient rule of the Ottoman Empire, relative to the closing of the Straits of the Bosphorus and of the Dardanelles, having been revised by common consent, the Act concluded for that purpose is and remains annexed to the present Treaty.”

The Plenipotentiaries of Russia and Turkey are invited to agree together on the Convention to be concluded between them on the subject of the light vessels which the Sublime Porte and Russia may maintain in the Black Sea, and it is agreed that the project of it shall be communicated to the Congress at the next meeting.

(The signatures follow.)

Protocole No. 5.—Seance du 6 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce que les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie ne sont pas en mesure de présenter au Congrès le projet de Traité relatif aux bâtiments de guerre que les Puissances riveraines pourront entretenir dans la Mer Noire, et demande à renvoyer cette communication à la séance suivante.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne demande à MM. les Plénipotentiaires de Russie si la déclaration faite par M. le Comte Orloff dans la précédente séance, au sujet de Nicolaieff, s'applique également à Kherson et à la Mer d'Azoff.

M. le premier Plénipotentiaire de Russie répond que, comme Nicolaieff, la Mer d'Azoff ne saurait tomber sous l'application directe du principe accepté par la Russie ; que, d'autre part, il est hors de doute que des navires de haut bord ne peuvent naviguer dans cette mer ; il maintient, toutefois, les assurances que M. le Comte de Clarendon a rappelées, et il répète que la Russie, voulant se conformer pleinement aux engagements qu'elle a contractés, ne fera construire nulle part sur les bords de la Mer Noire ou sur ses affluents, ni dans les eaux qui en dépendent, des bâtiments de guerre autres que ceux que la Russie entretiendra dans la Mer Noire aux termes de sa Convention avec la Turquie.

Le Congrès passe au développement du deuxième point.

M. le premier Plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence de Vienne avait étudié avec soin toutes les questions qui se rattachent à la navigation du Danube, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, de tenir compte des travaux qu'elle avait préparés.

M. le Comte de Buol donne lecture de l'Annexe au Protocole de Vienne No. 5.

M. le Comte Walewski propose la rédaction des six paragraphes suivants :

“ L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs Etats, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures ; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

“ La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

“ La Sublime Porte prend l'engagement de faire exécuter, d'accord avec l'Administration Locale dans les Principautés, les travaux qui sont, dès à présent, ou qui pourraient devenir nécessaires, tant pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, que pour mettre le fleuve dans les meilleures conditions de navigabilité possibles sur d'autres points en amont de son cours, notamment entre les ports de Galatz et de Braïla.

“ Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, des droits fixes d'un taux convenable pourront être prélevés sur les navires parcourant le Bas Danube, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

“ Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, qui ne pourra être dissoute que d'un commun accord et com-

posée de

sera chargée de déterminer l'étendue des travaux à exécuter, et d'élaborer les bases d'un règlement de navigation et de police fluviale et maritime ; elle dressera également les instructions destinées à servir de guide à une Commission Exécutive.

“ En conformité avec les stipulations des Traités de Vienne, cette Commission sera composée de

en qualité d'Etats riverains ; elle sera permanente. En cas de désaccord relativement à l'interprétation à donner aux règlements établis, il en sera référé aux Puissances Contractantes.”

M. le Comte Walewski fait remarquer que le Congrès aura à s'occuper ultérieurement de la composition des deux Commissions dont il est parlé dans les deux derniers paragraphes ; mais que la Commission Exécutive devant comprendre des délégués de toutes les Puissances riveraines du Danube, il y aura lieu d'inviter la Bavière à s'y faire représenter.

M. le Comte de Buol fait observer que le règlement dont cette Commission devra surveiller l'exécution, ne peut toucher qu'aux intérêts de la navigation dans le Bas Danube ; que la navigation du Haut Danube n'a soulevé aucun conflit entre les intéressés, et qu'il n'y aurait nulle raison de donner à l'autorité de la Commission une extension que rien ne justifierait.

M. le premier Plénipotentiaire de la France répond que le Congrès est saisi d'une question générale intéressant la navigation du fleuve ; qu'elle a été posée ainsi dans le document qui sert de base à la négociation ; et que, du moment où il est convenu que la Commission dite Exécutive doit être composée des riverains, on ne saurait en exclure la Bavière ; il ajoute que, d'ailleurs, le texte des Articles proposés ne prête pas à l'ambiguité, et indique suffisamment la nature des attributions de cette Commission.

M. le Comte Walewski donne lecture du septième et dernier paragraphe, qui est ainsi conçu :—

“ Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube.”

Le Congrès ajourne à une prochaine séance la rédaction définitive de ces divers paragraphes.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne émet l'avis que la rédaction des stipulations insérées aux Protocoles ne devrait pas lier le Congrès d'une manière irrévocable. Il ajoute que, dans son opinion, chaque Plénipotentiaire conserve la faculté de proposer ultérieurement les modifications qu'il jugerait utile de présenter.

M. le Comte Orloff répond que les Plénipotentiaires transmettant chaque Protocole à leurs Gouvernements respectifs, il ne saurait admettre que des clauses, acceptées d'un commun accord, pussent être indéfiniment remaniées.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ajoutent qu'ils n'entendent pas réservier à chaque Plénipotentiaire le droit de revenir sur les déterminations prises et les principes acceptés par le Congrès, mais la faculté de proposer une simple révision de texte, s'il y a lieu, et afin de mieux en préciser le sens et la portée.

Circonscrites dans ces limites, les observations de M. le Comte de Clarendon sont agréées par le Congrès.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 5.—Sitting of March 6, 1856.

Present:

The Plenipotentiaries of Austria,	
„	France,
„	Great Britain,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding meeting is read and approved.

Count Orloff states that the Plenipotentiaries of Turkey and of Russia are not prepared to lay before the Congress the project of Treaty relative to the vessels of war which the Powers possessing the coasts may keep in the Black Sea, and applies to defer this communication till the next sitting.

The first Plenipotentiary of Great Britain inquires of the Plenipotentiaries of Russia whether the declaration made by Count Orloff in the preceding sitting, on the subject of Nicolaieff, applies equally to Cherson and to the Sea of Azoff.

The first Plenipotentiary of Russia replies that, like Nicolaieff, the Sea of Azoff cannot be included under the direct application of the principle accepted by Russia; that, on the other hand, it is indubitable that large vessels cannot navigate that sea; he abides, however, by the assurances to which the Earl of Clarendon has referred, and he repeats that Russia, being desirous of acting wholly in conformity with the engagements which she has contracted, will not build, anywhere on the shores of the Black Sea, or in its tributaries, or in the waters which are dependent on it, any ships of war other than those which Russia will maintain in the Black Sea according to the terms of her Convention with Turkey.

The Congress proceeds to the development of the second point.

The first Plenipotentiary of France remarks that the Conference of Vienna had carefully studied all the questions relating to the navigation of the Danube, and that it would, consequently, be advisable to take into account what had been then prepared.

Count Buol reads the Annex to the fifth Vienna Protocol.

Count Walewski proposes that the following clauses should be drawn up:

“The Act of the Congress of Vienna having established the principles intended to regulate the navigation of rivers which traverse several States, the Contracting Powers stipulate among themselves that these principles shall in future be equally applied to the Danube and its mouths; they declare that this arrangement henceforth forms part of the public law of Europe, and take it under their guarantee.

“The navigation of the Danube cannot be subjected to any impediment or change not expressly provided for by the stipulations which follow: in consequence, there shall not be levied any toll founded solely upon the fact of the navigation of the river, nor any duty upon the goods which may be on board of vessels, and no obstacle whatever shall be opposed to free navigation.

“The Sublime Porte engages to cause to be executed, in conjunction with the Local Government in the Principalities, the works which are at present, or which may become, necessary, as well to clear the mouth of the Danube from the sands which obstruct it, as to put the river in the best possible state for navigation on other points in the upper part of its course, especially between the ports of Galatz and Braila.

“In order to cover the expenses of such works, as well of the establishments intended to secure and to facilitate the navigation, fixed duties of a suitable rate may be levied on ships navigating the Lower Danube, on the express condition that, in this respect as in every other, the flags of all nations shall be treated on the footing of perfect equality.

“With the view to carry out the arrangements of the preceding Article, a Commission, which can only be dissolved by common consent, and composed

of

shall be charged with the duty of determining the extent of the works to be executed, and of preparing the bases of a regulation for navigation, and for river and maritime police; it shall also draw up instructions intended for the guidance of an Executive Commission.

"In conformity with the stipulations of the Treaties of Vienna, this Commission will be composed of

in their quality of river-bordering States; it will be permanent. In case of disagreement relative to the interpretation of the established regulations, reference shall be had to the Contracting Powers."

Count Walewski observes that the Congress will further have to take into consideration the composition of the Commissions mentioned in the two last paragraphs; but that as the Executive Commission is to comprise delegates of all the Powers bordering on the Danube, it will be proper to invite Bavaria to send representatives to it.

Count Buol remarks, that the regulation of which this Commission will have to superintend the execution, can affect only the interests of the navigation of the Lower Danube; that the navigation of the Upper Danube has not given rise to any dispute among the interested parties, and that there could be no reason for giving to the authority of the Commission an extension for which there was no justification.

The first Plenipotentiary of France replies, that the Congress has to deal with a general question affecting the navigation of the river; that it had been thus laid down in the document which forms the basis of the negotiation; and that, from the moment it is agreed that the Commission styled Executive is to be composed of river-bordering Powers, it becomes impossible to exclude Bavaria from it; he adds that, moreover, the text of the proposed Articles admits of no ambiguity and sufficiently indicates the nature of the attributes of this Commission.

Count Walewski reads the seventh and last paragraph, which is in the following terms:

"In order to insure the execution of the regulations which shall have been drawn up by common consent in accordance with the principles above set forth, each of the Contracting Powers shall have the right of stationing (one or two) light vessels at the mouths of the Danube."

The Congress defers, to a future sitting, the final drawing up of these several paragraphs.

The first Plenipotentiary of Great Britain expresses the opinion that the terms of the stipulations inserted in the Protocols, ought not to bind the Congress irrevocably. He adds, that, in his opinion, each Plenipotentiary retains the right of further proposing such modifications as he may consider it advantageous to bring forward.

Count Orloff replies that, as the Plenipotentiaries transmit each Protocol to their respective Governments, he cannot admit that paragraphs, accepted unanimously, can be indefinitely altered.

The Plenipotentiaries of Great Britain explain that they do not propose to reserve to each Plenipotentiary the right of revising the resolutions adopted and the principles accepted by the Congress, but the power of proposing a simple revision of the text, if necessary, in order better to define its sense and bearing.

The observations of the Earl of Clarendon, confined within these limits, are agreed to by the Congress.

(The signatures follow.)

Protocole No. 6.—Séance du 8 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

M. LE premier Plénipotentiaire de Turquie fait savoir que Mehemed Djemil Bey n'assistera pas à la séance, l'état de sa santé ne le lui permettant pas.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le premier Plénipotentiaire de Russie annonce que sa Cour a donné son assentiment à l'institution de la Commission Mixte qui sera chargée de la révision de la frontière en Asie, et à laquelle, ainsi que la constate le Protocole No 4, les Plénipotentiaires de la Russie n'avaient adhéré qu'en réservant l'approbation de leur Gouvernement.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès passe au développement du premier point, et décide qu'avant d'aborder les questions qui se rattachent à l'organisation des Principautés, il s'occupera de la rectification de frontières entre les Provinces Danubiennes et le territoire Russe.

M. le Baron de Brunnow donne lecture d'un mémoire tendant à établir que la disposition des lieux et la direction des voies de communication ne permettent pas de déterminer un tracé direct entre les deux points extrêmes indiqués dans les Préliminaires de Paix. Il rappelle que les Puissances alliées ont eu en vue d'assurer la libre navigation du Danube, et il pense que cet objet serait atteint par un autre tracé qu'il est chargé de proposer au Congrès : ce tracé, qui aurait l'avantage de n'apporter aucune perturbation dans l'économie de la province, partirait de Waduli-Tsaki sur le Pruth, suivrait le Val de Trajan, et aboutirait au nord du Lac Yalput. La Russie ferait l'abandon des Iles du Delta et raserait les forts d'Ismail et de Kilia-nova.

M. le Com'e Walewski répond que cette proposition s'éloigne d'une manière trop sensible des bases mêmes de la négociation pour que les Plénipotentiaires des Puissances alliées puissent la prendre en sérieuse considération.

M. le Baron de Brunnow, revenant sur les observations qu'il a déjà fait valoir, expose qu'il serait difficile de fixer une bonne délimitation en s'écartant des limites qu'il a indiquées. Il ajoute qu'on pourrait, toutefois, joindre au territoire que la Russie cède par le tracé qu'il a déjà proposé, celui qui se trouve compris entre le Lac Kartlabug, le Val de Trajan et le Lac Salsyk.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne représente que l'admission du tracé indiqué par M. le Plénipotentiaire de Russie équivaudrait à l'abandon des propositions formulées par l'Autriche avec l'assentiment des Puissances alliées ; que ces propositions ont été acceptées à Saint Pétersbourg, confirmées à Vienne et à Paris, et que les Plénipotentiaires de ces Puissances, quel que soit l'esprit de conciliation qui les anime, ne sauraient s'écartier, dans une semblable mesure, des conditions de paix et renoncer totalement à des concessions admises en principe par tous les Gouvernements représentés au Congrès.

M. le Comte Walewski présente des observations analogues.

M. le Comte de Buol fait également remarquer que le tracé offert par M. le Baron de Brunnow ne comprend qu'une petite portion du territoire dont la cession a été consentie par la Russie, en acceptant les conditions de paix que l'Autriche a portées à Saint Pétersbourg, et qu'il espère que MM. les Plénipotentiaires de Russie feront au Congrès une proposition qui se rapprochera davantage des faits qui ont précédé l'ouverture des négociations.

M. le Baron de Hübner rappelle que le tracé indiqué, par ses deux points extrêmes, dans les propositions Autrichiennes, est fondé sur la configuration reproductive dans toutes les cartes.

MM. les Plénipotentiaires de Russie répondent qu'ils ont témoigné, dans les séances précédentes, de leurs intentions conciliantes ; qu'ils ont placé sous les yeux du Congrès des considérations dont il y a lieu, à leur sens, de

tenir compte ; qu'ils n'ont d'autre objet que de provoquer une entente conforme à la topographie du pays et aux intérêts des populations qui l'habitent, et qu'ils sont, par conséquent, prêts à discuter toute autre proposition qui leur serait communiquée.

M. le premier Plénipotentiaire de la France répète que les Puissances alliées ne sauraient adhérer à une délimitation qui ne serait pas en harmonie avec les concessions acquises à la négociation ; mais qu'il est, cependant, permis de procéder par voie de compensation, et qu'il serait peut-être possible de s'entendre en prolongeant la limite au sud-est et au delà du Lac Salsyk, si, comme le pensent MM. les Plénipotentiaires de Russie, elle rencontre, au nord, des difficultés topographiques.

Après une discussion, engagée sur cet amendement, à laquelle tous les Plénipotentiaires prennent part, il est offert à MM. les Plénipotentiaires de Russie d'établir la frontière au moyen d'une ligne qui, partant du Pruth, entre Léova et Hush, passerait au nord du Lac Salsyk et s'arrêterait au dessus du Lac Albédiès.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie, obligés, disent-ils, de s'assurer de la position qui en résultera pour les colonies de Bulgares et de Russes établies dans cette partie de la Bessarabie, demandent à remettre la suite de la discussion à la prochaine séance.

Le Congrès adhère ; mais MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne établissent que la proposition, à laquelle ils se sont ralliés, dans un esprit de concorde, constitue, sous tous les rapports, une concession dont l'importance est attestée par l'étendue du territoire compris entre Chotyn et Hush, et ils expriment la conviction que cette concession sera pleinement appréciée par MM. les Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte Orloff rend témoignage des bonnes dispositions que MM. les Plénipotentiaires de Russie rencontrent, à leur tour, de la part des autres membres du Congrès, et il ajoute qu'en demandant de pouvoir soumettre à une étude particulière la proposition qui leur est faite, ils n'ont en vue d'autre but que celui de chercher à la concilier avec les exigences locales.

Le Congrès passe à l'examen des propositions relatives à l'organisation des Principautés.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'avant de toucher à ce point important de la négociation, il est indispensable de délibérer sur une question qui est dominante et à la solution de laquelle se trouvent nécessairement subordonnés les travaux ultérieurs du Congrès à ce sujet ; cette question est celle de savoir si la Moldavie et la Valachie seront désormais réunies en une seule Principauté, ou si elles continueront à posséder une administration séparée. M. le premier Plénipotentiaire de la France pense que la réunion des deux Provinces répondant à des nécessités révélées par un examen attentif de leurs véritables intérêts, le Congrès devrait l'admettre et la proclamer.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne partage et appuie la même opinion, en se fondant particulièrement sur l'utilité et la convenance à prendre en sérieuse considération les vœux des populations dont il est toujours bon, ajoute-t-il, de tenir compte.

M. le premier Plénipotentiaire de la Turquie la combat. Aali Pacha soutient qu'on ne saurait attribuer à la séparation des deux Provinces, la situation à laquelle il s'agit de mettre un terme ; que la séparation date des temps les plus reculés, et que la perturbation qui a régné dans les Principautés, remonte à une époque relativement récente ; que la séparation est la conséquence naturelle des mœurs et des habitudes, qui diffèrent dans l'une et l'autre Province ; que quelques individus, sous l'influence de considérations personnelles, ont pu formuler un avis contraire à l'état actuel, mais que telle n'est pas certainement l'opinion des populations.

M. le Comte de Buol, quoique n'étant pas autorisé à discuter une question que ses instructions n'ont pas prévue, pense, comme le premier Plénipotentiaire de la Turquie, que rien ne justifierait la réunion des deux Provinces : les populations, ajoute-t-il, n'ont pas été consultées, et, si, l'on considère le prix que chaque agglomération attache à son autonomie, on peut en déduire *a priori* que les Moldaves comme les Valaques désirent, avant tout, conserver leurs institutions locales et séparées.

Après avoir invoqué d'autres motifs à l'appui de son opinion, M. le Comte Walewski répond que le Congrès ne peut consulter directement ces populations,

et qu'il doit nécessairement procéder, à cet égard, par voie de présomption. Or, dit-il, tous les renseignements s'accordent à représenter les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former, à l'avenir, qu'une seule Principauté : ce désir s'explique par la communauté d'origine et de religion, ainsi que par les précédents qui ont mis en lumière les inconvénients de l'ordre politique ou administratif qui résultent de la séparation : l'union étant, sans contredit, un élément de prospérité pour les deux provinces, répond à l'objet proposé à la sollicitude du Congrès.

M. le premier Plénipotentiaire de l'Autriche ne croit pas pouvoir accorder une foi entière aux informations sur lesquelles se fonde le premier Plénipotentiaire de la France. Il pense, d'ailleurs, que l'opinion du premier Plénipotentiaire de la Turquie, mieux placé qu'aucun autre membre du Congrès pour apprécier les véritables besoins et les vœux des populations, mérite d'être prise en considération particulière ; que, d'autre part, les Puissances sont, avant tout, engagées à maintenir les priviléges des Principautés, et que ce serait y porter une grave atteinte que de contraindre les deux Provinces à se fondre l'une dans l'autre, puisque au nombre de ces priviléges se trouve, avant tout, celui de s'administrer séparément. Il ajoute que, plus tard et quand on aura constitué dans les Principautés une institution pouvant être régulièrement considérée comme l'organe légitime des vœux du pays, on pourra, s'il y a lieu, procéder à l'union des deux Provinces avec une parfaite connaissance de cause.

M. le Baron de Bourqueney répond au premier Plénipotentiaire de l'Autriche qu'il ne peut partager son appréciation ; les bases de la négociation, dit-il, portent que les Principautés conserveront leurs priviléges et immunités, et que le Sultan, de concert avec ses alliés, leur accordera ou y confirmara une organisation intérieure conforme aux besoins et aux vœux des populations. Nous avons donc, à Vienne, entendu réserver au Sultan et à ses alliés le droit et le soin de se concerter sur les mesures propres à assurer le bonheur de ces peuples en tenant compte de leurs vœux. Or, la France a déposé, aux Conférences de l'an dernier, un Acte qui a placé la question sur le terrain de la discussion, et il ne s'est élevé nulle part, depuis lors, une manifestation tendant à infirmer les renseignements qui nous portent à croire que les Moldo-Valaques désirent la réunion des provinces en une seule Principauté.

M. le premier Plénipotentiaire de Sardaigne rappelle, afin d'établir que le vœu des populations à cet égard est antérieur aux circonstances actuelles, qu'un Article du Statut Organique a préjugé la question en déposant dans cet Acte le principe de la réunion éventuelle des Principautés.

Aali Pacha soutient que l'Article cité par M. le Comte de Cavour ne saurait comporter une semblable interprétation.

M. le Comte Orloff déclare que les Plénipotentiaires de Russie, ayant pu apprécier les besoins et les vœux des deux Principautés, appuient le projet de réunion comme devant aider à la prospérité des Provinces.

Sur la déclaration faite par Aali Pacha que les Plénipotentiaires de la Turquie ne sont pas autorisés à suivre la discussion sur ce terrain, et les Plénipotentiaires de l'Autriche étant eux-mêmes sans instructions, la question est renvoyée à une autre séance afin de les mettre à même de prendre les ordres de leurs Cours.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 6.—Sitting of March 8, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

„	France,
„	Great Britain,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE first Plenipotentiary of Turkey states that Mehemmed Djemil Bey would not be present at the sitting, the state of his health not allow him to do so.

The Protocol of the preceding meeting is read and approved.

The first Plenipotentiary of Russia states that his Court has assented to the establishment of the Mixed Commission which will be charged with the revision of the Asiatic frontier, and to which, as stated in Protocol No. 4, the Plenipotentiaries of Russia had only agreed subject to the approval of their Government.

On the proposal of Count Walewski, the Congress proceeds to the development of the first point, and decides that, before touching on the questions relating to the organization of the Principalities, it will take up the rectification of the frontiers between the Danubian Provinces and the Russian territory.

Baron Brunnow reads a memorandum tending to prove that the character of the localities, and the direction of the roads of communication, do not admit of a direct line being drawn between the two extreme points indicated in the Preliminaries of Peace. He observes that the allied Powers propose to insure the free navigation of the Danube, and he conceives that this object would be attained by another line which he is instructed to propose to the Congress; this line, which would have the advantage of causing no disturbance in the administration of the Province, would start from Waduli-Tsaki on the Pruth, follow the *Val de Trajan*, and terminate on the north of Lake Yalput. Russia would abandon the Islands of the Delta, and raze the forts of Ismail and Kilia-nova.

Count Walewski replies that this proposition is too material a departure from the very bases of the negotiation for the Plenipotentiaries of the allied Powers to be able to take it into serious consideration.

Baron Brunnow, reverting to the observations which he had already urged, states that it would be difficult to fix upon a good boundary, if the limits which he has suggested are departed from. He adds that it might, however, be possible to add to the territory ceded by Russia by the line which he has already proposed, that which is included between the Lake Kartlabug, the *Val de Trajan*, and Lake Salsyk.

The first Plenipotentiary of Great Britain represents that the admission of the line indicated by the Russian Plenipotentiary would be equivalent to the abandonment of the propositions drawn up by Austria with the assent of the allied Powers; that those propositions have been accepted at St. Petersburg, confirmed at Vienna and Paris, and that the Plenipotentiaries of those Powers, whatever may be spirit of conciliation by which they are animated, could not depart, to such an extent, from the conditions of peace, and entirely renounce concessions admitted in principle by all the Governments represented at the Congress.

Count Walewski makes similar observations.

Count Buol also remarks that the line proposed by Baron Brunnow comprises only a small portion of the territory the cession of which had been consented to by Russia when she accepted the conditions of peace conveyed by Austria to St. Petersburg, and that he hopes that the Plenipotentiaries of Russia will make to the Congress a proposition approaching more nearly to the facts which had preceded the opening of the negotiations.

Baron Hübner observes that the line indicated by its two extreme points, in the Austrian propositions, is founded on the configuration of the country, as laid down in all the maps.

The Plenipotentiaries of Russia reply that they have given evidence, in the preceding sittings, of their conciliatory intentions; that they have placed before the Congress considerations which, in their opinion, deserve to be taken into account; that they have no other object than to elicit an understanding in conformity with the topography of the country and with the interests of its inhabitants; and that they are consequently ready to discuss any other proposition which might be communicated to them.

The first Plenipotentiary of France repeats that the allied Powers could not agree to a boundary which would not be in accordance with the concessions obtained by the negotiation; but that it is nevertheless admissible to proceed by means of compensation; and that it might perhaps be possible to come to an understanding by extending the boundary to the south-east and beyond Lake Salsyk, if, as the Plenipotentiaries of Russia conceive, it would encounter topographical difficulties to the north.

After a discussion upon this amendment, in which all the Plenipotentiaries

take part, it is proposed to the Plenipotentiaries of Russia to settle the frontier by means of a line which, starting from the Pruth between Léova and Hush, would pass to the north of Lake Salsyk, and terminate above Lake Albèdiès.

The Plenipotentiaries of Russia being obliged, they say, to ascertain what effect this would have upon the Bulgarian and Russian colonies established in this part of Bessarabia, request that the continuation of the discussion may be deferred till the next sitting.

The Congress agrees; but the Plenipotentiaries of France and Great Britain maintain that the proposition, to which they have assented in a spirit of concord, constitutes, in every respect, a concession, the importance of which is proved by the extent of territory comprised between Chotyn and Hush, and they express the conviction that this concession will be fully appreciated by the Plenipotentiaries of Russia.

Count Orloff bears witness to the goodwill which the Russian Plenipotentiaries, in their turn, experience from the other members of the Congress, and he adds, that in requesting to be allowed time fully to examine the proposition which has been made to them, the only object they have in view, is to endeavour to reconcile it with local requirements.

The Congress then proceeds to the examination of the propositions relative to the organization of the Principalities.

Count Walewski remarks that, before touching on this important point of the negotiation, it is indispensable to deliberate on a question which is of paramount importance, and on the solution of which must necessarily depend the further labours of the Congress on that subject; this question is, whether Moldavia and Wallachia shall henceforth be united in one single Principality, or whether they shall continue to possess a separate administration. The first Plenipotentiary of France conceives that, as the union of the two Provinces satisfies the requirements brought to light by an attentive investigation into their true interests, the Congress should admit and proclaim it.

The first Plenipotentiary of Great Britain shares in and supports this opinion, relying especially on the utility and expediency of taking into serious consideration the wishes of the people, which it is always right, he adds, to take into account.

The first Plenipotentiary of Turkey contests it. Aali Pasha maintains that the state of things to which it is proposed to put an end cannot be attributed to the separation of the two Provinces; that the separation dates from the most remote times, while the confusion which has prevailed in the Principalities dates from a comparatively recent period; that the separation is the natural consequence of the difference of manners and habits in the two Provinces; that some individuals, influenced by personal considerations, have propounded an opinion adverse to the existing state of things, but such certainly is not the opinion of the people.

Count Buol, although not authorized to discuss a question which is not provided for in his instructions, agrees with the first Plenipotentiary of Turkey, that nothing could justify the union of the two Provinces; the people, he adds, have not been consulted; and if the value which each community attaches to its self-government is considered, it may be inferred *à priori* that the Moldavians, equally with the Wallachians, desire, above all things, to preserve their local and separate institutions.

After having added further arguments in support of his opinion, Count Walewski replies that the Congress cannot directly consult those people, and that it must, necessarily, in this respect, act upon presumption. Now, he says, all accounts agree in representing the Moldo-Wallachians as unanimously imbued with the desire of forming for the future only one single Principality; this desire is explained by the community of origin and of religion, as well as by previous occurrences, which have shown the political and administrative inconveniences resulting from the separation; the union being, without doubt, an element of prosperity for both Provinces, answers the end to which the solicitude of the Congress is directed.

The first Plenipotentiary of Austria does not think that he can place implicit confidence in the information on which the first Plenipotentiary of France relies. He thinks, besides, that the opinion of the first Plenipotentiary of Turkey, who is in a better position than any other member of the Congress for estimating the real wants and wishes of the people, deserves especial consideration; that, on

the other hand, the Powers are, above all, bound to maintain the privileges of the Principalities, and that, to compel the two Provinces to amalgamate with each other, would be to inflict a severe blow on those privileges, since among the number of those privileges was, above all, comprised that of separate Administrations. He adds that, at a later period, and when there shall be established in the Principalities an institution which can be regularly considered as the legitimate organ of the wishes of the country, it might be possible, if necessary, to unite the two Provinces with a full knowledge of all the circumstances.

Baron Bourqueney replies to the first Plenipotentiary of Austria that he cannot share his views; the bases of the negotiation, he says, set forth that the Principalities shall preserve their privileges and their immunities, and that the Sultan, in concert with his allies, shall grant or confirm to them an internal organization suitable to the wants and wishes of the people. It had therefore been proposed at Vienna to reserve to the Sultan and his allies the right and the care of devising together the measures calculated to ensure the happiness of these people, taking into account their own wishes. Now France had presented at the Conferences of the preceding year, an Act which placed the question on the ground of the discussion; and since that time no demonstration had taken place tending to invalidate the accounts which lead to the supposition that the Moldo-Wallachians desired the union of the Provinces in one single Principality.

The first Plenipotentiary of Sardinia remarks, in order to prove that the wish of the people in this respect is antecedent to the present state of affairs, that an Article of the Organic Statute has decided the question by recording in that Act the principle of the eventual union of the Principalities.

Aali Pasha maintains that the Article quoted by the Count de Cavour would not bear such an interpretation.

Count Orloff declares that the Plenipotentiaries of Russia, having had opportunities of ascertaining the wants and wishes of the two Principalities, support the project of union as calculated to promote the prosperity of the Provinces.

Upon the declaration made by Aali Pasha that the Plenipotentiaries of Turkey are not authorized to pursue the discussion on this basis, and the Plenipotentiaries of Austria being themselves without instructions, the question is adjourned to another sitting, in order to enable them to take the orders of their Courts.

(The signatures follow.)

Protocole No. 7.—Séance du 10 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne.
 „ de la Turquie.

M. LE second Plénipotentiaire de la Turquie, retenu par l'état de la santé, n'assiste pas à la séance.

Le Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

Le Congrès reprend la discussion sur la délimitation des frontières en Bessarabie.

M. le Baron de Brunnow expose que les Plénipotentiaires de Russie ont examiné, avec le même esprit de concorde qui en a suggéré les termes aux Plénipotentiaires des Puissances alliées, le tracé qui leur a été proposé dans la séance précédente; qu'ils reconnaissent combien ce tracé justifie la confidence qu'ils avaient placée dans les dispositions conciliantes du Congrès; mais qu'après avoir consulté leurs instructions, et en se fondant sur les considérations topographiques et admi-

nistratives qu'ils ont déjà fait valoir, ils se voient obligés, dans l'intérêt même d'une bonne délimitation, de demander un amendement au tracé qui leur a été offert, de façon que la frontière, partant du confluent du Pruth et de la Saratsika, remonterait cette dernière rivière jusqu'au village du même nom, pour se diriger de là vers la rivière de Yalpuck, dont elle descendrait le cours jusqu'au point où elle rejoindra le Val de Trajan, qu'elle suivrait jusqu'au Lac Salsyk, pour aboutir ensuite à l'extrémité septentrionale du Lac Alabie.

Cette proposition devient l'objet d'un examen auquel participent tous les Plénipotentiaires, qui, tombant d'accord, décident que la frontière partira de la Mer Noire, à un kilomètre à l'est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la route d'Akerman, suivra cette route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la rivière de Yalpuck jusqu'à la Hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth.

En adhérant à cette délibération, MM. les Plénipotentiaires de la Russie, ayant dû, disent-ils, s'écartier de leurs instructions, réservent l'approbation de leur Cour.

Une Commission composée d'ingénieurs et de géomètres, sera chargée de fixer, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

M. le Comte Orloff, se fondant sur les précédents, propose au Congrès de décider que les habitants du territoire cédé par la Russie conserveront la jouissance entière des droits et priviléges dont ils sont en possession, et qu'il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en cédant leurs propriétés contre une indemnité pécuniaire convenu de gré à gré, ou au moyen d'un accord particulier qui serait conclu avec l'Administration des Principautés.

Plusieurs Plénipotentiaires faisant remarquer que cette proposition peut soulever des difficultés qu'ils ne sont pas en mesure d'apprécier, le Congrès la prend *ad referendum*.

M. le Comte Walewski rappelle que le développement du premier point, en ce qui concerne l'organisation future des Principautés, exige d'en confier les détails à une Commission dont les travaux, si on devait y subordonner la conclusion de la paix, retarderaient, sans motifs suffisants, le principal objet confié aux soins du Congrès. Dans l'opinion de M. le premier Plénipotentiaire de la France, on pourrait se borner à consigner au Traité les bases du régime politique et administratif qui régira désormais les Provinces Danubiennes, en convenant que les Parties Contractantes concluront, dans le plus bref délai, une Convention à ce sujet. Dans ce cas, ajoute-t-il, le Traité de Paix pourrait être signé prochainement, et l'attente de l'Europe ne serait pas tenue plus longtemps en suspense.

Cette proposition est l'objet d'une discussion dans laquelle interviennent, particulièrement, MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Grande Bretagne.

M. le premier Plénipotentiaire de l'Autriche propose un amendement qui est accepté ; et, en conséquence, le Congrès décide qu'une Commission, composée de M. le Comte de Buol, de M. le Baron de Bourqueney, et d'Aali Pacha, présentera, à la prochaine séance, le texte des Articles du Traité de Paix destinés à fixer les bases de la Convention qui sera conclue au sujet des Principautés.

M. le Comte Walewski émet l'avis qu'au point où les négociations sont heureusement arrivées, le moment est venu d'inviter la Prusse à se faire représenter au Congrès, ainsi qu'il a été décidé dans la séance du 28 Février, et il propose de prendre et de faire parvenir à Berlin la résolution suivante :—

“ Le Congrès, considérant qu'il est d'un intérêt Européen que la Prusse, signataire de la Convention conclue à Londres le 13 Juillet, 1841, participe aux nouveaux arrangements à prendre, décide qu'un extrait du Protocole de ce jour sera adressé à Berlin, par les soins de M. le Comte Walewski, organe du Congrès, pour inviter le Gouvernement Prussien à envoyer des Plénipotentiaires à Paris.”

Le Congrès adhère.

M. le Comte de Clarendon, en témoignant de la confiance qu'il place dans les sentiments de la Cour de Russie, et parlant au nom des Puissances alliées, croit pouvoir être certain que les cimetières où reposent les officiers et soldats qui ont succombé devant Sébastopol ou sur d'autres points du territoire Russe, ainsi que les monuments élevés à leur mémoire, seront maintenus à perpétuité et environnés du respect dû à la cendre des morts ; il ajoute qu'il serait heureux, toutefois, d'en recueillir l'assurance de la bouche de MM. les Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte Orloff remercie le Congrès de l'occasion qui lui est offerte de donner une marque des dispositions qui animent l'Empereur son auguste Maître, dont il est certain d'être le loyal et fidèle interprète en déclarant qu'on prendra toutes les mesures propres à réaliser pleinement le vœu exprimé par MM. les Plénipotentiaires des Puissances alliées.

M. le Comte Walewski rappelle que le Traité de Paix devra faire mention de l'amnistie pleine et entière que chaque Puissance belligérante accordera à ses propres sujets pour toute coopération aux faits de guerre.

MM. les Plénipotentiaires de Russie adhèrent à cet avis, qui est également accueilli par les autres membres du Congrès.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 7.—Sitting of March 10, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

THE second Plenipotentiary of Turkey, prevented by the state of his health, does not assist at the sitting.

The Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Congress resumes the discussion on the demarcation of the frontiers in Bessarabia.

Baron Brunnow explains that the Plenipotentiaries of Russia have examined, in the same spirit of conciliation which had suggested the terms of it to the Plenipotentiaries of the allied Powers, the line which had been proposed to them at the preceding sitting ; that they acknowledge how much this line justifies the confidence which they had placed in the conciliatory dispositions of the Congress ; but that after having consulted their instructions, and grounding their opinion on the topographical and administrative considerations which they have already explained, they find themselves compelled, in the interest itself of a good demarcation, to demand an amendment of the line which had been offered to them, so that the frontier, starting from the confluence of the Pruth and the Saratsika, should ascend this latter river as far as the village of the same name, and should proceed thence towards the River Yalpuck, the course of which it should descend as far as the point where it joins the *Val de Trajan*, which it should follow as far as Lake Salsyk, terminating finally at the northern extremity of Lake Alabiès.

This proposition is subjected to an examination in which all the Plenipotentiaries take part ; who come to an agreement and decide that the frontier shall start from the Black Sea, one kilomètre to the east of Lake Bourna Sola, shall run perpendicularly to the Akerman road, follow this road as far as the *Val de Trajan*, pass to the south of Bolgrad, ascend the Yalpuck river to the Height of Saratsika, and terminate at Katamori on the Pruth.

The Plenipotentiaries of Russia, whilst assenting to the result of this deliberation, yet having, they say, been obliged to depart from their instructions, reserve the approbation of their Court.

A Commission, composed of engineers and surveyors, shall be charged with fixing in its details the line of the new frontier.

Count Orloff, grounding his argument on precedents, proposes to the Congress to decide that the inhabitants of the territory ceded by Russia should retain the full enjoyment of the rights and privileges of which they are in possession, and that they shall be permitted to transfer their abode elsewhere, ceding their property in return for a pecuniary indemnity agreed upon by common consent, or by means of a separate agreement to be concluded with the Administration of the Principalities.

Several Plenipotentiaries observing that this proposition may raise difficulties which they are not in a position to appreciate, the Congress receives it *ad referendum*.

Count Walewski remarks that the development of the first point, as far as concerns the future organization of the Principalities, requires that the details of it should be confided to a Commission, the labours of which, if the conclusion of peace were to be made to depend on them, would delay, without sufficient reason, the principal object entrusted to the care of the Congress. In the opinion of the first Plenipotentiary of France, they might confine themselves to laying down in the Treaty the bases of the political and administrative system which shall henceforth regulate the Danubian Provinces, agreeing, at the same time, that the Contracting Parties shall conclude a Convention on this subject with the least possible delay. In this case, he adds, the Treaty of Peace might be signed shortly, and the expectation of Europe would be no longer kept in suspense.

This proposition is the subject of a discussion in which take part particularly the Plenipotentiaries of Austria and Great Britain.

The first Plenipotentiary of Austria proposes an amendment which is accepted; and, in consequence, the Congress decides that a Commission, composed of Count Buol, Baron Bourqueney, and Aali Pasha, shall present, at the next sitting, the text of the Articles of the Treaty of Peace destined to fix the bases of the Convention which shall be concluded on the subject of the Principalities.

Count Walewski expresses the opinion that at the point at which the negotiations have happily arrived, the moment has come to invite Prussia to send Representatives to the Congress, in accordance with the decision come to at the meeting of the 28th of February, and he proposes to adopt and forward to Berlin the following resolution:—

“The Congress, considering that it is a matter of European interest that Prussia, a signing Party to the Convention concluded at London on the 13th July, 1841, should participate in the new arrangements to be adopted, decides that an extract from the Protocol of this day shall be forwarded to Berlin through Count Walewski, as organ of the Congress, in order to invite the Prussian Government to send Plenipotentiaries to Paris.”

The Congress adheres.

The Earl of Clarendon, expressing the confidence which he places in the sentiments of the Court of Russia, and speaking in the name of the allied Powers, states that he thinks he may be sure that the cemeteries in which repose the officers and soldiers who have fallen before Sebastopol or on other points of the Russian territory, as well as the monuments raised to their memory, will be maintained in perpetuity and treated with the respect due to the ashes of the dead; he adds that he should, however, be happy to receive an assurance of this from the mouth of the Plenipotentiaries of Russia.

Count Orloff thanks the Congress for the opportunity which is offered him of giving a proof of the disposition which animates the Emperor his august Master, of which he is sure that he is the loyal and faithful interpreter in declaring that all the necessary measures will be taken to realize fully the wish expressed by the Plenipotentiaries of the allied Powers.

Count Walewski remarks that the Treaty of Peace should make mention of the full and complete amnesty which each belligerent Power is to grant to its own subjects for all cooperation in acts of war.

The Plenipotentiaries of Russia assent to this opinion, which is equally agreed to by the other members of the Congress.

(The signatures follow.)

Protocole No. 8.—Séance du 12 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 " de la France,
 " de la Grande Bretagne,
 " de la Russie,
 " de la Sardaigne,
 " de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Baron de Bourqueney rend compte du travail de la Commission qui, dans la dernière réunion, a été chargée de préparer le texte des Articles du Traité concernant l'organisation future des Principautés.

Avant de donner lecture des Articles proposés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney établit que le but du travail de cette Commission a été de concilier les opinions émises dans la dernière séance.

La marche proposée par la Commission, ajoute M. le Baron de Bourqueney, repose sur trois principes :—

Conclure la paix sans en subordonner l'instrument final à un acte diplomatique resté en suspens ;

Prendre les mesures propres à s'assurer du vœu des populations sur des questions de principe non encore résolues ;

Respecter les droits de la Puissance Suzeraine, et ne pas laisser de côté ceux des Puissances garantes, en établissant la double nécessité d'un acte diplomatique pour consacrer les principes adoptés comme bases de l'organisation des Principautés, et d'un hatti-scherif pour en promulguer l'application.

Partant de ces trois idées, la Commission propose l'envoi immédiat à Bucharest de délégués, qui s'y réuniront à un Commissaire Ottoman.

Des Divans *ad hoc* seraient convoqués sans retard au chef lieu des deux Provinces. Ils seraient composés de manière à offrir les garanties d'une véritable et sérieuse représentation.

La Commission Européenne, prenant en considération les vœux exprimés par les Divans, réviserait les statuts et règlements en vigueur. Son travail serait transmis au siège actuel des Conférences. Une Convention diplomatique, basée sur ce travail, serait conclue entre les Puissances Contractantes, et un hatti-scherif, constituant l'organisation définitive, serait promulgué par le Sultan.

Le Congrès adopte la marche proposée, et renvoie à une autre séance l'adoption définitive du texte des Articles dont M. le Baron de Bourqueney a donné lecture.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie communiquent au Congrès le projet de la Convention qui doit être conclue entre eux, après avoir été agréé par les autres Plénipotentiaires, relativement aux bâtiments de guerre légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la Mer Noire.

Ils annoncent qu'ils ne sont pas d'accord sur un point : MM. les Plénipotentiaires de la Russie pensent que la Convention doit autoriser l'un et l'autre Puissance à entretenir, outre les bâtiments de guerre qui seront employés à la police de la Mer Noire, et un nombre déterminé de transports, des navires d'un moindre tonnage destinés à surveiller l'exécution des règlements administratifs et sanitaires dans les ports. MM. les Plénipotentiaires de Turquie ne sont pas autorisés à accueillir une stipulation conçue dans ce sens.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie donnent au Congrès des explications tendant à démontrer la nécessité de pourvoir à la police intérieure des ports, et d'insérer dans la Convention une clause relative aux stationnaires qui y seront employés, afin de ne pas exposer les Puissances riveraines de la Mer Noire aux interprétations que pourrait autoriser le silence gardé à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de la France répondent que ces bâtiments ne pouvant comporter ni les dimensions ni l'armement de bâtiments de guerre, il n'y a pas lieu d'en faire mention dans la Convention, et que, si la Russie n'entend avoir dans ses ports que des bateaux dits "pataches" pour le service de la douane et de la santé, ne devant pas, par conséquent, être employés à la mer, il n'y a pas lieu de craindre que la présence de ces pataches,

dans les ports de commerce, puisse devenir l'occasion d'interprétations regretables.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie retirent leur demande relative à l'insertion, dans la Convention, de la clause concernant les petits navires destinés au service intérieur des ports, en réservant, toutefois, l'approbation de leur Cour.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que les bâtiments transports ne devront pas être armés.

M. le Comte Orloff répond que, comme tous les transports employés par les autres Puissances dans d'autres mers, ceux de la Russie dans la Mer Noire seront exclusivement munis de l'armement de sûreté que comporte la nature du service auquel ils seront affectés.

M. le Comte de Clarendon ne ayant pas devoir admettre ces explications, la question est ajournée.

Le Congrès reprend la discussion du projet de rédaction du second point qui a fait l'objet de ses délibérations dans la séance du 6 Mars.

M. le Comte de Buol expose que les principes établis par le Congrès de Vienne et destinés à régler la navigation des fleuves qui traversent plusieurs Etats posent, comme règle principale, que les Puissances Riveraines seront exclusivement appelées à se concerter sur les règlements de police fluviale, et à en surveiller l'exécution ; que la Commission Européenne, dont il est fait mention dans la rédaction insérée au Protocole No. 5, comprendra, outre les délégués des Puissances riveraines du Danube des délégués de Puissances non-riveraines ; que la Commission permanente, qui lui sera substituée, sera chargée d'exécuter les résolutions prises par elle ; que, dès-lors, et pour rester dans l'esprit comme dans les termes de l'Acte du Congrès de Vienne, l'une et l'autre Commission devront borner leurs travaux au Bas Danube et à ses embouchures.

M. le Comte Walewski rappelle les bases de la négociation acceptées par toutes les Puissances Contractantes, et portant que la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée ; qu'il a été entendu, par conséquent, qu'il sera pourvu à la libre navigation de ce fleuve.

M. le Comte de Clarendon ajoute que, s'il en était autrement, l'Autriche, restant seule en possession du Haut Danube, et participant à la navigation de la partie inférieure du fleuve, acquerrait des avantages particuliers et exclusifs que le Congrès ne saurait concéder.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche répondent que tous les efforts de leur Gouvernement, comme ses tendances, en matière commerciale, ont pour objet d'établir et de propager, sur tous les points de l'Empire, les principes d'une entière liberté, et que la libre navigation du Danube est naturellement comprise dans les limites des améliorations qu'il se propose ; mais qu'il se trouve, à cet égard, en présence d'engagements antérieurs, de droits acquis, dont il est obligé de tenir compte ; que ses intentions répondent donc au vœu déposé dans les Préliminaires de Paix ; que, néanmoins, ils ne peuvent reconnaître aux Commissions qu'il s'agit d'instituer, une autorité qui ne saurait leur appartenir sur le Haut Danube.

M. le premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il y a lieu, en effet, de distinguer entre deux résolutions également admises en principe, mais ayant, l'une et l'autre, un objet parfaitement distinct ; que, d'une part, le Congrès doit pourvoir à la libre navigation du Danube, dans tout son parcours, sur les bases établies par le Congrès de Vienne ; et, de l'autre, avisier aux moyens de faire disparaître les obstacles qui entravent le mouvement commercial dans la partie inférieure du fleuve et à ses embouchures ; que c'est uniquement cette dernière tâche qui sera dévolue aux Commissaires qu'on se propose d'instituer ; mais qu'il n'est pas moins essentiel de s'entendre sur le développement du principe général, afin de compléter l'œuvre que les Puissances Contractantes ont eu en vue en stipulant, comme il est dit dans les Préliminaires, que la navigation du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée, en réservant les positions particulières des riverains, qui seront réglées sur les principes établis par l'Acte du Congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

Après les explications qui précèdent, il est décidé que MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche présenteront, à une des prochaines séances, les amendements qu'ils croiront devoir proposer à la rédaction insérée au Protocole No. 5.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 8.—Sitting of March 12, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,	
“	France,
“	Great Britain,
“	Russia,
“	Sardinia,
“	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

Baron Bourqueney gives an account of the labours of the Commission which at the last meeting had been charged with preparing the text of the Articles of the Treaty concerning the future organization of the Principalities.

Before reading the Articles proposed by the Commission, Baron Bourqueney establishes that the object of the labours of this Commission has been to reconcile the opinions expressed at the last sitting.

The course proposed by the Commission, Baron Bourqueney adds, rests on three principles :—

To conclude peace without making the final instrument depend on a diplomatic act remaining in suspense ;

To take proper measures for ascertaining the wishes of the populations on questions of principle not yet solved ;

To respect the rights of the Suzerain Power, and not to overlook those of the guaranteeing Powers, by establishing the double necessity of a diplomatic act to record the principles adopted as bases of the organization of the Principalities, and of a hatti-sherif to promulgate the application of those principles.

Starting from these three principles, the Commission proposes to send delegates immediately to Bucharest, who shall meet there an Ottoman Commissioner.

Divans *ad hoc* would be convoked without delay in the capital of the two Provinces. These Divans would be composed in such a manner as to afford guarantees of a true and serious representation.

The European Commission, taking into consideration the wishes expressed by the Divans, would revise the statutes and regulations in force. The result of its labours would be transmitted to the present seat of the Conferences. A Diplomatic Convention, founded on these labours, would be concluded between the Contracting Powers, and a hatti-sherif, constituting the definitive organization, would be promulgated by the Sultan.

The Congress adopts the proposed course, and defers to a future sitting the definitive adoption of the text of the Articles which Baron Bourqueney has read.

The Plenipotentiaries of Russia and Turkey communicate to the Congress the project of the Convention which is to be concluded between them, after being agreed to by the other Plenipotentiaries, relative to the light vessels of war which the coast Powers shall maintain in the Black Sea.

They announce that they are not agreed on one point. The Plenipotentiaries of Russia think that the Convention should authorize both Powers to maintain, besides the vessels of war which shall be employed in the police of the Black Sea, and a fixed number of transports, some vessels of less tonnage for the purpose of watching over the execution of the administrative and sanitary regulations in the ports. The Plenipotentiaries of Turkey are not authorized to accept a stipulation framed in this sense.

The Plenipotentiaries of Russia give to the Congress explanations tending to prove the necessity of providing for the internal police of the ports, and of inserting in the Convention a clause relative to the stationary vessels which shall be there employed, so as not to expose the Powers on the coast of the Black Sea to the interpretations which might be authorized by this subject being passed over in silence.

The Plenipotentiaries of Great Britain and France reply that, as these

vessels cannot be either of the dimensions or armament of ships of war, there is no occasion to mention them in the Convention, and that if Russia means only to have in her ports such boats as those called "pataches," for the service of the custom-house and quarantine, and which consequently would not be employed at sea, there is no reason to fear that the presence of these "pataches" in the commercial ports can give rise to objectionable interpretations.

The Plenipotentiaries of Russia withdraw their demand relative to the insertion in the Convention of the clause concerning the small vessels destined for the internal service of the ports, reserving, at the same time, the approbation of their Court.

The Earl of Clarendon remarks that the transport-vessels should not be armed.

Count Orloff replies that, like all the transports employed by the other Powers in other seas, the transports of Russia in the Black Sea will be exclusively furnished with a defensive armament suitable to the nature of the service for which they will be designed.

The Earl of Clarendon not considering that he should be justified in admitting these explanations, the question is adjourned.

The Congress resumes the discussion of the project for drawing up the second point, which had been the subject of its deliberations in the sitting of the 6th of March.

Count Buol states, that the principles established by the Congress of Vienna, and intended to regulate the navigation of rivers which traverse several States, lay down, as the principal regulation, that the Powers on the banks of rivers shall be exclusively entitled to arrange regulations of river police, and to superintend the execution of such regulations; that the European Commission, of which mention is made in the terms inserted in the Protocol No. 5, will comprise, besides the delegates of the Powers on the banks of the Danube, delegates from Powers not on the banks of that river; that the permanent Commission which is to be substituted for the European Commission, will be charged with executing the resolutions adopted by it; that, from that time, and in order to abide by the spirit as well as the terms of the Act of the Congress of Vienna, both Commissions should confine their labours to the Lower Danube and its mouths.

Count Walewski recalls attention to the bases of the negotiation accepted by all the Contracting Powers, and which are to the effect that the liberty of the Danube and its mouths should be efficiently secured; consequently it has been understood that the free navigation of this river shall be provided for.

The Earl of Clarendon adds that, if it were otherwise, Austria, remaining alone in possession of the Upper Danube and sharing in the navigation of the lower part of the river, would acquire separate and exclusive advantages which the Congress could not sanction.

The Plenipotentiaries of Austria reply that all the efforts as well as the tendencies of their Government, in commercial matters, have for their object to establish and propagate on all points of the Empire, the principles of complete liberty, and that the free navigation of the Danube is naturally comprised within the limits of the improvements which it proposes to make; but that it finds itself hampered, in this matter, by previous engagements, and acquired rights, which it is obliged to take into account; that its intentions, therefore, respond to the wish recorded in the Preliminaries of Peace; that, nevertheless, they cannot recognize in the Commissions which it is proposed to establish, an authority which could not belong to them on the Upper Danube.

The first Plenipotentiary of France says that it is necessary, in fact, to distinguish between two resolutions, equally admitted in principle, but having each of them an object perfectly distinct; that, on the one hand, the Congress ought to provide for the free navigation of the Danube throughout its whole course, upon the bases established by the Congress of Vienna; and on the other, to consult as to the means of removing the obstacles which impede the movement of commerce in the lower part of the river and at its mouths; that it is solely this latter task which will devolve on the Commissioners whom it is proposed to appoint; but that it is not less essential to come to an understanding on the development of the general principle, in order to complete the work which the Contracting Powers had in view in stipulating, as is said in the Preliminaries, that the navigation of the Danube and its mouths shall be

efficiently secured, reserving the special positions of the river-bordering Powers, which shall be regulated on the principles established by the Act of the Congress of Vienna in the matter of river navigation.

After the preceding explanations, it is decided that the Plenipotentiaries of Austria shall present, at one of the future sittings, the amendments which they shall think it right to propose in the terms inserted in Protocol No. 5.

(The signatures follow.)

Protocole No. 9.—Séance du 14 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce que le tracé de délimitation entre la Russie et l'Empire Ottoman en Europe, fixé par le Congrès dans sa séance du 10 Mars, a obtenu l'approbation de sa Cour.

Le Congrès reprend l'examen de la rédaction des Articles concernant les Principautés et destinés à figurer au Traité de Paix, préparée par la Commission dont M. le Baron de Bourqueney, en qualité de rapporteur, a donné communication au Congrès dans la précédente séance.

Chaque paragraphe de cette rédaction fait l'objet d'une discussion à laquelle participent tous les Plénipotentiaires, et, après avoir été amendée sur deux points, elle est adoptée par le Congrès dans les termes suivants :—

“ Aucune protection exclusive ne sera dorénavant exercée sur les Principautés Danubiennes. Il n'y aura ni garantie exclusive ni droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Elles continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sous la garantie Européenne, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

“ Dans la révision qui aura lieu des lois et statuts aujourd'hui en vigueur, la Sublime Porte conservera aux dites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

“ Pour établir entre elles un complet accord sur cette révision, une Commission spéciale, sur la composition de laquelle s'entendront les Hautes Parties Contractantes, se réunira sans délai à Bucharest avec un Commissaire de la Sublime Porte.

“ Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

“ Sa Majesté le Sultan convoquera immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

“ Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

“ Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra sans retard au siège actuel des Conférences son propre travail.

“ L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes ; et un hattischérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

“ Il y aura une force armée nationale organisée dans le but de maintenir la sûreté de l’intérieur et d’assurer celle des frontières. Aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d’accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

“ Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, les Puissances garantes s’entendront avec la Sublime Porte sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l’ordre légal. Une intervention armée ne saurait avoir lieu sans une entente préalable entre ces Puissances.”

M. le premier Plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que, ses instructions ne lui permettant pas d’adhérer définitivement à cette rédaction, il réserve l’approbation de sa Cour, qu’il sollicitera par voie télégraphique.

MM. les membres de la Commission qui a préparé le travail dont le Congrès vient de s’occuper, sont chargés de vouloir bien se réunir pour élaborer le projet d’un texte devant être également inséré au Traité, et fixant les dispositions qui devront être prises, s’il y a lieu, au sujet de la Servie.

M. le premier Plénipotentiaire de la France dit qu’il y a lieu de convenir des termes dont on fera usage dans le Traité pour constater l’entrée de la Turquie dans le concert Européen, et donne lecture d’un projet en deux Articles.

M. le premier Plénipotentiaire de la Turquie pense qu’il conviendrait de s’en tenir à la rédaction qu’il avait proposée aux Conférences de Vienne, et le soumet au Congrès.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès décide qu’une Commission, composée d’Aali Pacha et de MM. les seconds Plénipotentiaires de l’Autriche, de la France, de la Grande Bretagne, de la Russie, et de la Sardaigne, se réunira le plus tôt possible pour préparer un projet de rédaction de toutes les stipulations du Traité de Paix, en tenant compte des résolutions consignées aux Protocoles, et renvoie à cette Commission les projets présentés par MM. les premiers Plénipotentiaires de la France et de la Turquie sur l’admission de l’Empire Ottoman dans le droit public Européen.

M. le Comte Walewski annonce qu’en réponse à la communication qu’il a été chargé de faire parvenir à Berlin, comme organe du Congrès, il a reçu l’avis que la Prusse, se rendant à l’invitation qui lui a été adressée, a nommé, pour ses Plénipotentiaires, M. le Baron de Manteuffel, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, et M. le Comte de Hatzfeldt, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de France.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 9.—Sitting of March 14, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,	
„	France,
„	Great Britain,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

Count Orloff announces that the line of demarcation between Russia and the Ottoman Empire, in Europe, fixed by the Congress at its sitting of the 10th of March, has obtained the approbation of his Court.

The Congress resumes the examination of the draft of the Articles concerning the Principalities, destined to appear in the Treaty of Peace, prepared by the Commission, which Baron Bourqueney, as reporter, had communicated to the Congress at the preceding sitting.

Each paragraph of this draft is the subject of a discussion in which all the Plenipotentiaries take part, and, after having been amended in two points, it is adopted by the Congress in the following terms :—

"No exclusive protection shall henceforth be exercised over the Danubian Principalities. There shall be neither exclusive guarantee nor separate right of interference in their internal affairs. They shall continue to enjoy, under the suzerainty of the Sublime Porte, and under the guarantee of Europe, the privileges and immunities of which they are in possession.

"In the revision which shall take place of the laws and statutes at present in force, the Sublime Porte shall maintain, in the said Principalities, an independent and national administration, as well as full liberty of religion, of legislation, of commerce, and of navigation.

"In order to establish a complete agreement between them upon this revision, a special Commission, on the composition of which the High Contracting Parties will come to an understanding among themselves, shall assemble without delay at Bucharest, together with a Commissioner of the Sublime Porte.

"The business of this Commission shall be to investigate the present state of the Principalities, and to propose bases for their future organization.

"His Majesty the Sultan will convoke immediately, in each of the two Provinces, a Divan *ad hoc*, composed in such manner as to represent most closely the interests of all classes of society. These Divans shall be called upon to express the wishes of the people in regard to the definitive organization of the Principalities.

"An instruction from the Congress shall regulate the relations between the Commission and these Divans.

"Taking into consideration the opinion expressed by the two Divans, the Commission shall transmit the result of its own labours to the present seat of the Conferences.

"The final agreement with the Suzerain Power shall be recorded by a Convention to be concluded at Paris between the High Contracting Parties; and a hatti-sherif, in conformity with the stipulations of the Convention, shall constitute definitively the organization of these Provinces, placed thenceforward under the collective guarantee of all the signing Powers.

"There shall be a national armed force organized with the view to maintain the security of the interior and to ensure that of the frontiers. No impediment shall be opposed to the extraordinary measures of defence which the Principalities, by agreement with the Sublime Porte, may be called upon to take in order to repel any external aggression.

"If the internal tranquillity of the Principalities should be menaced or compromised, the guaranteeing Powers shall come to an understanding with the Sublime Porte in regard to the measures to be taken for maintaining or reestablishing legal order. No armed intervention shall take place without a previous understanding between those Powers."

The first Plenipotentiary of Turkey observes, that his instructions not permitting him to adhere definitively to these terms, he reserves the approbation of his Court, which he will apply for by telegraph.

The members of the Commission who have prepared the matter with which the Congress have now been occupied, are requested to have the goodness to meet to elaborate the project of a text, to be also inserted in the Treaty, and which shall fix the arrangements to be made, if there is occasion, on the subject of Servia.

The first Plenipotentiary of France says that it is necessary to agree on the terms which shall be used in the Treaty to establish the entrance of Turkey into the system (*concert*) of Europe, and reads a draft in two Articles.

The first Plenipotentiary of Turkey thinks that it would be advisable to adhere to the terms which he had proposed at the Vienna Congress, and submits this to the Congress.

Upon the proposal of Count Walewski, the Congress decides that a Commission, composed of Aali Pasha, and the second Plenipotentiaries of Austria, France, Great Britain, Russia, and Sardinia, shall meet as soon as possible to prepare a draft of all the stipulations of the Treaty of Peace, taking into account the resolutions laid down in the Protocols, and refers to this Commission the drafts presented by the first Plenipotentiaries of France and Turkey, on the admission of the Ottoman Empire into the public law of Europe.

Count Walewski announces that, in reply to the communication which he has been charged to forward to Berlin, as organ of the Congress, he had been

informed that Prussia accepts the invitation which has been addressed to her, has named as her Plenipotentiaries, the Baron de Manteuffel, President of the Council, Minister for Foreign Affairs, and the Count de Hatzfeldt, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of France.

(The signatures follow.)

Protocole No. 10.—1ère Séance du 18 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 " de la France,
 " de la Grande Bretagne,
 " de la Russie,
 " de la Sardaigne,
 " de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie présentent le projet de Convention concerté entre eux et relatif au nombre et aux dimensions des bâtiments légers que les Puissances riveraines entretiendront dans la Mer Noire pour la police de cette mer et la sûreté de leurs côtes. Après en avoir examiné les termes, le Congrès, trouvant ce projet conforme aux bases qui en ont été posées dans les Préliminaires, décide que la copie, déposée et paraphée par MM. les premiers Plénipotentiaires de la Russie et de la Turquie, sera annexée au présent Protocole.

La Commission de rédaction, par l'organe de son rapporteur M. le Baron de Bourqueney, rend compte de ses travaux. En cette qualité, M. le second Plénipotentiaire de la France expose que la Commission s'est occupée, en premier lieu, de l'ordre dans lequel les différentes stipulations seront insérées au Traité, et il ajoute qu'elle a adopté la distribution suivante :—Rétablissement de la paix ; Evacuation des territoires occupés ; Prisonniers de guerre ; Amnistie ; Entrée de la Turquie dans le concert Européen ; Le sort des Chrétiens ; Révision de la Convention de 1841 ; Neutralisation de la Mer Noire ; Liberté du Danube ; Nouveau tracé de la frontière de la Turquie Européenne ; Les deux Principautés ; La Servie ; Commission Mixte pour la révision de la frontière en Asie.

Passant à la lecture des textes préparés par la Commission, M. le Baron de Bourqueney donne communication d'un projet de préambule ainsi conçu :—

“ Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté le Sultan, animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant, de concert avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, sont tombées d'accord sur les moyens d'assurer, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman ; et Leurs dites Majestés, ayant arrêté les conditions propres à atteindre ce double but, ont invité Sa Majesté le Roi de Prusse à s'associer à cette œuvre de pacification générale.

“ En conséquence, Leurs Majestés ont nommé,” &c.

M. le Baron de Bourqueney lit les paragraphes suivants :—

“ Il y aura, à dater de ce jour, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

“ La paix étant heureusement rétablie entre les dites Majestés, les territoires conquis ou occupés pendant la guerre seront réciproquement évacués.

“ Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que possible.

“ Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa

Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

“Leurs Majestés l’Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, s’engagent à restituer à Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikale, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées.”

Lord Cowley fait remarquer que le rapprochement des deux derniers paragraphes peut laisser croire que les Puissances belligérantes procèdent à un échange, tandis que les Préliminaires portent que la Russie, en échange des territoires occupés par les armées alliées, consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie Européenne.

M. le second Plénipotentiaire de la Russie répond qu’il s’agit ici d’une restitution mutuelle des territoires occupés, de part et d’autre, par les armées belligérantes, et nullement de cession territoriale ; que ce dernier point viendra à sa place quand il y aura à procéder, ainsi que le stipulent les Préliminaires, à la rectification de la frontière en Europe.

M. le Rapporteur de la Commission propose ensuite les paragraphes suivants :—

“Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies, et Leurs Majestés l’Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, s’engagent à remettre en liberté les prisonniers de guerre aussitôt après l’échange des ratifications du présent Traité.

“Leur Majestés l’Empereur des Français, la Reine de la Grande Bretagne, l’Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par leur participation aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

“Sa Majesté l’Empereur des Français, Sa Majesté l’Empereur d’Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d’Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du concert Européen. Leurs Majestés s’engagent, chacune de son côté, à respecter l’indépendance et l’intégrité territoriale de l’Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte ou tout événement qui serait de nature à y porter atteinte, comme une question d’intérêt général.

“Les Conventions ou Traité conclus ou à conclure entre elles et la Sublime Porte, feront désormais partie du droit public Européen.

“S’il survenait, entre la Sublime Porte et l’une des Puissances Contractantes, un dissensitement de nature à menacer le maintien de leurs relations, les deux Etats, avant de recourir à l’emploi de la force, mettront les autres Puissances en mesure de prévenir cette extrémité par les voies de la conciliation.”

M. le Comte de Buol annonce qu’il a reçu les instructions de sa Cour sur le deuxième point concernant le Danube. Il déclare que l’Autriche adhère à l’entièrre application des principes établis par l’Acte du Congrès de Vienne au Haut comme au Bas Danube, pourvu, toutefois, que cette mesure soit combinée avec les engagements antérieurs pris, *bonâ fide*, par les Etats riverains. Il propose, en conséquence, une rédaction nouvelle qui a pour objet de répondre pleinement au principe de libre navigation déposé dans les Préliminaires, en tenant compte, pendant un terme déterminé, de ces mêmes engagements.

Après avoir entendu la lecture de cette nouvelle rédaction, le Congrès décide que copie en sera annexée au présent Protocole, et en renvoie la discussion à la prochaine séance.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 10.—1st Sitting of March 18, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,	
„	France,
„	Great Britain,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Plenipotentiaries of Russia and of Turkey present the draft of Convention arranged between them, relative to the number and dimensions of the light vessels which the coast Powers shall maintain in the Black Sea for the police of that sea, and for the security of their coasts. After having examined its terms, the Congress, finding the draft to be in conformity with the bases which had been laid down for it in the Preliminaries, decides that the copy, deposited by and marked with the initials of the Plenipotentiaries of Turkey and Russia, shall be annexed to the present Protocol.

The Commission for drawing up the Treaty gives an account of its labours, by the mouth of its reporter, Baron de Bourqueney. In this capacity the second Plenipotentiary of France states that the Commission occupied itself, in the first place, with the order in which the different stipulations shall be inserted in the Treaty ; and he adds that it had adopted the following distribution :—Reestablishment of peace ; Evacuation of occupied territories ; Prisoners of War ; Amnesty ; Entrance of Turkey into the European System (*concert*) ; the Condition of the Christians : Revision of the Convention of 1841 ; Neutralization of the Black Sea ; Freedom of the Danube ; New line of the frontier of Turkey in Europe ; the two Principalities ; Servia ; Mixed Commission for the revision of the frontier in Asia.

Proceeding to read the texts prepared by the Commission, Baron Bourqueney communicates a draft of preamble thus drawn up :—

“ His Majesty the Emperor of the French, Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, His Majesty the Emperor of all the Russias, His Majesty the King of Sardinia, and His Majesty the Sultan, animated by the desire of putting an end to the calamities of war, and wishing, in concert with His Majesty the Emperor of Austria, to prevent the return of the complications which occasioned it, have come to an agreement upon the means of securing, through effectual and reciprocal guarantees, the independence and integrity of the Ottoman Empire ; and Their said Majesties, having settled the conditions adapted for the attainment of this twofold object, invited His Majesty the King of Prussia to associate himself to this work of general pacification.

“ Their Majesties have accordingly named,” &c.

Baron Bourqueney reads the following paragraphs :—

“ From this day, there shall be Peace and Friendship between His Majesty the Emperor of the French, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, His Majesty the King of Sardinia, His Imperial Majesty the Sultan, on the one part, and His Majesty the Emperor of all the Russias, on the other part ; as well as between their heirs and successors, their respective dominions and subjects, in perpetuity.

“ Peace being happily reestablished between Their said Majesties, the territories conquered or occupied during the war shall be reciprocally evacuated.

“ Special arrangements shall regulate the mode of the evacuation, which shall be as prompt as possible.

“ His Majesty the Emperor of all the Russias engages to restore to His Majesty the Sultan the town and citadel of Kars, as well as the other parts of the Ottoman territory of which the Russian troops are in possession.

“ Their Majesties the Emperor of the French, the Queen of Great Britain, the King of Sardinia, and the Sultan, engage to restore to His Majesty the Emperor of all the Russias, the towns and ports of Sebastopol, Balaklava,

Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikale, Kinburn, as well as all other territories occupied by the allied troops."

Lord Cowley observes that the placing in conjunction of the last two paragraphs may admit of its being supposed that the belligerent Powers are making an exchange, whereas the Preliminaries imply that Russia, in exchange for the territories occupied by the allied armies, consents to a rectification of her frontier with European Turkey.

The second Plenipotentiary of Russia replies that the question here is that of a mutual restitution of territories occupied, on either side, by the belligerent armies, and by no means that of territorial cession; that this latter point will come in its place, when, as the Preliminaries stipulate, the rectification of the European frontier is proceeded with.

The Reporter of the Committee then proposes the following paragraphs:—

"His Majesty the Emperor of all the Russias, and Their Majesties the Emperor of the French, the Queen of Great Britain, the King of Sardinia, and the Sultan, engage to set at liberty the prisoners of war, immediately after the exchange of the ratifications of the present Treaty.

"Their Majesties the Emperor of the French, the Queen of Great Britain, the Emperor of all the Russias, the King of Sardinia, and the Sultan, grant a full and entire amnesty to all those of their subjects who may have been compromised by their participation in the events of the war in favour of the cause of the enemy.

"His Majesty the Emperor of the French, His Majesty the Emperor of Austria, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, His Majesty the King of Prussia, His Majesty the Emperor of all the Russias, and His Majesty the King of Sardinia, declare the Sublime Porte admitted to participate in the advantages of the European system (*concert*). Their Majesties engage, each on his part, to respect the independence and the territorial integrity of the Ottoman Empire, guarantee in common the strict observance of that engagement, and will, in consequence, consider any act or any event tending to its violation as a question of general interest.

"The Conventions or Treaties concluded or to be concluded between them and the Sublime Porte, shall henceforth form part of the public law of Europe.

"If there should arise between the Sublime Porte and one of the Contracting Powers, any misunderstanding calculated to threaten the maintenance of their relations, the two States, before having recourse to the use of force, shall afford the other Powers the opportunity of preventing such an extremity by means of conciliation."

Count Buol announces that he has received the instructions of his Court on the second point, relative to the Danube. He declares that Austria assents to the entire application of the principles established by the Act of the Congress of Vienna, to the Upper as well as the Lower Danube, provided, however, that this measure is combined with the engagements previously taken *bon à fide* by the river-bordering Powers. He consequently proposes a new wording, having for its object fully to meet the principle of free navigation laid down in the Preliminaries, taking those same engagements into account, during a fixed period.

After having heard this new wording read, the Congress decides that a copy of it shall be annexed to the present Protocol, and defers the discussion of it to the next sitting.

The present Protocol is read and approved.

(The signatures follow.)

Annexe 1 au Protocole No. 10.

Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.

SA Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la Mer Noire consacré dans le Traité Général en date du , auquel elles sont

Parties Contractantes, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la Mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention Spéciale, et ont nommé à cet effet :

Sa Majesté Impériale le Sultan, Aali Pacha, Grand Vézir et son premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris; et Mehemed Djemil Bey, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, l'Aide-de-camp Général Comte Orloff, son premier Plénipotentiaire au Congrès de Paris, &c., &c., &c.; et le Baron de Brunnow, &c., &c., &c.

ARTICLE I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la Mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulés ci-après.

ARTICLE II.

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réserve d'entretenir dans cette mer six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, et quatre bâtiments légers d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

(Paraphes des deux premiers Plénipotentiaires)

ORL.
A.

(Translation.)

Annex 1 to Protocol No. 10.

Separate Convention between the Sublime Porte and Russia.

HIS Imperial Majesty the Sultan, and His Majesty the Emperor of all the Russias, taking into consideration the principle of the neutralization of the Black Sea sanctioned in the General Treaty under the date of to which they are Contracting Parties, and wishing, in consequence, to regulate, by common agreement, the number and the force of the vessels which they have reserved to themselves to maintain in the Black Sea for the service of their coasts, have resolved to sign, with that view, a Special Convention, and have named for that purpose :

His Imperial Majesty the Sultan, Aali Pasha, Grand Vizier and his first Plenipotentiary at the Paris Conference; and Mehemed Djemil Bey, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary;

And His Majesty the Emperor of all the Russias, Aide-de-camp General Orloff, his first Plenipotentiary at the Paris Conference, &c., &c., &c.; and the Baron de Brunnow, &c., &c., &c.

ARTICLE I.

The High Contracting Parties mutually engage not to have in the Black Sea any other vessels of war than those of which the number, the force, and the dimensions are hereinafter stipulated.

ARTICLE II.

Each of the two High Contracting Parties reserves to itself to maintain in that sea six steam-vessels, of fifty mètres in length at the line of floatation, and four light vessels of a tonnage which shall not exceed two hundred tons each.

(Initials of the two first Plenipotentiaries)

ORL.
A.

*Annexe 2 au Protocole No. 10.***ARTICLE I.**

L'ACTE du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves traversant plusieurs Etats, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures ; elles déclarent que cette disposition fait désormais partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévu par les stipulations qui suivent. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, et il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

ARTICLE II.

Dans le but de réaliser les dispositions de l'Article précédent, une Commission, composée des Délégués de l'Autriche, de la France, de la Grande Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne, et de la Turquie, sera chargée de désigner les travaux nécessaires pour dégager l'embouchure du Danube des sables qui l'obstruent, et d'ordonner l'exécution de ces travaux.

Pour couvrir les frais de ces travaux ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d'un taux convenable, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ARTICLE III.

Une Commission sera établie qui se composera des Délégués de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Servie, de la Valachie, de la Moldavie, et de la Turquie. Elle sera permanente ; élaborera : *a.* Les règlements de navigation et de police fluviale ; *b.* Fera disparaître les entraves législatives qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions du Traité de Vienne ; *c.* Ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve.

ARTICLE IV.

Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'Article précédent par les lettres *a* et *b*, dans l'espace de deux ou trois ans, ou plus tôt si faire se peut. La Conférence siégeant à Paris, informée de ce fait, après en avoir pris acte, prononcera la dissolution de la Commission Européenne.

ARTICLE V.

Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner (un ou deux) bâtiments légers aux embouchures du Danube.

(Translation.)

*Annex 2 to Protocol No. 10.***ARTICLE I.**

THE Act of the Congress of Vienna having established the principles intended to regulate the navigation of rivers traversing different States, the Contracting Powers stipulate among themselves that those principles shall in

future be equally applied to the Danube and its mouths. They declare that this arrangement henceforth forms a part of the public law of Europe, and take it under their guarantee.

The navigation of the Danube cannot be subjected to any impediment or charge not expressly provided for by the following stipulations. In consequence, there shall not be levied any toll founded solely upon the fact of the navigation of the river, nor any duty upon the goods which may be on board vessels, and no obstacle whatever shall be opposed to free navigation.

ARTICLE II.

With the view to carry out the provisions of the preceding Article, a Commission composed of the Delegates of Austria, France, Great Britain, Prussia, Russia, Sardinia, and Turkey, shall be charged to designate the works necessary to clear the mouth of the Danube from the sands which obstruct it.

In order to cover the expenses of such works, as well as of the establishments intended to secure and to facilitate the navigation at the mouths of the Danube, fixed duties, of a suitable rate, may be levied, on the express condition that, in this respect as in every other, the flags of all nations shall be treated on the footing of perfect equality.

ARTICLE III.

A Commission shall be established which shall be composed of Delegates of Austria, Bavaria, Wurtemberg, Servia, Wallachia, Moldavia, and Turkey. It shall be permanent : *a.* Shall prepare regulations of navigation and river police ; *b.* Shall remove the legislative impediments which still prevent the application to the Danube of the arrangements of the Treaty of Vienna ; *c.* Shall order and cause to be executed the necessary works throughout the whole course of the river.

ARTICLE IV.

It is understood that the European Commission shall have completed its task, and that the River Commission shall have finished the works described in the preceding Article by the letters *a* and *b*, within the period of two or three years, or sooner if possible. The Congress sitting at Paris, having been informed of this fact, shall, after having placed it on record, pronounce the dissolution of the European Commission.

ARTICLE V.

In order to ensure the execution of the regulations which shall have been established by common agreement, in conformity with the principles above declared, each of the Contracting Powers shall have the right to station (one or two) light vessels at the mouths of the Danube.

Protocole No. 11.—2e Séance du 18 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

M. LE COMTE WALEWSKI annonce que l'arrivée des Plénipotentiaires Prussiens à Paris lui a été notifiée par M. le Comte de Hatzfeldt.

M. le Baron de Manteuffel et M. le Comte de Hatzfeldt, étant introduits,

présentent leurs pleins pouvoirs qui sont trouvés en bonne et due forme et déposés aux Actes du Congrès.

Il est remis à MM. les Plénipotentiaires de la Prusse une copie des Protocoles des séances précédentes.

M. le Baron de Bourqueney donne lecture des paragraphes préparés pour le renouvellement de la Convention des Détroits ; ces paragraphes sont conçus dans les termes suivants :—

“ La Convention du 13 Juillet, 1841, qui maintient l'antique règle de l'Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été révisée d'un commun accord.

“ L'Acte conclu à cet effet et conformément à ce principe, est et demeure annexé au présent Traité.”

M. le Comte Walewski propose de confier à une Commission le soin de rédiger l'instrument destiné à remplacer la Convention du 13 Juillet, 1841. Le Congrès adhère, et la Commission est composée de MM. les premiers Plénipotentiaires de la Prusse et de la Turquie, et de MM. les seconds Plénipotentiaires de la France, de la Grande Bretagne, de la Russie, et de la Sardaigne.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 11.—2nd Sitting of March 18, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Prussia,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

COUNT WALEWSKI announces that the arrival of the Prussian Plenipotentiaries at Paris has been notified to him by the Count de Hatzfeldt.

The Baron de Manteuffel and the Count de Hatzfeldt being introduced, present their full powers, which are found in good and due form, and are deposited among the Acts of the Congress.

A copy of the Protocols of the preceding sittings is delivered to the Plenipotentiaries of Prussia.

The Baron de Bourqueney reads the paragraphs prepared for the renewal of the Convention respecting the Straits ; these paragraphs are drawn up in the following terms :—

“ The Convention of the 13th of July, 1841, which maintains the ancient rule of the Ottoman Empire relative to the closing of the Straits of the Bosphorus and of the Dardanelles, has been revised by common consent.

“ The Act concluded for that purpose, and in conformity with that principle, is and remains annexed to the present Treaty.”

Count Walewski proposes to confide to a Commission the care of drawing up the instrument destined to replace the Convention of July 13, 1841. The Congress agrees, and the Commission is composed of the first Plenipotentiaries of Prussia and of Turkey, and the second Plenipotentiaries of France, of Great Britain, of Russia, and of Sardinia.

(The signatures follow.)

Protocole No. 12.—Séance du 22 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la seconde séance tenue le 18 Mars, 1856, est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff fait savoir au Congrès que la Cour de Russie a donné son approbation au projet de Convention concerté entre MM. les Plénipotentiaires de la Turquie et de la Russie, et qui a été annexé au Protocole No. 10.

M. le Comte Walewski propose de désigner une Commission qui sera chargée de présenter au Congrès un projet définitif de préambule.

Cette proposition est adoptée, et la Commission est composée de MM. les seconds Plénipotentiaires.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 12.—Sitting of March 22, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,
 „ France,
 „ Great Britain,
 „ Prussia,
 „ Russia,
 „ Sardinia,
 „ Turkey.

THE Protocol of the second sitting held on the 18th of March, 1856, is read and approved.

Count Orloff informs the Congress that the Court of Russia has approved the draft of Convention arranged between the Plenipotentiaries of Turkey and of Russia, and which was annexed to the Protocol No. 10.

Count Walewski proposes to appoint a Commission to be charged with presenting to the Congress a definitive draft of preamble.

This proposition is adopted, and the Commission is composed of the second Plenipotentiaries.

(The signatures follow.)

Protocole No. 13.—Séance du 24 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Baron de Bourqueney rend compte des travaux de la Commission chargée de préparer le projet définitif du préambule du Traité Général. La Commission,

dit M. le second Plénipotentiaire de la France, avait pour tâche de trouver une rédaction qui, en faisant la part de toutes les situations, fût également satisfaisante pour chacune des Puissances qui concourent à l'œuvre de la paix.

Lecture est donnée, en ces termes, du projet unanimement accepté par la Commission.

“Leurs Majestés, &c., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

“A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, &c., lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

“L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume de la Grande Bretagne, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 Juillet, 1841, devait être appelée à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouterait à une œuvre de pacification générale le concours de Sa dite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

“En conséquence Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé pour ses Plénipotentiaires,” &c.

Le Congrès adopte.

M. le Comte Walewski rappelle que le Congrès a décidé, dans une de ses précédentes séances, qu'il serait fait mention, dans le Traité Général, du hattischérif rendu récemment par Sa Majesté le Sultan en faveur de ses sujets non-Musulmans ; qu'il a été convenu, toutefois, que cette mention serait conçue, à la fois, dans des termes propres à établir la spontanéité dont le Gouvernement Ottoman a usé dans cette circonstance, et de façon qu'il ne pût, en aucun cas, en résulter un droit d'ingérence pour les autres Puissances.

M. le Comte Walewski propose d'insérer au Traité Général, sur le quatrième point, la rédaction suivante, qui lui semble remplir les intentions du Congrès :

“Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

“Il est bien entendu que cette communication, dont les Puissances Contractantes constatent la haute valeur, ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire.”

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande Bretagne et de la Turquie appuient cette proposition comme répondant pleinement à l'objet qu'on se propose. Aali Pacha ajoute qu'il ne lui serait pas possible de se rallier à toute autre rédaction, si elle tendait à conférer aux Puissances un droit de nature à limiter l'autorité souveraine de la Sublime Porte.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que ce point mérite une attention particulière, et qu'ils ne sauraient exprimer leur opinion avant d'avoir examiné avec soin la rédaction mise en délibération ; ils en demandent le renvoi à une Commission.

MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne combattent la proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Russie en se fondant, à leur tour, sur l'importance même de la question, qui demande à être délibérée *in pleno*.

Il est décidé que la discussion aura lieu, en Congrès, dans la prochaine séance.

M. le premier Plénipotentiaire de France communique les Articles relatifs à la Servie, et qui ont été rédigés par la Commission des Principautés.

Sur la proposition de M. le Comte de Clarendon le Congrès arrête que ces Articles seront insérés au présent Protocole, et en remet l'examen à la réunion suivante.

Ces Articles sont ainsi conçus :

“ ARTICLE .

“ La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent les droits et immunités dont elle jouit.

“ En conséquence, la dite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

Les améliorations qu'il pourrait devenir nécessaire d'introduire dans les institutions actuelles de la Principauté de Servie, ne devront être que le résultat d'un concert entre la Sublime Porte et les autres Parties Contractantes.

“ ARTICLE .

“ Le droit de garnison de la Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu.

“ ARTICLE .

“ La Servie se trouvant désormais placée sous la garantie collective de toutes les Puissances, aucune intervention armée exclusive ne pourra avoir lieu sur son territoire de la part de l'une ou l'autre des Puissances Contractantes.”

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 13.—Sitting of March 24, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,	
“	France,
“	Great Britain,
“	Prussia,
“	Russia,
“	Sardinia,
“	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Baron de Bourqueney reports the labours of the Commission charged with the preparation of the definitive draft of the preamble of the General Treaty. The Commission, says the second Plenipotentiary of France, had for its task to discover terms which, taking into account the position of all parties, might be equally satisfactory to each of the Powers who are cooperating in the work of peace.

The project, unanimously accepted by the Commission, is read in these terms :—

“ Their Majesties, &c., animated with the desire of putting an end to the calamities of war, and wishing to prevent the return of the complications which occasioned it, resolved to come to an understanding with His Majesty the Emperor of Austria as to the bases on which peace might be reestablished and consolidated, by securing, through effectual and reciprocal guarantees, the independence and integrity of the Ottoman Empire.

“ For this purpose Their said Majesties named as their Plenipotentiaries, &c., which Plenipotentiaries assembled in Congress at Paris.

“ An understanding having been happily established between them, Their Majesties the Emperor of the French, the Emperor of Austria, the Queen of the Kingdom of Great Britain, the Emperor of all the Russias, the

King of Sardinia, and the Sultan, considering that in the interest of Europe, His Majesty the King of Prussia, a signing Party to the Convention of the 13th of July, 1841, should be invited to participate in the new arrangements to be adopted, and appreciating the value that the concurrence of His said Majesty would add to a work of general pacification, invited him to send Plenipotentiaries to the Congress.

“In consequence, His Majesty the King of Prussia named as his Plenipotentiaries,” &c.

The Congress adopts it.

Count Walewski observes that the Congress decided, in one of its preceding sittings, that mention should be made, in the General Treaty, of the hatti-sherif recently issued by His Majesty the Sultan in favour of his non-Mussulman subjects; that it had been agreed, however, that this mention should be made in such terms as at once to establish the spontaneous action of the Ottoman Government in this matter, and so as that there should not, in any case, result from it any right of interference on the part of the other Powers.

Count Walewski proposes to insert in the General Treaty, on the fourth point, the following terms, which seem to him to fulfil the intentions of the Congress:—

“His Imperial Majesty the Sultan having, in his constant solicitude for the welfare of all his subjects, without distinction of religion or of race, issued a firman which equally records his generous intentions towards the Christian population of his Empire, and wishing to give a further proof of his sentiments in that respect, has resolved to communicate to the Contracting Parties the said firman, emanating spontaneously from his sovereign will.

“It is clearly understood that this communication, of which the Contracting Powers recognise the high value, cannot, in any case, give to the said Powers the right to interfere, either collectively or separately, in the relations of His Majesty the Sultan with his subjects, nor in the internal administration of his Empire.”

The Plenipotentiaries of Austria, of Great Britain, and of Turkey support this proposition, as fully answering the proposed object. Aali Pasha adds that it would be impossible for him to assent to any other terms, if they tended to confer on the Powers a right calculated to limit the sovereign authority of the Sublime Porte.

The Plenipotentiaries of Russia reply that this point deserves particular attention, and that they cannot express their opinion before they have carefully examined the terms proposed; they demand that it should be referred to a Commission.

The Plenipotentiaries of France and Great Britain combat the proposition of the Plenipotentiaries of Russia, insisting, in their turn, upon the very importance of the question, which requires to be considered *in pleno*.

It is decided that the discussion shall take place in Congress at the next sitting.

The first Plenipotentiary of France communicates the Articles relative to Servia, which had been drawn up by the Commission for the Principalities.

Upon the proposition of the Earl of Clarendon, the Congress determines that the Articles shall be inserted in the present Protocol, and defers the examination of them till the next meeting.

The Articles are in the following terms:—

“ARTICLE . . .

“The Principality of Servia shall continue to hold of the Sublime Porte, in conformity with the Imperial Hats which fix and determine the rights and immunities which it enjoys.

“In consequence, the said Principality shall preserve its independent and national administration, as well as full liberty of worship, of legislation, of commerce, and of navigation.

“The ameliorations which it may become necessary to introduce into the present institutions of the Principality of Servia can only be the result of a concert between the Sublime Porte and the other Contracting Parties.

“ ARTICLE .

“ The right of garrison of the Porte, as stipulated by anterior regulations is maintained.

“ ARTICLE .

“ Servia being henceforth placed under the collective guarantee of all the Powers, no exclusive armed intervention can take place on its territory on the part of one or other of the Contracting Parties.”

(The signatures follow.)

Protocole No. 14.—Séance du 25 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie sont invités à faire part au Congrès des observations qu'ils se sont réservé de présenter sur la rédaction insérée au Protocole No. 13, et relative au quatrième point.

M. le Baron Brunnow expose qu'en assurant aux Chrétiens de l'Empire Ottoman l'entièrre jouissance de leurs priviléges, on a donné à la paix une garantie de plus et qui ne sera pas la moins précieuse ; qu'à ce titre on ne saurait trop apprécier l'importance du hatti-schérif récemment émané de la volonté souveraine du Sultan ; que les Plénipotentiaires de la Russie n'hésitent pas à reconnaître et sont, en outre, heureux de déclarer que cet Acte, dont chaque paragraphe atteste hautement les intentions bienveillantes du Souverain qui l'a rendu, réalise et dépasse même toutes leurs espérances ; que ce sera rendre hommage à la haute sagesse du Sultan, et témoigner de la sollicitude qui anime également tous les Gouvernements de l'Europe, que d'en faire mention dans le Traité de Paix ; qu'on est d'accord sur ce point, et qu'il ne s'agit plus que de s'entendre sur les termes. M. de Brunnow ajoute que l'intérêt particulier que la Russie porte aux Chrétiens de la Turquie, l'avait déterminée à donner son entier assentiment à une première rédaction qui semble, cependant, avoir soulevé certaines objections, bien que cette rédaction, conformément à l'avis unanime du Congrès, fit remonter exclusivement à la volonté souveraine et spontanée du Sultan l'acte qu'on veut rappeler dans le Traité, et stipulât qu'il ne pouvait en résulter un droit quelconque d'ingérence pour aucune Puissance.

Par égard, dit-il encore, pour des susceptibilités que nous respectons, nous y renonçons donc, et nous proposons au Congrès une rédaction qui nous semble satisfaire à toutes les nécessités, en restant dans les limites qui nous sont tracées. M. le Baron de Brunnow donne lecture de cette rédaction, qui est ainsi conçue :—

“ Sa Majesté le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de tous ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, a résolu de porter le dit firman à la connaissance des Puissances Contractantes.

“ Leurs Majestés l'Empereur des Français, &c., constatent la haute valeur de cet acte spontané de la volonté souveraine de Sa Majesté le Sultan. Leurs dites Majestés acceptent cette communication comme un nouveau gage de l'amélioration du sort des Chrétiens en Orient, objet commun de leurs vœux, dans un intérêt général d'humanité, de civilisation et de piété.

“En manifestant, à cet égard, l'unanimité de leurs intentions, les Hautes Parties Contractantes déclarent, d'un commun accord, que la communication de l'Acte ci-dessus mentionné ne saurait donner lieu à aucune ingérence collective ou isolée dans les affaires d'administration intérieure de l'Empire Ottoman au préjudice de l'indépendance et de la dignité de l'autorité souveraine dans ses rapports avec ses sujets.”

M. le premier Plénipotentiaire de la France, et, après lui, M. le Comte de Clarendon, font remarquer que le projet présenté par MM. les Plénipotentiaires de la Russie ne diffère pas essentiellement de celui auquel ils demandent à le substituer, et qu'en insistant, ils placerait MM. les Plénipotentiaires de la Turquie dans l'obligation d'en référer de nouveau à Constantinople, et provoqueraient ainsi de nouveaux ajournements; que les différences qu'on remarque entre les deux textes, ont une portée digne d'occuper le Congrès, et, dans ce cas, MM. les Plénipotentiaires de la Russie devraient en préciser le caractère et la nature, ou que ces différences sont insignifiantes, comme on peut le croire sur une simple lecture, et que, dès lors, il conviendrait de s'en tenir à la rédaction qui a déjà obtenu l'agrément du Gouvernement Ottoman, principal intéressé dans la question.

M. le Comte Orloff répond que, d'accord avec M. le Baron de Brunnow et prenant en considération les motifs énoncés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne, il renonce à faire agréer le projet présenté par M. le second Plénipotentiaire de la Russie, et qu'il se rallie à celui qui a été présenté par M. le Comte Walewski, en demandant, toutefois, un léger changement, et réservant l'approbation de sa Cour.

Lord Cowley dit qu'il ne peut laisser passer les expressions dont s'est servi M. le Baron de Brunnow en parlant de l'intérêt particulier que la Russie porte aux sujets Chrétiens du Sultan, et que l'intérêt que les autres Puissances Chrétiennes n'ont cessé de leur témoigner, n'est ni moins grand ni moins particulier.

M. le Baron de Brunnow répond qu'en rappelant les dispositions dont sa Cour a toujours été animée, il n'a pas entendu révoquer en doute ou contester celles des autres Puissances pour leurs coreligionnaires.

Après avoir déclaré que ses instructions ne lui permettent d'adhérer à aucune modification sans prendre les ordres de son Gouvernement, Aali Pacha, reconnaissant que le changement demandé par M. le Comte Orloff consiste dans une simple transposition de mots, y donne son assentiment, et le Congrès adopte la rédaction suivante devenue définitive, sauf la réserve faite plus haut par M. le premier Plénipotentiaire de la Russie:—

“Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, consacre également ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

“Les Puissances Contractantes constatent la haute valeur de cette communication.

“Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites Puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire.”

M. le Comte Walewski dit que l'état de guerre ayant invalidé les Traité et Conventions qui existaient entre la Russie et les autres Puissances belligérantes, il y a lieu de convenir d'une stipulation transitoire qui fixe les rapports commerciaux de leurs sujets respectifs à dater de la conclusion de la paix.

M. le Comte de Clarendon émet l'avis qu'il conviendrait de stipuler mutuellement, pour le commerce et pour la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée, en attendant que chaque Puissance alliée puisse renouveler avec la Russie ses anciens Traité, ou bien en négocier de nouveaux.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils sont sans instructions à cet égard, et qu'il ne leur serait pas permis de prendre des engagements propres à créer un état de choses différent de celui qui existait avant la guerre, et qu'avant de se prêter à la combinaison proposée par M. le Comte de Clarendon, ils devraient en référer à leur Cour; que la Russie a conclu, d'ailleurs, avec des Etats limitrophes, des Traité qui accordent aux sujets

respectifs des avantages qu'il ne lui conviendrait pas, peut-être, de concéder même temporairement aux sujets d'autres Puissances, attendu qu'il pourrait ne pas en résulter une juste réciprocité ; et, par ces motifs, ils proposent de convenir que les Traités et Conventions existant avant la guerre, seront remis en vigueur pendant un délai déterminé et suffisant pour permettre aux Parties de se concerter sur de nouvelles stipulations.

La question étant réservée, M. le Comte de Clarendon dit qu'en appelant la Turquie à faire partie du système politique de l'Europe, les Puissances Contractantes donneraient un témoignage éclatant des dispositions qui les unissent et de leur sollicitude pour les intérêts généraux de leurs sujets respectifs, si elles cherchaient à s'entendre dans le but de mettre les rapports de leur commerce et de leur navigation en harmonie avec la position nouvelle qui sera faite à l'Empire Ottoman.

M. le Comte Walewski appuie cet avis, et il se fonde sur les principes nouveaux qui vont sortir des délibérations du Congrès, et sur les garanties que les récentes mesures prises par le Gouvernement du Sultan donnent à l'Europe.

M. le Comte de Cavour fait remarquer qu'aucune Puissance ne possède une législation commerciale d'un caractère plus libéral que celle de la Turquie, et que l'anarchie qui règne dans les transactions, ou plutôt dans les rapports personnels, des étrangers résidant dans l'Empire Ottoman, tient à des stipulations nées d'une situation exceptionnelle.

M. le Baron de Manteuffel dit que la Prusse ayant eu à négocier un Traité de Commerce avec la Porte, il a eu occasion de constater les difficultés de toute nature auxquelles donne lieu la multiplicité des Conventions conclues avec la Turquie, et stipulant, pour chaque Puissance, le traitement de la nation la plus favorisée.

M. le Comte de Buol reconnaît qu'il résulterait certains avantages du règlement des relations commerciales de la Turquie avec les autres Puissances ; mais, les intérêts différant avec les situations respectives, il ne peut être procédé qu'avec une extrême circonspection à un remaniement qui toucherait à des positions acquises et remontant aux premiers temps de l'Empire Ottoman.

Aali Pacha attribue toutes les difficultés qui entravent les relations commerciales de la Turquie et l'action du Gouvernement Ottoman à des stipulations qui ont fait leur temps. Il entre dans des détails tendant à établir que les priviléges acquis, par les capitulations, aux Européens, nuisent à leur propre sécurité et au développement de leurs transactions, en limitant l'intervention de l'administration locale ; que la juridiction dont les agents étrangers couvrent leurs nationaux, constitue une multiplicité de Gouvernements dans le Gouvernement, et, par conséquent, un obstacle infranchissable à toutes les améliorations.

M. le Baron de Bourqueney et les autres Plénipotentiaires avec lui reconnaissent que les capitulations répondent à une situation à laquelle le Traité de Paix tendra nécessairement à mettre fin, et que les priviléges qu'elles stipulent pour les personnes circonscrivent l'autorité de la Porte dans des limites regrettables ; qu'il y a lieu d'aviser à des tempéraments propres à tout concilier ; mais qu'il n'est pas moins important de les proportionner aux réformes que la Turquie introduit dans son administration, de manière à combiner les garanties nécessaires aux étrangers avec celles qui naîtront des mesures dont la Porte poursuit l'application.

Ces explications échangées, MM. les Plénipotentiaires reconnaissent unanimement la nécessité de réviser les stipulations qui fixent les rapports commerciaux de la Porte avec les autres Puissances, ainsi que les conditions des étrangers résidant en Turquie ; et ils décident de consigner au présent Protocole le vœu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les Représentants des autres Puissances Contractantes, pour atteindre ce double but dans une mesure propre à donner une entière satisfaction à tous les intérêts légitimes.

Le Congrès reprend la discussion des Articles relatifs à la Servie ; M. le Comte Walewski en donne lecture : après avoir été remaniés, ces Articles sont agréés par le Congrès dans les termes suivants :—

“ ARTICLE .

“ La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités placées, désormais, sous la garantie collective des Puissances Contractantes.

“ En conséquence, la dite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

“ Sa Majesté le Sultan s’engage à rechercher, de concert avec les Hautes Puissances Contractantes, les améliorations que comporte l’organisation actuelle de la Principauté.

“ ARTICLE .

“ Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu’il se trouve stipulé par les réglements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances Contractantes.”

Le Congrès arrête, en outre, que les Ministres de la Porte s’entendront, à Constantinople, avec les Représentants des autres Puissances Contractantes, sur les moyens les plus propres à mettre un terme aux abus constatés par une investigation dont ils détermineront entre eux la nature.

M. le Comte de Buol pense qu’il serait utile, à l’occasion des différents points dont le Congrès vient de s’occuper, d’obtenir de MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, des assurances qu’ils sont vraisemblablement disposés à donner. Il ajoute que des circonstances, qui remontent à diverses époques, ont pu faire croire que la Russie entendait exercer, dans cette province, une action ayant une certaine analogie avec celle qui lui avait été dévolue dans les Provinces Danubiennes, et que ses Plénipotentiaires pourraient, au moyen d’une déclaration qui resterait consignée au Protocole, lever tous les doutes à cet égard.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu’il n’a été fait mention du Montenegro ni dans les documents qui sont sortis des Conférences de Vienne, ni dans les Actes qui ont précédé la réunion du Congrès ; que, néanmoins, ils n’hésitent pas à déclarer, puisqu’ils sont interpellés, que leur Gouvernement n’entretient avec le Monténégro d’autres rapports que ceux qui naissent des sympathies des Monténegrins pour la Russie et des dispositions bienveillantes de la Russie pour ces montagnards.

Cette déclaration est jugée satisfaisante, et le Congrès passe à l’examen des Articles relatifs aux Principautés Danubiennes, qui ont été revus par la Commission de rédaction.

Après avoir été l’objet d’une nouvelle discussion, ces Articles restent consignés au Protocoles ainsi qu’il suit :—

“ ARTICLE .

“ Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie Européenne, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n’y aura aucun droit particulier d’ingérence dans leurs affaires intérieures.

“ ARTICLE .

“ La Sublime Porte s’engage à conserver aux dites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

“ Les lois et statuts aujourd’hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Parties Contractantes s’entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

“ Cette Commission aura pour tâche de s’enquérir de l’état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

“ ARTICLE .

“ Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan *ad hoc*, composé de manière à constituer la

représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

“ Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

“ ARTICLE .

“ Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siège actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

“ L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes ; et un hattischérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placées désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

“ ARTICLE .

“ Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

“ ARTICLE .

“ Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.”

Sur une observation présentée par M. le Comte de Clarendon, il demeure entendu que le firman prescrivant la convocation des Divans *ad hoc* sera concerté avec les Représentants des Puissances Contractantes à Constantinople, et rédigé de manière à pourvoir à l'entièvre exécution de l'Article qui détermine la composition de ces assemblées.

Avant de lever la séance, M. le Comte Walewski fait remarquer que la plupart des Articles du Traité Général ayant été arrêtés et se trouvant insérés aux Protocoles, le Congrès, dans la prochaine réunion, pourra passer en revue tous les textes destinés à composer l'instrument final.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 14.—Sitting of March 25, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

„	France,
„	Great Britain,
„	Prussia,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Plenipotentiaries of Russia are invited to communicate to the Congress the observations which they had reserved to themselves to offer upon the terms inserted in Protocol No. 13, relative to the fourth point.

Baron Brunnow states that, by insuring to the Christians of the Ottoman Empire the complete enjoyment of their privileges, there has been bestowed upon peace an additional guarantee, and which will not be the least valuable; that on this ground it would be impossible to appreciate too highly the importance of the hatti-sherif which had recently emanated from the sovereign will of the Sultan; that the Russian Plenipotentiaries do not hesitate to acknowledge, and are, moreover, happy to declare that this Act, each paragraph of which clearly attests the benevolent intentions of the Sovereign who has published it, realises, and even surpasses, all their hopes; that it would be an act of homage to the excellent wisdom of the Sultan, and a proof of the solicitude which equally animates all the Governments of Europe, to mention it in the Treaty of Peace; that this point is agreed upon, and all that remains is to come to an understanding respecting the terms. M. de Brunnow adds that the special interest felt by Russia in the Christians of Turkey had induced her to give her full assent to the terms first proposed, which appear, however, to have given rise to certain objections; although those terms, in conformity with the unanimous opinion of the Congress, ascribed exclusively to the sovereign and spontaneous will of the Sultan the Act which it is desired to record in the Treaty, and stipulated that no right of interference whatsoever on the part of any Power could ensue from it.

He further states that, out of consideration for susceptibilities which we respect, we accordingly renounce it, and we propose to the Congress terms which appear to us to effect all that is requisite, while keeping within the limits traced out for us. The Baron de Brunnow then reads those terms, which are thus drawn up:—

“ His Majesty the Sultan having, in his constant solicitude for the welfare of all his subjects, without distinction of religion or of race, issued a firman which records his generous intentions towards the Christian population of his Empire, has resolved to bring the said firman to the knowledge of the Contracting Powers.

“ Their Majesties the Emperor of the French, &c., recognise the high value of this spontaneous act of the sovereign will of His Majesty the Sultan. Their said Majesties accept this communication as a fresh pledge of the amelioration of the condition of the Christians in the East, the common object of their desires, in the general interest of humanity, civilisation, and piety.

“ While manifesting, on this point, the unanimity of their intentions, the High Contracting Parties declare, by common consent, that the communication of the above-mentioned Act cannot give rise to any interference, collective or isolated, in the affairs of the internal administration of the Ottoman Empire to the prejudice of the independence and dignity of the sovereign authority in its relations with its subjects.”

The first Plenipotentiary of France, and after him the Earl of Clarendon, observe that the draft presented by the Plenipotentiaries of Russia does not essentially differ from that for which they demand that it should be substituted, and that by insisting on it, they would place the Plenipotentiaries of Turkey under the necessity of again referring to Constantinople respecting it, and would thus give rise to fresh delays; that the differences to be observed between the two texts had either a bearing deserving the attention of the Congress, and in that case the Plenipotentiaries of Russia should define their character and nature, or that those differences are insignificant, as might be supposed from a simple perusal, and that accordingly it would be best to adhere to the terms which have already obtained the assent of the Ottoman Government, the party principally interested in the question.

Count Orloff replies that, in concurrence with the Baron de Brunnow, and taking into consideration the motives set forth by the Plenipotentiaries of France and of Great Britain, he gives up the project presented by the second Plenipotentiary of Russia, and adopts the one which had been presented by Count Walewski, requiring, however, a slight alteration, and reserving the approbation of his Court.

Lord Cowley says that he cannot let pass the expressions which had been used by the Baron de Brunnow, when speaking of the special interest felt by Russia in the Christian subjects of the Sultan, and that the interest which the other Christian Powers have unceasingly shown in them is neither less great nor less special.

Baron Brunnow replies that, while referring to the dispositions by which

his Court had always been animated, he had not intended to throw a doubt on, or to contest, those of the other Powers for their co-religionists.

After having stated that his instructions do not permit him to agree to any modification without taking the orders of his Government, Aali Pasha, admitting that the alteration requested by Count Orloff consisted in a simple transposition of words, assents to it, and the Congress adopts the following terms as definitive, subject to the reservation made above by the Plenipotentiaries of Russia :—

“ His Imperial Majesty the Sultan having, in his constant solicitude for the welfare of his subjects, without distinction of religion or of race, issued a firman which, while ameliorating their condition, equally records his generous intentions towards the Christian population of his Empire, and wishing to give a further proof of his sentiments in that respect, has resolved to communicate to the Contracting Parties the said firman, emanating spontaneously from his sovereign will.

“ The Contracting Powers recognise the high value of this communication.

“ It is clearly understood that it cannot, in any case, give to the said Powers the right to interfere, either collectively or separately, in the relations of His Majesty the Sultan with his subjects, nor in the internal administration of his Empire.”

Count Walewski says that the state of war having made void the Treaties and Conventions which existed between Russia and the other belligerent Powers, it is proper to agree to a transitory stipulation for settling the commercial relations of their respective subjects, dating from the conclusion of peace.

The Earl of Clarendon expresses an opinion that it would be advisable to stipulate mutually, as regards commerce and navigation, for the treatment of the most favoured nation, until each allied Power shall be able to renew its ancient Treaties with Russia, or else negotiate new ones.

The Plenipotentiaries of Russia reply that they are without instructions in this respect, and that it would not be allowable for them to enter into engagements calculated to create a state of things different from that which existed before the war, and that before assenting to the combination proposed by the Earl of Clarendon, they must refer to their Court on the subject; that Russia has, moreover, concluded with certain frontier States, Treaties which grant to their respective subjects advantages which it might, perhaps, not suit her to concede even temporarily to the subjects of other Powers, seeing that a just reciprocity might possibly not result from such a course; and, for these reasons, they propose to agree that the Treaties and Conventions existing before the war shall be revived for a period fixed and sufficient to permit the Contracting Parties to come to an agreement as to new stipulations.

The question being reserved, the Earl of Clarendon says that, while admitting Turkey to form part of the political system of Europe, the Contracting Powers would give a striking proof of the dispositions which bind them together, and of their solicitude for the general interests of their respective subjects, if they endeavoured to come to an understanding among themselves with the view of placing the relations of their commerce and navigation in harmony with the new position conferred on the Ottoman Empire.

Count Walewski supports this opinion, and insists upon the new principles which are about to emanate from the deliberations of the Congress, and on the guarantees which the recent measures taken by the Government of the Sultan afford to Europe.

The Count de Cavour observes that no Power possesses a commercial legislation of a more liberal character than that of Turkey, and that the anarchy which reigns in the transactions, or rather in the personal relations, of foreigners resident in the Ottoman Empire, results from stipulations which had their origin in an exceptional situation.

Baron Manteuffel says that Prussia having had to negotiate a Treaty of Commerce with the Porte, he has had an opportunity of verifying the difficulties of every kind arising from the multiplicity of Conventions concluded with Turkey, and stipulating, in favour of each Power, for the treatment of the most favoured nation.

Count Buol acknowledges that certain advantages would result from the regulation of the commercial relations of Turkey with the other Powers; but as

interests differed with the respective situations, extreme circumspection is indispensable in proceeding to a readjustment which would affect a state of things already acquired, and dating from the earliest times of the Ottoman Empire.

Aali Pasha attributes all the difficulties which fetter the commercial relations of Turkey and the action of the Ottoman Government to stipulations which are obsolete. He enters into details tending to establish that the privileges which Europeans have acquired by the capitulations, are injurious to their own security and to the development of their transactions, by limiting the interference of the local administration ; that the jurisdiction by which foreign agents protect their countrymen, constitutes a multiplicity of Governments within the Government, and, consequently, an insuperable obstacle to all improvements.

Baron Bourqueney, and the other Plenipotentiaries with him, acknowledge that the capitulations apply to a situation to which the Treaty of Peace will necessarily tend to put an end, and that the privileges which they confer upon individuals circumscribe the authority of the Porte within limits to be regretted ; that it is opportune to devise modifications calculated to bring all things into harmony ; but that it is not less important to adapt them to the reforms which Turkey is introducing into her administration, so as to combine the guarantees necessary for foreigners with those which will result from the measures which the Porte is engaged in applying.

After these mutual explanations, the Plenipotentiaries unanimously recognize the necessity of revising the stipulations which regulate the commercial relations of the Porte with the other Powers, as well as the position of foreigners resident in Turkey ; and they decide upon recording in the present Protocol their wish that a deliberation should be opened at Constantinople, after the conclusion of peace, between the Porte and the Representatives of the other Contracting Powers, with the view of attaining this twofold object in such a manner as to afford entire satisfaction to all legitimate interests.

The Congress resumes the discussion of the Articles relative to Servia ; Count Walewski reads them. After having been revised, these Articles are agreed to by the Congress in the following terms :—

“ ARTICLE .

“ The Principality of Servia shall continue to hold of the Sublime Porte, in conformity with the Imperial Harts which fix and determine its rights and immunities, placed henceforward under the collective guarantee of the Contracting Powers.

“ In consequence, the said Principality shall preserve its independent and national administration, as well as the full liberty of worship, of legislation, of commerce, and of navigation.

“ His Majesty the Sultan engages to examine, in concert with the High Contracting Powers, what ameliorations the present organisation of the Principality admits of.

“ ARTICLE .

“ The right of garrison of the Sublime Porte, as stipulated by anterior regulations, is maintained. No armed intervention can take place in its territory without previous agreement between the High Contracting Powers.”

The Congress further decides that the Ministers of the Porte shall come to an understanding, at Constantinople, with the Representatives of the other Contracting Powers, upon the most suitable means for putting an end to proved abuses by an investigation, the nature of which they will determine among themselves.

Count Buol considers that it would be advantageous, with reference to the different points upon which the Congress had been engaged, to obtain from the Plenipotentiaries of Russia assurances on the subject of Montenegro, which they are probably disposed to give. He adds that circumstances, dating from different periods, may have given rise to a belief that Russia intended to pursue

in that Province a course of action having a certain analogy with that which had devolved on her in the Danubian Provinces, and that her Plenipotentiaries might, by means of a declaration which would be recorded in the Protocol, remove all doubts on this point.

The Plenipotentiaries of Russia reply that no mention was made of Montenegro, either in the documents which issued from the Conferences of Vienna, or in the Acts which had preceded the meeting of the Congress; that, nevertheless, they do not hesitate to declare, as the question has been put to them, that their Government has no other relations with Montenegro than such as spring from the sympathies of the Montenegrins for Russia, and from the friendly dispositions of Russia towards those mountaineers.

This declaration is deemed satisfactory, and the Congress proceeds to the examination of the Articles relative to the Danubian Principalities, which have been revised by the Commission for drawing up the Treaty.

After having formed the subject of a fresh discussion, these Articles are recorded in the Protocol as follows:—

“ ARTICLE .

“ The Principalities of Wallachia and Moldavia shall continue to enjoy, under the suzerainty of the Porte, and under the guarantee of Europe, the privileges and immunities of which they are in possession. No exclusive protection shall be exercised over them by any of the guaranteeing Powers. There shall be no separate right of interference in their internal affairs.

“ ARTICLE .

“ The Sublime Porte engages to preserve to the said Principalities an independent and national administration, as well as full liberty of worship, of legislation, of commerce, and of navigation.

“ The laws and statutes at present in force shall be revised. In order to establish a complete agreement in regard to such revision, a Special Commission, as to the composition of which the High Contracting Parties will come to an understanding among themselves, shall assemble, without delay, at Bucharest, together with a Commissioner of the Sublime Porte.

“ The business of this Commission shall be to investigate the present state of the Principalities, and to propose bases for their future organization.

“ ARTICLE .

“ His Majesty the Sultan promises to convoke immediately in each of the two Provinces a Divan *ad hoc*, composed in such a manner as to represent most closely the interests of all classes of society. These Divans shall be called upon to express the wishes of the people in regard to the definitive organization of the Principalities.

“ An instruction from the Congress shall regulate the relations between the Commission and these Divans.

“ ARTICLE .

“ Taking into consideration the opinion expressed by the two Divans, the Commission shall transmit, without delay, to the present seat of the Conferences, the result of its own labours.

“ The final agreement with the Suzerain Power shall be recorded in a Convention to be concluded at Paris between the High Contracting Parties; and a hatti-sherif, in conformity with the stipulations of the Convention, shall constitute, definitively, the organization of those Provinces, placed thenceforward under the collective guarantee of all the signing Powers.

“ARTICLE .

“ It is agreed that there shall be a national armed force, organised with the view to maintain the security of the interior, and to ensure that of the frontiers. No impediment shall be opposed to the extraordinary measures of defence which, by agreement with the Sublime Porte, the Principalities may be called upon to take in order to repel any external aggression.

“ARTICLE .

“ If the internal tranquillity of the Principalities should be menaced or compromised, the Sublime Porte shall come to an understanding with the other Contracting Powers in regard to the measures to be taken for maintaining or reestablishing legal order. No armed intervention can take place without previous agreement between those Powers.”

Upon an observation made by the Earl of Clarendon, it is understood that the firman enjoining the convocation of the Divans *ad hoc*, shall be agreed upon with the Representatives of the Contracting Powers at Constantinople, and be drawn up in such a manner as to provide for the full execution of the Article which determined the composition of those assemblies.

Before the conclusion of the sitting, Count Walewski observes that, the greater part of the Articles of the General Treaty having been decided on, and being inserted in the Protocols, the Congress might, at the next sitting, pass in review all the texts intended to form the final document.

(The signatures follow.)

Protocole No. 15.—Séance du 26 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 ” de la France,
 ” de la Grande Bretagne,
 ” de la Prusse,
 ” de la Russie,
 ” de la Sardaigne,
 ” de la Turquie.

LECTURE étant donnée du Protocole de la séance précédente, MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande Bretagne, et de la Turquie, déclarent considérer les explications fournies par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, au sujet du Monténégro, comme impliquant l'assurance que la Russie n'entretient pas avec cette Province des relations d'un caractère politique exclusif.

Aali Pacha ajoute que la Porte regarde le Monténégro comme partie intégrante de l'Empire Ottoman, et déclare toutefois que la Sublime Porte n'a pas l'intention de changer l'état de choses actuel. Après ces explications, le Protocole est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne une lecture générale et définitive de toutes les stipulations adoptées par le Congrès, et qui sont successivement insérées au présent Protocole, après avoir reçu les modifications convenues d'un commun accord :—

“ Leurs Majestés, &c., animées du désir de mettre un terme aux calamités de la guerre, et voulant prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, ont résolu de s'entendre avec Sa Majesté l'Empereur d'Autriche sur les bases à donner au rétablissement et à la consolidation de la paix, en assurant, par des garanties efficaces et réciproques, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

“ A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour Plénipotentiaires, &c. ; lesquels se sont réunis en Congrès à Paris.

“ L'entente ayant été heureusement établie entre eux, Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, considérant que, dans un intérêt Européen, Sa Majesté le Roi de Prusse, signataire de la Convention du 13 Juillet, 1841, devait être appelé à participer aux nouveaux arrangements à prendre, et appréciant la valeur qu'ajouteraient à une œuvre de pacification générale le concours de Sa dite Majesté, l'ont invitée à envoyer des Plénipotentiaires au Congrès.

“ En conséquence, Sa Majesté le Roi de Prusse a nommé pour ses Plénipotentiaires, &c.

“ ARTICLE I.

“ Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, Paix et Amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à perpétuité.

“ ARTICLE II.

“ La paix étant heureusement rétablie entre Leurs dites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées pendant la guerre seront réciprocurement évacués.

“ Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

“ ARTICLE III.

“ Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à Sa Majesté le Sultan la ville et citadelle de Kars, aussi bien que les autres Parties du territoire Ottoman dont les troupes Russes se trouvent en possession.

“ ARTICLE IV.

“ Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, s'engagent à restituer à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies les villes et ports de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikale, Kinburn, ainsi que tous autres territoires occupés par les troupes alliées.

“ ARTICLE V.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, et le Sultan, accordent une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la guerre en faveur de la cause ennemie.

“ Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des Parties belligérantes, qui auraient continué, pendant la guerre, à être employés dans le service de l'un des autres belligérants.

“ ARTICLE VI.

“ Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

“ ARTICLE VII.

“ Sa Majesté l’Empereur des Français, Sa Majesté l’Empereur d’Autriche, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d’Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européens. Leurs Majestés s’engagent, chacune de son côté, à respecter l’indépendance et l’intégrité territoriale de l’Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d’intérêt général.

“ ARTICLE VIII.

“ S’il survenait entre la Sublime Porte et l’une ou plusieurs des autres Puissances signataires, un dissensément qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces Puissances, avant de recourir à l’emploi de la force, mettront les autres Parties Contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

“ ARTICLE IX.

“ Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations Chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

“ Les Puissances Contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu’elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites Puissances de s’immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l’administration intérieure de son Empire.

“ ARTICLE X.

“ La Convention du 13 Juillet, 1841, qui maintient l’antique règle de l’Empire Ottoman relative à la clôture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été révisée d’un commun accord.

“ L’Acte conclu à cet effet et conformément à ce principe entre les Hautes Parties Contractantes, est et demeure annexé au présent Traité, et aura même force et valeur que s’il en faisait partie intégrante.

“ ARTICLE XI.

“ La Mer Noire est neutralisée : ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses caux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre scit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, sauf les exceptions mentionnées aux Articles et du présent Traité.

“ ARTICLE XII.

“ Libre de toute entrave, le commerce, dans les ports et dans les eaux de la Mer Noire, ne sera assujetti qu’à des réglements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

“ Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime Porte admettront des Consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la Mer Noire, conformément aux principes du droit international.

“ ARTICLE XIII.

“ La Mer Noire étant neutralisée aux termes de l’Article XI, le maintien ou l’établissement sur son littoral d’arsenaux militaires-maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan s’engagent à n’élever et à ne conserver, sur ce littoral, aucun arsenal militaire-maritime.

“ ARTICLE XIV.

“ Leurs Majestés l’Empereur de toutes les Russies et le Sultan ayant conclu une Convention à l’effet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers, nécessaires au service de leurs côtes, qu’elles se réservent d’entretenir dans la Mer Noire, cette Convention est annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l’assentiment des Puissances signataires du présent Traité.”

Le Congrès renvoie la lecture et l’adoption des autres Articles à la séance suivante.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 15.—Sitting of March 26, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria.

”	France,
”	Great Britain,
”	Prussia,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting having been read, the Plenipotentiaries of Austria, Great Britain, and Turkey, declare that they consider the explanations furnished by the Plenipotentiaries of Russia on the subject of Montenegro, as implying the assurance that Russia has no relations with that Province of an exclusive political character.

Aali Pasha adds that the Porte considers Montenegro as an integral part of the Ottoman Empire, and declares, however, that the Sublime Porte has no intention of altering the present state of things. After these explanations the Protocol is read and approved.

Count Walewski then proceeds to a general and definitive reading of all the stipulations adopted by the Congress, and which are successively inserted in the present Protocol, after having received the modifications unanimously agreed upon :—

“ Their Majesties, &c., animated by the desire of putting an end to the calamities of war, and wishing to prevent the return of the complications which occasioned it, resolved to come to an understanding with His Majesty the Emperor of Austria as to the bases on which peace might be reestablished and consolidated, by securing, through effectual and reciprocal guarantees, the independence and integrity of the Ottoman Empire.

“ For this purpose Their said Majesties named as Plenipotentiaries, &c.; which Plenipotentiaries assembled in Congress at Paris.

“ An understanding having been happily established between them, Their Majesties the Emperor of the French, the Emperor of Austria, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of all the Russias, the King of Sardinia, and the Sultan, considering that in the

interest of Europe, His Majesty the King of Prussia, a signing Party to the Convention of the 13th of July, 1841, should be invited to participate in the new arrangements to be adopted, and appreciating the value that the concurrence of His said Majesty would add to a work of general pacification, invited him to send Plenipotentiaries to the Congress.

“ In consequence, His Majesty the King of Prussia named as his Plenipotentiaries, &c.

“ ARTICLE I.

“ From the day of the exchange of the ratifications of the present Treaty, there shall be Peace and Friendship between His Majesty the Emperor of the French, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, His Majesty the King of Sardinia, His Majesty the Sultan, on the one part, and His Majesty the Emperor of all the Russias, on the other part; as well as between their heirs and successors, their respective dominions and subjects, in perpetuity.

“ ARTICLE II.

“ Peace being happily reestablished between Their said Majesties, the territories conquered or occupied by their armies during the war shall be reciprocally evacuated.

“ Special arrangements shall regulate the mode of the evacuation, which shall be as prompt as possible.

“ ARTICLE III.

“ His Majesty the Emperor of all the Russias engages to restore to His Majesty the Sultan the town and citadel of Kars, as well as the other parts of the Ottoman territory of which the Russian troops are in possession.

“ ARTICLE IV.

“ Their Majesties the Emperor of the French, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the King of Sardinia, and the Sultan, engage to restore to His Majesty the Emperor of all the Russias the towns and ports of Sebastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch, Jenikale, Kinburn, as well as all other territories occupied by the allied troops.

“ ARTICLE V.

“ Their Majesties the Emperor of the French, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of all the Russias, the King of Sardinia, and the Sultan, grant a full and entire amnesty to all those of their subjects who may have been compromised by any participation whatsoever in the events of the war in favour of the cause of the enemy.

“ It is expressly understood that such amnesty shall extend to the subjects of each of the belligerent Parties who may have continued, during the war, to be employed in the service of one of the other belligerents.

“ ARTICLE VI.

“ Prisoners of war shall be immediately given up on either side.

“ ARTICLE VII.

“ His Majesty the Emperor of the French, His Majesty the Emperor of Austria, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and

Ireland, His Majesty the King of Prussia, His Majesty the Emperor of all the Russias, and His Majesty the King of Sardinia, declare the Sublime Porte admitted to participate in the advantages of the public law and system (*concert*) of Europe. Their Majesties engage, each on his part, to respect the independence and the territorial integrity of the Ottoman Empire, guarantee in common the strict observance of that engagement, and will, in consequence, consider any act tending to its violation as a question of general interest.

“ARTICLE VIII.

“If there should arise between the Sublime Porte and one or more of the other signing Powers, any misunderstanding which might endanger the maintenance of their relations, the Sublime Porte, and each of such Powers, before having recourse to the use of force, shall afford the other Contracting Parties the opportunity of preventing such an extremity by means of their mediation.

“ARTICLE IX.

“His Imperial Majesty the Sultan having, in his constant solicitude for the welfare of his subjects, issued a firman which, while ameliorating their condition without distinction of religion or of race, records his generous intentions towards the Christian population of his Empire, and wishing to give a further proof of his sentiments in that respect, has resolved to communicate to the Contracting Parties the said firman, emanating spontaneously from his sovereign will.

“The Contracting Powers recognise the high value of this communication. It is clearly understood that it cannot, in any case, give to the said Powers the right to interfere, either collectively or separately, in the relations of His Majesty the Sultan with his subjects, nor in the internal administration of his Empire.

“ARTICLE X.

“The Convention of the 13th of July, 1841, which maintains the ancient rule of the Ottoman Empire relative to the closing of the Straits of the Bosphorus and of the Dardanelles, has been revised by common consent.

“The Act concluded for that purpose, and in conformity with that principle, between the High Contracting Parties, is and remains annexed to the present Treaty, and shall have the same force and validity as if it formed an integral part thereof.

“ARTICLE XI.

“The Black Sea is neutralised: its waters and its ports, thrown open to the mercantile marine of every nation, are formally and in perpetuity interdicted to the flag of war, either of the Powers possessing its coasts or of any other Power, with the exceptions mentioned in Articles and of the present Treaty.

“ARTICLE XII.

“Free from any impediment, the commerce in the ports and waters of the Black Sea shall be subject only to regulations of health, customs, and police, framed in a spirit favourable to the development of commercial transactions.

“In order to afford to the commercial and maritime interests of every nation the security which is desired, Russia and the Sublime Porte will admit Consuls into their ports situated upon the coast of the Black Sea, in conformity with the principles of international law.

“ARTICLE XIII.

“The Black Sea being neutralized according to the terms of Article XI, the maintenance or establishment upon its coasts of military-maritime arsenals

becomes alike unnecessary and purposeless; in consequence, His Majesty the Emperor of all the Russias and His Imperial Majesty the Sultan engage not to establish or to maintain upon that coast any military-maritime arsenal.

“ ARTICLE XIV.

“ Their Majesties the Emperor of all the Russias and the Sultan having concluded a Convention for the purpose of settling the force and the number of light vessels, necessary for the service of their coasts, which they reserve to themselves to maintain in the Black Sea, that Convention is annexed to the present Treaty, and shall have the same force and validity as if it formed an integral part thereof. It cannot be either annulled or modified without the assent of the Powers signing the present Treaty.”

The Conference defers the reading and adoption of the other Articles to the following sitting.

(The signatures follow.)

Protocole No. 16.—Séance du 27 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne lecture du projet de Convention destiné à remplacer l'Acte signé à Londres, le 13 Juillet, 1841.

Ce projet est agréé, et le Congrès décide qu'il sera annexé au présent Protocole.

Le Congrès arrête, en outre, qu'un Protocole particulier, qui sera signé avant cette Convention, stipulera, pour le délai nécessaire à l'évacuation des territoires par les armées belligérantes, une exception temporaire à la règle de la clôture.

M. le Comte Walewski reprend la lecture des Articles du Traité Général, interrompu à la fin de la précédente séance; ces Articles sont successivement adoptés dans les termes suivants:—

“ ARTICLE XV.

“ L'Acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs Etats, les Puissances Contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront également appliqués au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait, désormais, partie du droit public de l'Europe, et la prennent sous leur garantie.

“ La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations contenues dans les Articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Les règlements de police et de quarantaine à établir, pour la sûreté des Etats séparés ou traversés par ce fleuve, seront conçus de manière à favoriser, autant que faire se pourra, la circulation des navires. Sauf ces règlements, il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation.

“ ARTICLE XVI.

“ Dans le but de réaliser les dispositions de l’Article précédent, une Commission, dans laquelle l’Autriche, la France, la Grande Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne, et la Turquie, seront, chacune, représentées par un Délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Toultscha,* pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

“ Pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d’assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes, d’un taux convenable, arrêtés par la Commission à la majorité des voix, pourront être prélevés, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous tous les autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d’une parfaite égalité.”

MM. les Plénipotentiaires de la Turquie déclarent que la Sublime Porte fera volontiers les avances nécessaires à l’exécution des travaux dont il est fait mention dans l’Article ci-dessus.

“ ARTICLE XVII.

“ Une Commission sera établie, et se composera des Délégués de l’Autriche, de la Bavière, de la Sublime Porte, et du Wurtemberg (un pour chacune de ces Puissances), auxquels se réuniront les Commissaires des trois Principautés Danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette Commission, qui sera permanente : 1. Elaborera les règlements de navigation et de police fluviale ; 2. Fera disparaître les entraves, de quelque nature qu’elles puissent être, qui s’opposent encore à l’application au Danube des dispositions du Traité de Vienne ; 3. Ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve ; et 4. Veillera, après la dissolution de la Commission Européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube et des parties de la mer y avoisinantes.

“ ARTICLE XVIII.

“ Il est entendu que la Commission Européenne aura rempli sa tâche, et que la Commission Riveraine aura terminé les travaux désignés dans l’Article précédent sous les Nos. 1 et 2, dans l’espace de deux ans. Les Puissances signataires réunies en Conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la Commission Européenne ; et, dès lors, la Commission Riveraine permanente jouira des mêmes pouvoirs que ceux dont la Commission Européenne aura été investie jusqu’alors.

“ ARTICLE XIX.

“ Afin d’assurer l’exécution des règlements qui auront été arrêtés d’un commun accord, d’après les principes ci-dessus énoncés, chacune des Puissances Contractantes aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtiments légers aux embouchures du Danube.

“ ARTICLE XX.

“ En échange des villes, ports, et territoires énumérés dans l’Article IV du présent Traité, et pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube, Sa Majesté l’Empereur de toutes les Russies consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie.

“ La nouvelle frontière partira de la Mer Noire, à un kilomètre à l’est du Lac Bourna Sola, rejoindra perpendiculairement la route d’Akerman, suivra cette

* Altered to “ Isatcha” by Protocol 18. See p. 81.

route jusqu'au Val de Trajan, passera au sud de Bolgrad, remontera le long de la Rivière de Yalpuck jusqu'à la Hauteur de Saratsika, et ira aboutir à Katamori sur le Pruth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux Empires ne subira aucune modification.

“ Des Délégués des Puissances Contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

“ ARTICLE XXI.

“ Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la Principauté de Moldavie sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

“ Les habitants de ce territoire jouiront des droits et priviléges assurés aux Principautés, et, pendant l'espace de trois années, il leur sera permis de transporter ailleurs leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

“ ARTICLE XXII.

“ Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances Contractantes, des priviléges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

“ ARTICLE XXIII.

“ La Sublime Porte s'engage à conserver aux dites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.

“ Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une Commission Spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Puissances Contractantes s'entendront, se réunira, sans délai, à Bucharest, avec un Commissaire de la Sublime Porte.

“ Cette Commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés, et de proposer les bases de leur future organisation.

“ ARTICLE XXIV.

“ Sa Majesté le Sultan promet de convoquer immédiatement, dans chacune des deux Provinces, un Divan *ad hoc* composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société. Ces Divans seront appelés à exprimer les vœux des populations relativement à l'organisation définitive des Principautés.

“ Une instruction du Congrès réglera les rapports de la Commission avec ces Divans.

“ ARTICLE XXV.

“ Prenant en considération l'opinion émise par les deux Divans, la Commission transmettra, sans retard, au siège actuel des Conférences, le résultat de son propre travail.

“ L'entente finale avec la Puissance Suzeraine sera consacrée par une Convention conclue à Paris entre les Hautes Parties Contractantes ; et un hattischérif, conforme aux stipulations de la Convention, constituera définitivement l'organisation de ces Provinces, placée désormais sous la garantie collective de toutes les Puissances signataires.

“ ARTICLE XXVI.

“ Il est convenu qu'il y aura une force armée nationale, organisée dans le but de maintenir la sûreté de l'intérieur et d'assurer celle des frontières. Aucune

entrave ne pourra être apportée aux mesures extraordinaires de défense que les Principautés, d'accord avec la Sublime Porte, seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

“ ARTICLE XXVII.

“ Si le repos intérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.

“ ARTICLE XXVIII.

“ La Principauté de Servie continuera à relever de la Sublime Porte, conformément aux Hats Impériaux qui fixent et déterminent ses droits et immunités, placés désormais sous la garantie collective des Puissances Contractantes.

“ En conséquence, la dite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, et de navigation.”

En revisant ce dernier Article, le Congrès arrête que la décision qui y fait suite dans le Protocole No. 14 est maintenue.

“ ARTICLE XXIX.

“ Le droit de garnison de la Sublime Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les règlements antérieurs, est maintenu. Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sur son territoire sans un accord préalable entre les Hautes Puissances Contractantes.

“ ARTICLE XXX.

“ Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan maintiennent, dans son intégrité, l'état de leurs possessions en Asie, tel qu'il existait légalement avant la rupture.

“ Pour prévenir toute contestation locale, le tracé de la frontière sera vérifié et, s'il y a lieu, rectifié, sans qu'il puisse en résulter un préjudice territorial pour l'une ou l'autre des deux Parties.

“ A cet effet, une Commission Mixte, composée de deux Commissaires Russes, de deux Commissaires Ottomans, d'un Commissaire Anglais, et d'un Commissaire Français, sera envoyée sur les lieux immédiatement après le rétablissement des relations diplomatiques entre la Cour de Russie et la Sublime Porte. Son travail devra être terminé dans l'espace de huit mois à dater de l'échange des ratifications du présent Traité.”

M. le premier Plénipotentiaire de la France dit qu'il arrive à l'Article stipulant l'évacuation du territoire Ottoman par les armées des Puissances alliées. Il fait remarquer que les Conventions antérieures conclues avec la Porte fixent, à ce sujet, des délais qui, en raison du développement pris par la guerre, sont devenus matériellement insuffisants pour l'évacuation des troupes et du matériel réunis, en ce moment, en Crimée. Il ajoute que l'évacuation commencera aussitôt que la paix sera conclue, et que l'intention de la France, comme celle de tous ses alliés, est de rappeler son armée dans le plus court délai possible; mais que cette opération n'exigera pas moins de six mois; que les alliés de la Porte se trouveront, par conséquent, dans l'impossibilité, quel que soit leur désir de s'y conformer, d'exécuter dans le délai convenu les engagements qu'ils ont pris sur ce point, et qu'il y a lieu, dès lors, de s'entendre.

En conséquence de ces observations, le Congrès décide qu'il se réunira, immédiatement après la conclusion de la paix, pour convenir des arrangements qu'on devra prendre à fin de fixer les délais dans lesquels l'évacuation devra s'accomplir.

L'adoption des derniers Articles du Traité Général est renvoyée à la prochaine séance.

Le projet de Convention à conclure entre la Russie et la Turquie, et qui se trouve joint au Protocole No. 10, ayant été révisé, est agréé et demeure arrêté ainsi qu'il est annexé au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 16.—Sitting of March 27, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

„	France,
„	Great Britain,
„	Prussia,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

Count Walewski reads the project of Convention designed to replace the Act signed in London on the 13th of July, 1841.

This project is adopted, and the Congress decides that it shall be annexed to the present Protocol.

The Congress further determines that a special Protocol, which shall be signed before this Convention, shall stipulate, during the period necessary for the evacuation of the territories by the belligerent armies, for a temporary exception to the regulation respecting the closing.

Count Walewski resumes the reading of the Articles of the General Treaty, which had been interrupted at the close of the preceding sitting ; these Articles are successively adopted in the following terms :—

“ARTICLE XV.

“The Act of the Congress of Vienna having established the principles intended to regulate the navigation of rivers which separate or traverse different States, the Contracting Powers stipulate among themselves that those principles shall in future be equally applied to the Danube and its mouths. They declare that this arrangement henceforth forms a part of the public law of Europe, and take it under their guarantee.

“The navigation of the Danube cannot be subjected to any impediment or charge not expressly provided for by the stipulations contained in the following Articles : in consequence, there shall not be levied any toll founded solely upon the fact of the navigation of the river, nor any duty upon the goods which may be on board of vessels. The regulations of police and of quarantine to be established for the safety of the States separated or traversed by that river, shall be so framed as to facilitate, as much as possible, the passage of vessels. With the exception of such regulations, no obstacle whatever shall be opposed to free navigation.

“ARTICLE XVI.

“With the view to carry out the arrangements of the preceding Article, a Commission, in which Austria, France, Great Britain, Prussia, Russia, Sardinia, and Turkey, shall each be represented by one delegate, shall be charged to designate and to cause to be executed the works necessary below Toulcha,* to clear the mouths of the Danube, as well as the neighbouring parts of the sea, from the sands and other impediments which obstruct them, in order to put that part of the river and the said parts of the sea in the best possible state for navigation.

“In order to cover the expenses of such works, as well as of the establishments intended to secure and to facilitate the navigation at the mouths of the

* Altered to “Isatcha,” by Protocol 18. See page 81.

Danube, fixed duties, of a suitable rate, settled by the Commission by a majority of votes, may be levied, on the express condition that, in this respect as in every other, the flags of all nations shall be treated on the footing of perfect equality."

The Plenipotentiaries of Turkey declare that the Sublime Porte will willingly make the advances necessary for the execution of the works mentioned in the preceding Article.

“ARTICLE XVII.

“A Commission shall be established, and shall be composed of Delegates of Austria, Bavaria, the Sublime Porte, and Wurtemberg (one for each of those Powers), to whom shall be added Commissioners from the three Danubian Principalities, whose nomination shall have been approved by the Porte. This Commission, which shall be permanent: 1. Shall prepare regulations of navigation and river police; 2. Shall remove the impediments, of whatever nature they may be, which still prevent the application to the Danube of the arrangements of the Treaty of Vienna; 3. Shall order and cause to be executed the necessary works throughout the whole course of the river; and 4. Shall, after the dissolution of the European Commission, see to maintaining the mouths of the Danube and the neighbouring parts of the sea in a navigable state.

“ARTICLE XVIII.

“It is understood that the European Commission shall have completed its task, and that the River Commission shall have finished the works described in the preceding Article, under Nos. 1 and 2, within the period of two years. The signing Powers assembled in Conference having been informed of that fact, shall, after having placed it on record, pronounce the dissolution of the European Commission, and from that time the permanent River Commission shall enjoy the same powers as those with which the European Commission shall have until then been invested.

“ARTICLE XIX.

“In order to insure the execution of the regulations which shall have been established by common agreement, in conformity with the principles above declared, each of the Contracting Powers shall have the right to station, at all times, two light vessels at the mouths of the Danube.

“ARTICLE XX.

“In exchange for the towns, ports, and territories enumerated in Article IV of the present Treaty, and in order more fully to secure the freedom of the navigation of the Danube, His Majesty the Emperor of all the Russias consents to the rectification of his frontier in Bessarabia.

“The new frontier shall begin from the Black Sea, one kilomètre to the east of the Lake Bourna Sola, shall run perpendicularly to the Akerman road, shall follow that road to the *Val de Trajan*, pass to the south of Bolgrad, ascend the course of the River Yalpuck to the Height of Saratsika, and terminate at Katamori on the Pruth. Above that point the old frontier between the two Empires shall not undergo any modification.

“Delegates of the Contracting Powers shall fix, in its details, the line of the new frontier.

“ARTICLE XXI.

“The territory ceded by Russia shall be annexed to the Principality of Moldavia under the suzerainty of the Sublime Porte.

“The inhabitants of that territory shall enjoy the rights and privileges secured to the Principalities; and, during the space of three years, they shall be permitted to transfer their domicile elsewhere, disposing freely of their property.

“ ARTICLE XXII.

“ The Principalities of Wallachia and Moldavia shall continue to enjoy, under the suzerainty of the Porte, and under the guarantee of the Contracting Powers, the privileges and immunities of which they are in possession. No exclusive protection shall be exercised over them by any of the guaranteeing Powers. There shall be no separate right of interference in their internal affairs.

“ ARTICLE XXIII.

“ The Sublime Porte engages to preserve to the said Principalities an independent and national administration, as well as full liberty of worship, of legislation, of commerce, and of navigation.

“ The laws and statutes at present in force shall be revised. In order to establish a complete agreement in regard to such revision, a Special Commission, as to the composition of which the High Contracting Powers will come to an understanding among themselves, shall assemble, without delay, at Bucharest, together with a Commissioner of the Sublime Porte.

“ The business of this Commission shall be to investigate the present state of the Principalities, and to propose bases for their future organisation.

“ ARTICLE XXIV.

“ His Majesty the Sultan promises to convoke immediately in each of the two Provinces a Divan *ad hoc*, composed in such a manner as to represent most closely the interests of all classes of society. These Divans shall be called upon to express the wishes of the people in regard to the definitive organisation of the Principalities.

“ An instruction from the Congress shall regulate the relations between the Commission and these Divans.

“ ARTICLE XXV.

“ Taking into consideration the opinion expressed by the two Divans, the Commission shall transmit, without delay, to the present seat of the Conferences, the result of its own labours.

“ The final agreement with the Suzerain Power shall be recorded in a Convention to be concluded at Paris between the High Contracting Parties; and a hatti-sherif, in conformity with the stipulations of the Convention, shall constitute definitively the organisation of those Provinces, placed thenceforward under the collective guarantee of all the signing Powers.

“ ARTICLE XXVI.

“ It is agreed that there shall be a national armed force, organised with the view to maintain the security of the interior, and to ensure that of the frontiers. No impediment shall be opposed to the extraordinary measures of defence which, by agreement with the Sublime Porte, the Principalities may be called upon to take in order to repel any external aggression.

“ ARTICLE XXVII.

“ If the internal tranquillity of the Principalities should be menaced or compromised, the Sublime Porte shall come to an understanding with the other Contracting Powers in regard to the measures to be taken for maintaining or reestablishing legal order. No armed intervention can take place without previous agreement between those Powers.

“ARTICLE XXVIII.

“The Principality of Servia shall continue to hold of the Sublime Porte, in conformity with the Imperial Hats which fix and determine its rights and immunities, placed henceforward under the collective guarantee of the Contracting Powers.

“In consequence, the said Principality shall preserve its independent and national administration, as well as full liberty of worship, of legislation, of commerce, and of navigation.

“ARTICLE XXIX.

“The right of garrison of the Sublime Porte, as stipulated by anterior regulations, is maintained. No armed intervention can take place in its territory without previous agreement between the High Contracting Powers.

“ARTICLE XXX.

“His Majesty the Emperor of all the Russias and His Majesty the Sultan maintain, in its integrity, the state of their possessions in Asia, such as it legally existed before the rupture.

“In order to prevent all local dispute the line of frontier shall be verified, and, if necessary, rectified, without any prejudice as regards territory being sustained by either Party.

“For this purpose a Mixed Commission, composed of two Russian Commissioners, two Ottoman Commissioners, one English Commissioner, and one French Commissioner, shall be sent to the spot immediately after the reestablishment of diplomatic relations between the Court of Russia and the Sublime Porte. Its labours shall be completed within the period of eight months after the exchange of the ratifications of the present Treaty.”

The first Plenipotentiary of France says that he arrives at the Article stipulating for the evacuation of the Ottoman territory by the armies of the allied Powers. He remarks that the previous Conventions concluded with the Porte fix, on this subject, periods which, by reason of the development assumed by the war, have become physically insufficient for the evacuation of the troops and material collected at this time in the Crimea. He adds that the evacuation will commence immediately after the conclusion of peace, and that the intention of France, as well as of all her allies, is to recall her army within the shortest possible period, but that this operation will require not less than six months; that the allies of the Porte find themselves, consequently, unable, however great their desire to conform to them, to fulfil, within the stipulated period, the engagements which they have taken on this point, and that it is, accordingly, necessary to come to some understanding.

In consequence of these observations, the Congress decides that it will meet, immediately after the conclusion of peace, in order to come to an agreement upon the arrangements to be adopted in order to fix the periods within which the evacuation shall be accomplished.

The adoption of the last Articles of the General Treaty is deferred to the next meeting.

The draft of Convention to be concluded between Russia and Turkey, and which is annexed to Protocol No. 10, having been revised, is agreed to, and finally settled as it is annexed to the present Protocol.

(The signatures follow.)

*Annexe 1 au Protocole No. 16.**Convention Séparée entre la Sublime Porte et la Russie.*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

SA Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, prenant en considération le principe de la neutralisation de la Mer Noire établi par les Préliminaires consignés au Protocole No. 1 signé à Paris le 25 Février de la présente année, et voulant, en conséquence, régler, d'un commun accord, le nombre et la force des bâtiments légers qu'elles se sont réservé d'entretenir dans la Mer Noire pour le service de leurs côtes, ont résolu de signer, dans ce but, une Convention Spéciale, et ont nommé, à cet effet, &c.

ARTICLE I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à n'avoir dans la Mer Noire d'autres bâtiments de guerre que ceux dont le nombre, la force, et les dimensions sont stipulés ci-après.

ARTICLE II.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'entretenir, chacune, dans cette mer, six bâtiments-à-vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voiles d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux chacun.

ARTICLE III.

La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(Translation.)

*Annex 1 to Protocol No. 16.**Separate Convention between the Sublime Porte and Russia.*

In the Name of Almighty God.

HIS Imperial Majesty the Sultan, and His Majesty the Emperor of all the Russias, taking into consideration the principle of the neutralization of the Black Sea established by the Preliminaries contained in the Protocol No. 1, signed at Paris on the 25th of February of the present year, and wishing, in consequence, to regulate by common agreement the number and the force of the light vessels which they have reserved to themselves to maintain in the Black Sea for the service of their coasts, have resolved to sign, with that view, a Special Convention, and have named for that purpose, &c.

ARTICLE I.

The High Contracting Parties mutually engage not to have in the Black Sea any other vessels of war than those of which the number, the force, and the dimensions are hereinafter stipulated.

ARTICLE II.

The High Contracting Parties reserve to themselves each to maintain in that sea six steam-vessels of fifty mètres in length at the line of floatation, of a tonnage of eight hundred tons at the maximum, and four light steam or sailing vessels of a tonnage which shall not exceed two hundred tons each.

ARTICLE III.

The present Convention, annexed to the General Treaty signed at Paris this day, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Paris in the space of four weeks, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seal of their arms.

*Annexe 2 au Protocole No. 16.**Convention des Détroits.*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

LEURS Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, signataires de la Convention du 13 Juillet, 1841, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant constater, en commun, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après laquelle les Détroits des Dardanelles et du Bosphore sont fermés aux bâtiments de guerre étrangers tant que la Porte se trouve en paix ;

Les dites Majestés, d'une part, et Sa Majesté le Sultan, de l'autre, ont résolu de renouveler la Convention conclue à Londres le 13 Juillet, 1841, sauf quelques modifications de détail qui ne portent aucune atteinte au principe sur lequel elle repose.

En conséquence Leurs dites Majestés ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir, &c.

ARTICLE I.

Sa Majesté le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir, à l'avenir, le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les Détroits des Dardanelles et du Bosphore ; et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans les dits Détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, et le Roi de Sardaigne, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

ARTICLE II.

Le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des Légations des Puissances amies.

ARTICLE III.

La même exception s'applique aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des Puissances Contractantes est autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la

liberté du fleuve, et dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

ARTICLE IV.

La présente Convention, annexée au Traité Général signé à Paris en ce jour, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(Translation.)

Annex 2 to Protocol No. 16.

Convention respecting the Straits.

In the Name of Almighty God.

THEIR Majesties the Emperor of Austria, the Emperor of the French, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the King of Prussia, the Emperor of all the Russias, signing Parties to the Convention of the 13th day of July, 1841; and His Majesty the King of Sardinia; wishing to record in common their unanimous determination to conform to the ancient rule of the Ottoman Empire, according to which the Straits of the Dardanelles and of the Bosphorus are closed to foreign ships of war so long as the Porte is at peace;

Their said Majesties, on the one part, and His Majesty the Sultan, on the other, have resolved to renew the Convention concluded at London on the 13th day of July, 1841, with the exception of some modifications of detail which do not affect the principle upon which it rests.

In consequence Their said Majesties have named for that purpose as their Plenipotentiaries, that is to say, &c.

ARTICLE I.

His Majesty the Sultan, on the one part, declares that he is firmly resolved to maintain for the future the principle invariably established as the ancient rule of his Empire, and in virtue of which it has, at all times, been prohibited for the ships of war of foreign Powers to enter the Straits of the Dardanelles and the Bosphorus; and that, so long as the Porte is at peace, His Majesty will admit no foreign ship of war into the said Straits.

And Their Majesties the Emperor of Austria, the Emperor of the French, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the King of Prussia, the Emperor of all the Russias, and the King of Sardinia, on the other part, engage to respect this determination of the Sultan, and to conform themselves to the principle above declared.

ARTICLE II.

The Sultan reserves to himself, as in past times, to deliver firmans of passage for light vessels under flag of war, which shall be employed, as is usual, in the service of the Missions of Foreign Powers.

ARTICLE III.

The same exception applies to the light vessels under flag of war, which each of the Contracting Powers is authorised to station at the mouths of the Danube in order to secure the execution of the regulations relative to the liberty of that river, and the number of which is not to exceed two for each Power.

ARTICLE IV.

The present Convention, annexed to the General Treaty signed at Paris this day, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Paris in the space of four weeks, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Protocole No. 17.—Séance du 28 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Walewski donne lecture des derniers Articles du Traité Général ; ces Articles sont arrêtés et agréés par le Congrès dans les termes suivants :—

“ ARTICLE XXXI.

“ Les territoires Ottomans occupés pendant la guerre par les troupes de Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Sardaigne, aux termes des Conventions signées à Constantinople le 12 Mars, 1854, entre la France, la Grande Bretagne, et la Sublime Porte ; le 14 Juin de la même année entre l'Autriche et la Sublime Porte ; et le 15 Mars, 1855, entre la Sardaigne et la Sublime Porte ; seront évacués après l'échange des ratifications du présent Traité, aussitôt que faire se pourra. Les délais et les moyens d'exécution feront l'objet d'un arrangement entre la Sublime Porte et les Puissances dont les troupes ont occupé son territoire.

“ ARTICLE XXXII.

“ Jusqu'à ce que les Traité ou Conventions qui existaient avant la guerre entre les Puissances belligérantes aient été ou renouvelés ou remplacés par des Actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciprocement, pour chacune d'elles, sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre, et leurs sujets en toute autre matière seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

“ ARTICLE XXXIII.

“ La Convention conclue en ce jour entre Leurs Majestés l'Empereur des Français et la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux Iles d'Aland, est et demeure annexée au présent Traité, et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

“ ARTICLE XXXIV.

“ Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

“ En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

“ Fait à Paris, &c.”

Le Congrès décide en outre que le Traité se terminera par l'Article Additionnel et Transitoire ci-après :—

“ ARTICLE ADDITIONNEL ET TRANSITOIRE.

“ Les stipulations de la Convention des Détroits signée en ce jour ne seront pas applicables aux bâtiments de guerre employés par les Puissances belligérantes pour l'évacuation par mer des territoires occupés par leurs armées ; mais les dites stipulations reprendront leur entier effet aussitôt que l'évacuation sera terminée.”

Tous les Articles ayant été lus et approuvés, M. le Comte Walewski propose au Congrès de se réunir dans la journée de demain pour parapher le Traité et les Conventions qui y seront annexées. Il propose également de fixer au jour de Dimanche, 30 du présent mois, la signature de la Paix.

Le Congrès adhère.

M. le Comte Walewski fait enfin remarquer qu'en signant le Traité de Paix le Congrès ne sera pas arrivé au terme de ses travaux ; qu'il devra continuer à se réunir pour se concerter sur tout ce qui concerne la cessation des hostilités, et particulièrement les blocus ; pour préparer les instructions destinées à la Commission qui doit se rendre dans les Principautés ; et convenir, enfin, des dispositions à prendre pour assurer l'évacuation de tous les territoires occupés par les armées des Puissances alliées.

En conséquence le Congrès décide qu'il continuera à siéger et à se réunir au lieu de ses séances.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 17.—Sitting of March 28, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,
 „ France,
 „ Great Britain,
 „ Prussia,
 „ Russia,
 „ Sardinia,
 „ Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

Count Walewski reads the last Articles of the General Treaty ; these Articles are settled and agreed to by the Congress in the following terms :—

“ ARTICLE XXXI.

“ The Ottoman territories occupied during the war by the troops of Their Majesties the Emperor of the French, the Emperor of Austria, the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the King of Sardinia, according to the terms of the Conventions signed at Constantinople on the 12th of March, 1854, between France, Great Britain, and the Sublime Porte ; on the 14th of June of the same year between Austria and the Sublime Porte ; and on the 15th of March, 1855, between Sardinia and the Sublime Porte ; shall be evacuated as soon as possible after the exchange of the ratifications of the present Treaty. The periods and the means of execution shall form the object of an arrangement between the Sublime Porte and the Powers whose troops have occupied its territory.

“ARTICLE XXXII.

“Until the Treaties or Conventions which existed before the war between the belligerent Powers have been either renewed or replaced by new Acts, commerce of importation or of exportation shall take place reciprocally, for each of them, on the footing of the regulations in force before the war; and in all other matters their subjects shall be respectively treated upon the footing of the most favoured nation.

“ARTICLE XXXIII.

“The Convention concluded this day between Their Majesties the Emperor of the French, and the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and His Majesty the Emperor of all the Russias, on the other part, respecting the Aland Islands, is and remains annexed to the present Treaty, and shall have the same force and validity as if it formed a part thereof.

“ARTICLE XXXIV.

“The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Paris in the space of four weeks, or sooner if possible.

“In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

“Done at Paris, &c.”

The Congress further decides that the Treaty shall terminate with the following Additional and Transitory Article:—

“ADDITIONAL AND TRANSITORY ARTICLE.

“The stipulations of the Convention respecting the Straits, signed this day, shall not be applicable to the vessels of war employed by the belligerent Powers for the evacuation, by sea, of the territories occupied by their armies; but the said stipulations shall resume their entire effect as soon as the evacuation shall be terminated.”

All the Articles having been read and approved, Count Walewski proposes to the Congress to meet in the course of to-morrow, in order to affix their initials to the Treaty and to the Conventions which will be annexed to it. He likewise proposes to fix Sunday, the 30th of the present month, for the signature of the Peace.

The Conference agrees.

Count Walewski finally remarks that, upon signing the Treaty of Peace, the Congress will not have arrived at the conclusion of its labours; that it must continue to meet in order to settle all that relates to the cessation of hostilities, and particularly to the blockades; to prepare the instructions designed for the Commission which is to proceed to the Principalities; and, finally, to agree upon the arrangements to be adopted in order to insure the evacuation of all the territories occupied by the armies of the allied Powers.

The Congress consequently decides that it will continue to sit and to assemble at the place of its sittings.

(The signatures follow.)

Protocole No. 18.—Séance du 29 Mars, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

Il est donné lecture successivement —

1. Du projet du Traité Général ;
2. Du projet de Convention des Détroits ;
3. Du projet de Convention relative aux bâtiments légers de guerre que les Puissances Riveraines entretiendront dans la Mer Noire ;
4. Du projet de Convention concernant les Iles d'Aland.

Et MM. les Plénipotentiaires, après avoir substitué le nom de "Isatcha" à celui de "Toultcha," à l'Article XVI du premier de ces projets, les ayant trouvés conformes aux textes insérés aux Protocoles Nos. 15, 16, et 17, les paraphent, et en remettent la signature, ainsi qu'ils en sont convenus, à demain, à l'heure de midi.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 18.—Sitting of March 29, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,
 „ France,
 „ Great Britain,
 „ Prussia,
 „ Russia,
 „ Sardinia,
 „ Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The following papers are read in succession :—

1. The draft of the General Treaty ;
2. The draft of Convention respecting the Straits ;
3. The draft of Convention relative to the light vessels of war which the Powers bordering on the coasts shall maintain in the Black Sea ;
4. The draft of Convention respecting the Aland Islands.

And the Plenipotentiaries, after having substituted the name "Isatcha" for that of "Toultcha," in Article XVI of the first of these drafts, having found them identical with the texts inserted in Protocols Nos. 15, 16, and 17, affix their initials to them, and defer the signature of them, as they had agreed, until to-morrow at noon.

The present Protocol is read and approved.

(The signatures follow.)

Protocole No. 19.—Séance du 30 Mars, 1856.

Présents:

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

REUNIS, à l'heure de midi, dans la salle de leurs délibérations, MM. les Plénipotentiaires collationnent, sur les instruments paraphés dans la précédente séance—

1. Le Traité Général de Paix ;
2. La Convention des Détroits ;
3. La Convention relative aux bâtiments de guerre légers que les Puissances Riveraines entretiendront dans la Mer Noire ;
4. La Convention concernant les Iles d'Aland.

Et, tous ces Actes ayant été trouvés en due forme, MM. les Plénipotentiaires y apposent leur signature et le sceau de leurs armes.

Après quoi, et sur la proposition de M. le Comte Walewski, le Congrès déclare que l'armistice, en conséquence de la signature de la paix, se trouve prorogé jusqu'au moment de l'échange des ratifications, et il est convenu entre MM. les Plénipotentiaires de la France, de la Grande Bretagne, de la Sardaigne, et de la Turquie, d'une part, et MM. les Plénipotentiaires de la Russie, de l'autre part, que des ordres seront transmis, sans délai, à cet effet.

Le Congrès décide, en outre, que l'échange des ratifications aura lieu en six exemplaires, que les ratifications de l'Article Additionnel au Traité Général se feront conjointement avec le Traité Général lui-même, et que les ratifications de ce Traité et de chacune des Conventions annexées seront consignées dans des Actes Séparés.

M. le Comte de Clarendon propose aux Plénipotentiaires de se rendre aux Tuilleries pour informer l'Empereur que le Congrès vient de terminer l'œuvre de pacification à laquelle Sa Majesté portait un grand intérêt et que l'Europe attendait avec une si vive impatience.

Le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne dit que cette démarche, envers le Souverain du pays où le Congrès se trouve réuni, est, en même temps, un hommage respectueux de reconnaissance dû à la haute bienveillance et à la gracieuse hospitalité dont les Plénipotentiaires, individuellement et collectivement, ont été l'objet de la part de Sa Majesté Impériale. Lord Clarendon ajoute qu'il est certain d'avance que tout ce qui serait de nature à témoigner des sentiments de respect et de haute considération dont les Plénipotentiaires sont animés envers la personne de l'Empereur Napoléon, rencontrera la plus complète approbation des Souverains que les Plénipotentiaires ont l'honneur de représenter.

Le Congrès accueille avec une unanimous empessée la proposition de M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne.

M. le Comte Walewski remercie le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne de la proposition qu'il vient de faire, et n'hésite pas à assurer que l'Empereur, son auguste Souverain, sera très sensible à la démarche suggérée par Lord Clarendon, et non moins reconnaissant des sentiments qui l'ont dictée que de l'empressement unanime avec lequel elle a été agréée.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 19.—Sitting of March 30, 1856.

Present:

The Plenipotentiaries of Austria,	
“	France,
“	Great Britain,
“	Prussia,
“	Russia,
“	Sardinia,
“	Turkey.

HAVING met together at noon in the saloon of their deliberations, the Plenipotentiaries collate with the instruments which they had marked with their initials at the preceding sitting—

1. The General Treaty of Peace;
2. The Convention respecting the Straits;
3. The Convention relative to the light vessels of war which the Powers bordering on the coasts shall maintain in the Black Sea;
4. The Convention respecting the Aland Islands.

And all these Acts having been found in due form, the Plenipotentiaries affix to them their signature and the seal of their arms.

After which, and upon the proposition of Count Walewski, the Congress declares that the armistice, in consequence of the signature of peace, is prolonged till the time of the exchange of the ratifications, and it is agreed between the Plenipotentiaries of France, of Great Britain, of Sardinia, and of Turkey, on the one part, and the Plenipotentiaries of Russia, on the other, that orders to this effect shall be transmitted without delay.

The Congress further decides that the exchange of the ratifications shall be made in six copies, that the Additional Article to the General Treaty shall be ratified in the same instrument with the General Treaty itself, and that the ratifications of that Treaty and of each of the annexed Conventions shall be prepared in Separate Acts.

The Earl of Clarendon proposes to the Plenipotentiaries to proceed to the Tuilleries to inform the Emperor that the Congress has just concluded the work of pacification in which His Majesty took a great interest and which Europe was awaiting with such lively impatience.

The first Plenipotentiary of Great Britain says, that this proceeding, as regards the Sovereign of the country in which the Congress is assembled, is at once a respectful expression of gratitude due to the great kindness and gracious hospitality which the Plenipotentiaries, individually and collectively, had met with on the part of His Imperial Majesty. Lord Clarendon adds, that he feels assured beforehand, that everything which might tend to prove the feelings of respect and high consideration with which the Plenipotentiaries are animated towards the person of the Emperor Napoleon, will meet with the most complete approbation of the Sovereigns whom the Plenipotentiaries have the honour to represent.

The Congress adopts with eager unanimity the proposition of the first Plenipotentiary of Great Britain.

Count Walewski thanks the first Plenipotentiary of Great Britain for the proposition which he has just made, and does not hesitate to give the assurance that the Emperor, his august Sovereign, will be very sensible of the step suggested by Lord Clarendon, and not less grateful for the sentiments which have dictated it than for the unanimous eagerness with which it has been adopted.

The present Protocol is read and approved.

(The signatures follow.)

Protocole No. 20.—Séance du 2 Avril, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie,

AINSII qu'il l'avait décidé, le Congrès s'occupe de la question de savoir si les blocus peuvent être levés avant l'échange des ratifications du Traité de Paix.

M. le Comte Walewski expose que les précédents établissent que, généralement, les blocus n'ont été levés qu'au moment de l'échange des ratifications, en vertu du principe que la guerre n'est terminée qu'au moment où les stipulations qui doivent y mettre fin, ont reçu la consécration des Souverains ; que l'esprit de libéralité qui exerce, de nos jours, une si heureuse influence sur le droit international et sur les relations que les diverses Puissances entretiennent entre elles, permet néanmoins de déroger à cette règle ; que la France et la Grande Bretagne, qui ont mis les blocus existants, se sont entendues pour donner, dans cette circonstance, une marque de leur sollicitude pour le commerce en général, et qu'il ne reste plus, dès lors, qu'à se concerter sur les moyens propres à assurer à l'Europe ce nouveau bienfait.

D'accord avec M. le premier Plénipotentiaire de la France, M. le Comte de Clarendon propose de conclure une armistice sur mer. Cette mesure, dans son opinion, aurait pour effet la levée immédiate des blocus existants.

M. le Comte Walewski ajoute que cette combinaison permettrait de considérer les prises, faites postérieurement à la signature de la Paix, comme non avouées, et de restituer les navires et les chargements capturés ; que le commerce se trouverait ainsi autorisé à reprendre, sans plus de retard, toutes ses transactions, si la Russie, de son côté, levait, dès à présent, les mesures exceptionnelles qu'elle a prises, durant la guerre, pour interdire, dans ses ports, les opérations commerciales qui se faisaient pendant la paix.

Adoptant avec empressement les vœux exposés par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne, MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent que la proposition soumise au Congrès sera vraisemblablement acceptée avec une extrême faveur par leur Gouvernement ; qu'ils s'empressent, par conséquent, d'y adhérer par les mêmes motifs qui l'ont suggérée aux Plénipotentiaires qui en ont pris l'initiative ; mais qu'ils se trouvent dans l'obligation de réserver l'approbation de leur Cour.

MM. les Plénipotentiaires des autres Puissances déclarent que cette mesure sera accueillie avec un sentiment de vive reconnaissance par les Etats neutres.

Il est, en conséquence, décidé que si, dans la prochaine séance, ainsi qu'ils le présument, MM. les Plénipotentiaires de la Russie sont autorisés à faire savoir que leur Gouvernement a levé les prohibitions imposées, pendant la guerre, au commerce d'importation et d'exportation dans les ports et sur les frontières de l'Empire Russe il sera conclu entre la France, la Grande Bretagne, la Sardaigne, et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre part, une armistice sur mer qui comptera à dater de la signature de la Paix, et qui aura pour effet de lever tous les blocus. Par conséquent, les prises faites postérieurement à la date du 30 Mars passé, seront restituées.

Les actes Consulaires et formalités requises des navigateurs et des commerçants seront remplis provisoirement par les Agents des Puissances qui ont consenti, pendant la guerre, à prendre soin officieusement des intérêts des sujets des Etats belligérants.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 20.—Meeting of April 2, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Prussia,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

IN conformity with the decision which had been taken, the Congress applies itself to the question, whether the blockades can be raised before the exchange of the ratifications of the Treaty of Peace.

Count Walewski states that the precedents established that, generally, blockades have not been raised until the time of the exchange of the ratifications, in virtue of the principle that a war is not terminated until the time when the stipulations which are to put an end to it have received the sanction of the Sovereigns ; that the spirit of liberality which exercises, in our days, so happy an influence over international law, and over the relations which the different Powers maintain among themselves, admits nevertheless of a departure from this rule ; that France and Great Britain, who have imposed the existing blockades, have agreed between themselves to manifest on this occasion their solicitude for commerce in general ; and that, consequently, it only now remains to devise the proper means for bestowing upon Europe this fresh benefit.

The Earl of Clarendon, in concert with the first Plenipotentiary of France, proposes to conclude an armistice by sea. This measure, in his opinion, would cause the existing blockades to be immediately raised.

Count Walewski adds, that this arrangement would admit of captures, made subsequently to the signature of Peace, being considered void, and of the ships and cargoes captured being restored ; that commerce would thus be authorized to resume, without further delay, all its transactions, if Russia, on her side, were to revoke, from this time, the exceptional measures which she has adopted, during the war, for interdicting, in her ports, the commercial operations which took place during peace.

Eagerly assenting to the wishes expressed by the Plenipotentiaries of France and Great Britain, the Plenipotentiaries of Russia reply that the proposition submitted to the Congress will probably be accepted with extreme favour by their Government ; that they hasten, consequently, to assent to it from the same motives which have suggested it to the Plenipotentiaries who have taken the initiative in regard to it, but that they feel themselves obliged to reserve the approval of their Court.

The Plenipotentiaries of the other Powers declare that this measure will be received with a feeling of lively gratitude by the neutral States.

It is consequently decided that if, in the next sitting, the Plenipotentiaries of Russia, as they presume, are authorized to state that their Government has revoked the prohibitions imposed, during the war, upon commerce of importation and of exportation, in the ports and on the frontiers of the Russian Empire, there shall be concluded between France, Great Britain, Sardinia, and Turkey, on the one part, and Russia, on the other, an armistice by sea, which shall reckon from the date of the signature of the Peace, and shall have for its effect the raising of all blockades. Consequently, prizes made subsequently to the date of the 30th of March last, will be restored.

The Consular acts and formalities required by seafaring persons and by merchants will be provisionally performed by the Agents of the Powers who have consented during the war, to take care, unofficially, of the interests of the subjects of the belligerent Powers.

(The signatures follow.)

Protocole No. 21.—Séance du 4 Avril, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie,

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils sont autorisés à déclarer que les mesures prohibitives prises pendant la guerre pour fermer les ports Russes au commerce d'exportation, vont être levées.

Par suite de cette déclaration, et conformément à la résolution qu'il a prise dans sa précédente réunion, le Congrès arrête qu'il est conclu un armistice maritime entre la France, la Grande Bretagne, la Sardaigne, et la Turquie, d'une part, et la Russie, de l'autre partie, et que les prises faites postérieurement à la signature de la Paix seront restituées.

Il est convenu, en conséquence, que des ordres seront donnés pour la levée immédiate des blocus existants, et que les mesures prises en Russie, pendant la guerre, contre l'exportation des produits Russes, et notamment celles des céréales, seront également rapportées sans retard.

Après avoir proposé au Congrès de s'occuper de l'évacuation des territoires Russe et Ottoman, M. le Comte Walewski dit qu'en ce qui concerne les alliés, leur intention, ainsi qu'ils en ont déjà donné l'assurance, est de rappeler leurs troupes sans retard, et de donner des ordres pour que ce mouvement commence immédiatement après l'échange des ratifications. Il pense, et il croit pouvoir assurer que les territoires de la Russie seront totalement évacués dans un délai de six mois. Il ajoute que les armées alliées quitteront, durant la même terme, les positions qu'elles occupent en Turquie.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie assurent, de leur côté, que des dispositions seront prises pour que les troupes Russes qui se trouvent à Kars et dans ses environs, effectuent, aussi promptement que possible, leur retraite sur le territoire Russe. Ils s'engagent à faire connaître au Congrès, dans une de ses prochaines réunions, le terme qui sera jugé nécessaire à la prompte exécution de cette opération. Ils expriment le désir que les armées alliées qui sont en Crimée, commencent leur mouvement de retraite par Kertch et Jenikalé, afin que la Mer d'Azoff se trouve au plus tôt ouverte à la navigation et au commerce.

M. le Comte de Buol se félicite de l'empressement que témoignent les Puissances belligérantes à rappeler leurs armées, et à exécuter ainsi sans retard l'une des stipulations les plus importantes du Traité de Paix. Il dit que, de son côté, l'Autriche aura soin de faire rentrer sur son territoire celles de ses troupes qui occupent les Principautés. Il ajoute que cette opération ne rencontrant pas les mêmes difficultés que soulève l'embarquement des armées qui se trouvent en Crimée et de leur matériel, elle pourra s'accomplir plus promptement ; et que les troupes Autrichiennes auront évacué les Principautés avant que les armées belligérantes n'aient pu, de leur côté, complètement évacuer l'Empire Ottoman.

Après ces explications, il est convenu, d'un accord unanime, que toutes les armées belligérantes ou alliées commenceront leur mouvement de retraite immédiatement après l'échange des ratifications du Traité de Paix, et qu'elles le continueront sans interruption. Il est également convenu que les armées de la France, de la Grande Bretagne, et de la Sardaigne, auront un délai de six mois pour effectuer l'évacuation totale des territoires qu'elles occupent en Russie et dans l'Empire Ottoman ; cette évacuation commencera, autant que possible, par Kertch, Jenikalé, Kinburn, et Eupatoria.

Les Traité conclus à Constantinople le 12 Mars, 1854, et 15 Mars, 1855, entre la France, la Grande Bretagne, la Sardaigne, et la Turquie, stipulant qu'à la paix le territoire de l'Empire Ottoman sera évacué dans l'espace de quarante

jours, et l'exécution de cet engagement étant devenue matériellement impossible par suite du développement pris par la guerre, il est convenu que des instructions et des pouvoirs seront envoyés aux Représentants de la France, de la Grande Bretagne, et de la Sardaigne, à Constantinople, pour qu'ils aient à conclure avec la Porte une Convention destinée à fixer un nouveau terme qui ne pourra excéder celui de six mois.

Le Congrès décide ensuite que les Commissaires qui, aux termes de l'Article XX du Traité de Paix, auront à procéder à la délimitation de la nouvelle frontière en Bessarabie, devront se réunir à Galatz le 6 Mai prochain, et s'acquitter sans retard de la mission qui leur sera confiée.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie déclarent que les autorités Russes remettront, dès que cette opération sera terminée, aux autorités Moldaves la portion de territoire qui, d'après la nouvelle délimitation, devra être annexée à la Moldavie. Il demeure entendu que cette cession a lieu en échange et coïncidera avec l'évacuation des territoires Russes par les armées alliées.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que, pour hâter l'évacuation de la Crimée, il serait utile que les bâtiments des Puissances alliées pussent librement pénétrer dans le port de Sébastopol: cette facilité, dans l'opinion du premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, avancerait l'embarquement des hommes et du matériel de plusieurs semaines.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie répondent qu'ils prendront, à cet égard, les ordres de leur Cour.

M. le Comte Walewski dit qu'il y a lieu de s'occuper des instructions destinées aux Commissaires qui seront chargés de se rendre dans les Principautés pour s'enquérir, selon le voeu de l'Article XXIII du Traité de Paix, de l'état actuel de ces Provinces, et proposer les bases de leur future organisation. Il expose que ces instructions pourraient être conçues en termes généraux; qu'en fixant l'objet de la mission des Commissaires, tel qu'il a été défini par le Traité lui-même, elles doivent leur laisser la latitude nécessaire pour s'éclairer et se mettre en mesure de remplir, d'une manière complète et satisfaisante, la tâche qui leur sera confiée. Il lui semble que cette opinion peut être d'autant plus agréée par le Congrès que le firman prescrivant la convocation des Divans *ad hoc* doit être, ainsi que le constate le Protocole No. 14, concerté avec les Représentants des Puissances Contractantes à Constantinople et rédigé de manière à pourvoir à l'entièvre exécution de l'Article du Traité qui détermine la composition de ces Assemblées. Il pense, enfin, que la rédaction de ces instructions, qui ne pourraient être préparées par le Congrès, devrait être confiée à une Commission prise dans son sein.

Le Congrès adhère, et la Commission est composée du premier Plénipotentiaire de la Turquie, et des seconds Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne.

Après nouvel examen, et jugeant utile de modifier ce qu'il avait arrêté, sur le même sujet, dans sa séance du 30 Mars, le Congrès prend la résolution suivante:—

Dans les ratifications du Traité Général, ce Traité sera suivi textuellement et *in extenso* de l'Article Additionnel et des trois Conventions annexées; mais la ratification portera sur le Traité Général et l'Article Additionnel dans les termes suivants:—"Nous, &c., ayant vu et examiné le dit Traité et le dit Article Additionnel et Transitoire, les avons approuvés et approuvons en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues," &c. Ces ratifications seront échangées en six exemplaires pour chaque Puissance Contractante.

La Convention relative aux bâtiments légers sera ratifiée entre la Porte et la Russie.

La Convention relative aux Détroits sera ratifiée entre la Porte, d'une part, qui devra présenter six exemplaires, et les autres Puissances de l'autre part, qui, n'ayant pas à échanger de ratifications entre elles, auront simplement à ratifier avec la Porte, et, par conséquent, à présenter un seul exemplaire.

La Convention d'Aland sera ratifiée entre la France et l'Angleterre, d'une part, qui devront produire, chacune, un exemplaire destiné à la Russie, et la Russie, de l'autre part, qui devra produire deux exemplaires.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 21.—Sitting of April 4, 1856.

Present:

The Plenipotentiaries of Austria,

”	France,
”	Great Britain,
”	Prussia,
”	Russia,
”	Sardinia,
”	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Plenipotentiaries of Russia announce that they are authorised to state that the prohibitive measures adopted during the war for closing the Russian ports to commerce of exportation, are about to be revoked.

In consequence of this declaration, and in conformity with the resolution which it adopted at its preceding sitting, the Congress determines that an armistice by sea is concluded between France, Great Britain, Sardinia, and Turkey, on the one part, and Russia, on the other, and that prizes made subsequently to the signature of Peace shall be restored.

It is consequently agreed that orders shall be given for the immediate raising of the existing blockades, and that the measures adopted in Russia during the war, against the export of Russian produce, and especially of grain, shall equally be revoked without delay.

After having proposed to the Congress to take up the question of the evacuation of the Russian and Ottoman territories, Count Walewski says that, as regards the allies, it is their intention, as they have already given an assurance, to recall their troops without delay, and to give orders that this movement shall commence immediately after the exchange of ratifications. He thinks, and he believes that he may give an assurance, that the Russian territories will be totally evacuated within a period of six months. He adds that the allied armies will quit, within the same term, the positions which they occupy in Turkey.

The Plenipotentiaries of Russia give an assurance, on their side, that measures shall be taken for the Russian troops which are now in Kars and in its environs withdrawing, as promptly as possible, within the Russian territory. They engage to communicate to the Congress, at one of its ensuing meetings, the term which shall be considered necessary for the prompt execution of this operation. They express the desire that the allied armies which are in the Crimea shall commence their withdrawal by Kertch and Jenikale, in order that the Sea of Azoff may, as soon as possible, be opened to navigation and commerce.

Count Buol expresses his gratification at the eagerness shown by the belligerent Powers to recall their armies, and thus to execute without delay one of the most important stipulations of the Treaty of Peace. He says that Austria, on her side, will take care to withdraw within her territory such of her troops as occupy the Principalities. He adds that as this operation is not subject to the same difficulties as the embarkation of the armies in the Crimea and their material, it can be accomplished more promptly, and that the Austrian troops will have evacuated the Principalities before the belligerent armies will have been able, on their side, to complete the evacuation of the Ottoman Empire.

After these explanations, it is unanimously agreed that all the belligerent or allied armies shall commence their withdrawal immediately after the exchange of the ratifications of the Treaty of Peace, and that they shall continue it without interruption. It is equally agreed that the armies of France, of Great Britain, and of Sardinia, shall have a period of six months to effect the total evacuation of the territories which they occupy in Russia and in the Ottoman Empire; that

this evacuation shall commence, as far as possible, by Kertch, Jenikale, Kinburn, and Eupatoria.

The Treaties concluded at Constantinople on March 12, 1854, and March 15, 1855, between France, Great Britain, Sardinia, and Turkey, stipulating that on the conclusion of peace the territory of the Ottoman Empire shall be evacuated within the space of forty days, and the execution of this engagement having become physically impossible in consequence of the development assumed by the war, it is agreed that instructions and powers shall be sent to the Representatives of France, Great Britain, and Sardinia, at Constantinople, to conclude a Convention with the Porte, for the purpose of fixing a new term, which shall not exceed six months.

The Congress then decides that the Commissioners who, by the terms of Article XX of the Treaty of Peace, will have to undertake the demarcation of the new frontier in Bessarabia, shall meet at Galatz on the 6th of May next, and shall execute without delay the mission which will be intrusted to them.

The Plenipotentiaries of Russia declare that the Russian authorities, as soon as this operation shall be concluded, will make over to the Moldavian authorities the portion of territory which, in pursuance of the fresh demarcation, will have to be annexed to Moldavia. It is understood that this cession takes place in exchange for, and shall coincide with, the evacuation of the Russian territories by the allied armies.

The Earl of Clarendon remarks that in order to hasten the evacuation of the Crimea, it would be advantageous that the vessels of the allied Powers should have the power of freely entering the harbour of Sebastopol; this facility, in the opinion of the first Plenipotentiary of Great Britain, would accelerate the embarkation of men and material by several weeks.

The Plenipotentiaries of Russia reply that they will take the orders of their Court in this respect.

Count Walewski says that it is proper to take up the question of the instructions intended for the Commissioners who will be required to repair to the Principalities to investigate, according to the provisions of Article XXIII of the Treaty of Peace, the present state of those Provinces, and to propose the bases of their future organisation. He states that those instructions might be drawn up in general terms; that in fixing the object of the mission of the Commissioners, such as it had been defined by the Treaty itself, they must leave them the latitude necessary for obtaining information and for qualifying themselves to perform in a complete and satisfactory manner, the task which will be intrusted to them. It seems to him that this opinion may the more readily be adopted by the Congress, inasmuch as the firman ordaining the convocation of the Divans *ad hoc*, is, according to Protocol No. 14, to be concerted with the Representatives of the Contracting Powers at Constantinople, and drawn up in such a manner as to provide for the entire execution of the Article of the Treaty which determines the composition of those bodies. He is finally of opinion that the drawing up of these instructions, which could not be prepared by the Congress, should be intrusted to a Commission selected from among its members.

The Congress agrees, and the Commission is composed of the first Plenipotentiary of Turkey, and of the second Plenipotentiaries of France and of Great Britain.

The Congress, after a further examination, and considering that it would be advantageous to modify the decision which it had taken on this same subject in the sitting of March 30, adopts the following resolutions:—

In the ratifications of the General Treaty, that Treaty shall be followed word for word and *in extenso* by the Additional Article and the three Conventions annexed; but the ratification shall apply to the General Treaty and the Additional Article, in the following terms: “We, &c., having seen and examined the said Treaty, and the said Additional and Transitory Article, have approved and do approve them in all and each of the provisions contained in them,” &c. These ratifications shall be exchanged in six copies for each Contracting Power.

The Convention respecting the light vessels shall be ratified between the Porte and Russia.

The Convention respecting the Straits shall be ratified between the Porte, on the one part, which shall present six copies, and the other Powers on the

other part, who, not having to exchange ratifications between themselves, will simply have to ratify with the Porte, and consequently to present a single copy.

The Convention respecting Aland shall be ratified between France and England, on the one part, who shall produce each one copy intended for Russia, and Russia on the other part, who will have to produce two copies.

(The signatures follow.)

Protocole No. 22.—Séance du 8 Avril, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte de Clarendon rappelle que, dans la dernière réunion, et attendu que tous les Plénipotentiaires n'étaient pas encore en mesure d'accéder à d'autres propositions, le Congrès s'est borné à convenir de la levée des blocus. Il annonce que les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne sont aujourd'hui autorisés à faire savoir que les décisions restrictives imposées, à l'occasion de la guerre, au commerce et à la navigation, sont à la veille d'être rapportées.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ayant renouvelé la déclaration analogue qu'ils ont faite dans la séance du 4 Avril, et tous les autres Plénipotentiaires ayant émis un avis favorable, le Congrès arrête que toutes les mesures, sans distinction, prises à l'origine ou en vue de la guerre, et ayant pour objet de suspendre le commerce et la navigation avec l'Etat ennemi, sont abrogées, et qu'en tout ce qui concerne soit les transactions commerciales, sans en excepter la contrebande de guerre, soit les expéditions de marchandises et le traitement des bâtiments de commerce, les choses sont rétablies partout à dater de ce jour, sur le pied où elles se trouvaient avant la guerre.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie annoncent qu'ils ont reçu l'ordre de déclarer, en réponse à la demande qui leur en a été faite, que le port de Sébastopol sera ouvert aux bâtiments des Puissances alliées afin d'accélérer l'embarquement de leurs troupes et de leur matériel.

Ils ajoutent que les instructions qui leur sont parvenues leur permettent d'assurer que l'évacuation du territoire Ottoman en Asie par l'armée Russe, commencera immédiatement après l'échange des ratifications ; qu'il sera procédé, dès que la saison et l'état des routes le permettront, au transport des magasins et du matériel de guerre, et que le mouvement général de l'armée Russe s'opérera simultanément avec celui des alliés, et se terminera à la même époque et dans les délais fixés pour l'évacuation des autres territoires.

Au nom de la Commission chargée d'en proposer la rédaction, M. le Baron de Bourqueney donne lecture d'un projet d'instructions destinées aux Commissaires qui devront se rendre dans les Principautés, aux termes de l'Article XXIII du Traité de Paix.

M. le Comte de Clarendon fait remarquer que le Congrès s'est avant tout proposé, en s'occupant des Provinces Danubiennes, de provoquer l'expression, librement émise, des voeux des populations, et que cet objet pourrait ne pas se réaliser si les Hospodars restaient en possession des pouvoirs dont ils disposent, et qu'il y aurait lieu peut-être de rechercher une combinaison de nature à assurer une liberté complète aux Divans *ad hoc*.

M. le premier Plénipotentiaire de l'Autriche répond qu'on ne doit toucher à l'administration, dans un moment de transition comme celui que les Principautés vont traverser, qu'avec une extrême réserve, et que ce serait tout compromettre que de mettre fin à tous les pouvoirs avant d'en avoir constitué de nouveaux ; que c'est à la Porte, dans tous les cas, que le Congrès devrait laisser le soin de prendre les mesures qui pourraient être jugées nécessaires.

Aali Pacha expose que l'administration actuelle ne présente pas, peut-être,

toutes les garanties que le Congrès pourrait désirer ; mais qu'on s'exposerait à tomber dans l'anarchie, si on tentait de sortir de l'ordre légal.

Lord Clarendon représente qu'il n'entend nullement proposer le renversement de tous les pouvoirs ; et, avec d'autres Plénipotentiaires, il rappelle que l'autorité des Hospodars actuels touche au terme fixé par l'arrangement qui la leur a confiée, et que, pour rester dans les limites de l'ordre légal, il y a précisément lieu d'aviser.

Plusieurs Plénipotentiaires rappellent également que la Loi Organique prévoit l'interruption du pouvoir des Hospodars.

Après ces explications, le Congrès décide qu'il s'en réfère à la Sublime Porte pour prendre, s'il y a lieu, à l'expiration des pouvoirs des Hospodars actuels, les mesures nécessaires et propres à remplir les intentions du Congrès, en combinant la libre expression des vœux des Divans avec le maintien de l'ordre et le respect de l'état légal.

Sur la proposition de MM. les premiers Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de la France, et pour prévenir tout conflit ou des discussions regrettables, il est également convenu que le firman qui doit ordonner la convocation des Divans *ad hoc* fixera les règles qui devront être suivies en ce qui concerne la présidence de ces assemblées, et le mode de leurs délibérations.

Après avoir pris ces résolutions, le Congrès adopte, sauf quelques modifications qui y sont introduites, les instructions dont M. le Baron Bourqueney a présenté le projet, et qui sont annexées au présent Protocole.*

M. le Comte Walewski dit qu'il est à désirer que les Plénipotentiaires, avant de se séparer, échangent leurs idées sur différents sujets qui demandent des solutions, et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir de nouvelles complications. Quoique réuni spécialement pour régler la question d'Orient, le Congrès, selon M. le premier Plénipotentiaire de la France, pourrait se reprocher de ne pas avoir profité de la circonstance qui met en présence les Représentants des principales Puissances de l'Europe, pour élucider certaines questions, poser certains principes, exprimer des intentions, faire enfin certaines déclarations, toujours et uniquement dans le but d'assurer, pour l'avenir, le repos du monde, en dissipant, avant qu'ils ne soient devenus menaçants, les nuages qu'on voit encore poindre à l'horizon politique.

On ne saurait disconvenir, dit-il, que la Grèce ne soit dans une situation anormale. L'anarchie à laquelle a été livré ce pays, a obligé la France et l'Angleterre à envoyer des troupes au Pirée dans un moment où leurs armées ne manquaient cependant pas d'occupations. Le Congrès sait dans quel état était la Grèce ; il n'ignore pas non plus que celui dans lequel elle se trouve aujourd'hui est loin d'être satisfaisant. Ne serait-il pas utile, dès lors, que les Puissances représentées au Congrès manifestassent le désir de voir les trois Cours protectrices prendre en mûre considération la situation déplorable du Royaume qu'elles ont créé, en avisant aux moyens d'y pourvoir ?

M. le Comte Walewski ne doute pas que Lord Clarendon ne se joigne à lui pour déclarer que les deux Gouvernements attendent avec impatience le moment où il leur sera permis de faire cesser une occupation à laquelle, cependant, ils ne sauraient mettre fin sans de très-sérieux inconvénients, tant qu'il ne sera pas apporté des modifications réelles dans l'état des choses en Grèce.

M. le premier Plénipotentiaire de la France rappelle ensuite que les Etats Pontificaux sont également dans une situation anormale ; que la nécessité de ne pas laisser le pays livré à l'anarchie a déterminé la France, aussi bien que l'Autriche, à répondre à la demande du Saint Siège, en faisant occuper Rome par ses troupes, tandis que les troupes Autrichiennes occupaient les Légations.

Il expose que la France avait un double motif de déférer sans hésitation à la demande du Saint Siège : comme Puissance Catholique et comme Puissance Européenne. Le titre de fils ainé de l'Eglise dont le Souverain de la France se glorifie, fait un devoir à l'Empereur de prêter aide et soutien au Souverain Pontife ; la tranquillité des Etats Romains et celle de toute l'Italie touche de trop près au maintien de l'ordre social en Europe pour que la France n'ait pas un intérêt majeur à l'assurer par tous les moyens en son pouvoir. Mais, d'un autre côté, on ne saurait méconnaître ce qu'il y a d'anormal dans la situation d'une Puissance qui, pour se maintenir, a besoin d'être soutenue par des troupes étrangères.

M. le Comte Walewski n'hésite pas à déclarer, et il espère que M. le Comte

* The Commission not having yet been appointed, it was agreed by the Congress that these instructions should not at present be made public.

Buol s'associera à cette déclaration, que non seulement la France est prête à retirer ses troupes, mais qu'elle désire vivement les rappeler aussitôt qu'on pourra le faire sans inconvenient pour la tranquillité intérieure du pays et pour l'autorité du Gouvernement Pontifical, à la prospérité duquel l'Empereur, son auguste Souverain, prend le plus vif intérêt.

M. le premier Plénipotentiaire de la France représente combien il est à désirer pour l'équilibre Européen que le Gouvernement Romain se consolide assez fortement pour que les troupes Françaises et Autrichiennes puissent évacuer, sans inconvenient, les Etats Pontificaux, et il croit qu'un vœu exprimé dans ce sens pourrait ne pas être sans utilité. Il ne doute pas, dans tous les cas, que les assurances qui seraient données par la France et par l'Autriche sur leurs véritables intentions à cet égard, n'exercent une heureuse influence.

Poursuivant le même ordre d'idées, M. le Comte Walewski se demande s'il n'est pas à souhaiter que certains Gouvernements de la Péninsule Italique, par des actes de clémence bien entendues, et en appelant à eux les esprits égarés et non pervertis, mettent fin à un système qui va directement contre son but et qui, au lieu d'atteindre les ennemis de l'ordre public, a pour effet d'affaiblir les Gouvernements, et de donner des partisans à la démagogie. Dans son opinion, ce serait rendre un service signalé au Gouvernement des Deux Siciles, aussi bien qu'à la cause de l'ordre dans la Péninsule Italienne, que d'éclairer ce Gouvernement sur la fausse voie dans laquelle il s'est engagé. Il pense que des avertissements, conçus dans ce sens et provenant des Puissances représentées au Congrès, seraient d'autant mieux accueillis par le Gouvernement Napolitain que ce dernier ne saurait mettre en doute les motifs qui les auraient dictés.

M. le premier Plénipotentiaire de la France dit ensuite qu'il doit appeler l'attention du Congrès sur un sujet qui, bien que concernant plus particulièrement la France, n'en est pas moins d'un grand intérêt pour toutes les Puissances Européennes ; il croit superflu de dire qu'on imprime chaque jour en Belgique les publications les plus injurieuses, les plus hostiles, contre la France et son Gouvernement ; qu'on y prêche ouvertement la révolte et l'assassinat ; il rappelle que, recemment encore, des journaux Belges ont osé préconiser la société dite "La Marianne," dont on sait les tendances et l'objet ; que toutes ces publications sont autant de machines de guerre dirigées contre le repos et la tranquillité de la France par les ennemis de l'ordre social, qui, forts de l'impunité qu'ils trouvent à l'abri de la législation Belge, conservent l'espoir de parvenir enfin à réaliser leurs coupables desseins.

M. le Comte Walewski déclare que l'intention et l'unique désir du Gouvernement de l'Empereur sont de conserver les meilleurs rapports avec la Belgique ; il se hâte d'ajouter que la France n'a qu'à se louer du Gouvernement Belge, et de ses efforts pour atténuer un état de choses qu'il n'est pas à même de changer, sa législation ne lui permettant ni de réprimer les excès de la presse, ni de prendre l'initiative d'une réforme devenue absolument indispensable. Nous regretterions, dit-il, d'être obligés de faire comprendre nous-mêmes à la Belgique la nécessité rigoureuse de modifier une législation qui ne permet pas à son Gouvernement de remplir le premier des devoirs internationaux, celui de ne pas porter atteinte, et de ne pas laisser porter atteinte, à la tranquillité intérieure des Etats voisins. Les représentations adressées par le plus fort au moins fort ressemblent trop à la menace, et c'est là ce que nous voulons éviter. Mais si les Représentants des Grandes Puissances de l'Europe, appréciant au même point de vue que nous cette nécessité, trouvaient utile d'émettre leur opinion à cet égard, il est plus que probable que le Gouvernement Belge, s'appuyant sur tous les gens raisonnables en Belgique, se trouverait en mesure de mettre fin à un état de choses qui ne peut manquer, tôt ou tard, de faire naître des difficultés, et même des dangers réels, qu'il est de l'intérêt de la Belgique de conjurer d'avance.

M. le Comte Walewski propose au Congrès de terminer son œuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable dans le droit international, et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance.

Le Congrès de Westphalie, ajoute-t-il, a consacré la liberté de conscience, le Congrès de Vienne l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves.

Il serait vraiment digne du Congrès de Paris de poser les bases d'un droit maritime uniforme en temps de guerre, en ce qui concerne les neutres. Les quatre principes suivants attendraient complètement ce but :—

1. Abolition de la course;

2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contre bande de guerre;

3. La marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable même sous pavillon ennemi;

4. Les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs.

Ce serait certes là un beau résultat auquel aucun de nous ne saurait être indifférent.

M. le Comte de Clarendon, partageant les opinions émises par M. le Comte Walewski, déclare que, comme la France, l'Angleterre entend rappeler les troupes qu'elle a été dans l'obligation d'envoyer en Grèce, dès qu'elle pourra le faire sans inconvénient pour la tranquillité publique. Mais qu'il faut d'abord combiner des garanties solides pour le maintien d'un ordre de choses satisfaisant. Selon lui, les Puissances Protectrices pourront s'entendre sur le remède qu'il est indispensable d'apporter à un système préjudiciable au pays et qui s'est complètement éloigné du but qu'elles s'étaient proposé en y établissant une monarchie indépendante pour le bien-être et la prospérité du peuple Grec.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne rappelle que le Traité du 30 Mars ouvre une ère nouvelle; qu'ainsi que l'Empereur le disait au Congrès, en le recevant après la signature du Traité, cette ère est celle de la paix; mais que pour être conséquent, on ne devait rien négliger pour rendre cette paix solide et durable; que représentant les principales Puissances de l'Europe, le Congrès manquerait à son devoir, si, en se séparant, il consacrait par son silence des situations qui nuisent à l'équilibre politique, et qui sont loin de mettre la paix à l'abri de tout danger dans un des pays les plus intéressants de l'Europe.

Nous venons, continue M. le Comte de Clarendon, de pourvoir à l'évacuation des différents territoires occupés par les armées étrangères pendant la guerre; nous venons de prendre l'engagement solennel d'effectuer cette évacuation dans le plus bref délai; comment pourrions-nous ne pas nous préoccuper des occupations qui ont eu lieu avant la guerre, et nous abstenir de rechercher les moyens d'y mettre fin?

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne ne croit pas utile de s'enquérir des causes qui ont amené des armées étrangères sur plusieurs points de l'Italie, mais il pense, qu'en admettant même que ces causes étaient légitimes, il n'est pas moins vrai, dit-il, qu'il en résulte un état anormal, irrégulier, qui ne peut être justifié que par une nécessité extrême, et qui doit cesser dès que cette nécessité ne se fait plus impérieusement sentir; que cependant, si on ne travaille pas à mettre un terme à cette nécessité, elle continuera d'exister; que si on se contente de s'appuyer sur la force armée, au lieu de chercher à porter remède aux justes causes du mécontentement, il est certain qu'on rendra permanent un système peu honorable pour les Gouvernements et regrettable pour les peuples. Il pense que l'administration des Etats Romains offre des inconvénients d'où peuvent naître des dangers que le Congrès a le droit de chercher à conjurer; que les négliger, ce serait s'exposer à travailler au profit de la révolution que tous les Gouvernements condamnent et veulent prévenir. Le problème qu'il est urgent de résoudre, consiste à combiner, croit-il, la retraite des troupes étrangères avec le maintien de la tranquillité, et cette solution repose dans l'organisation d'une administration qui, en faisant renaître la confiance, rendrait le Gouvernement indépendant de l'appui étranger; cet appui ne réussissant jamais à maintenir un Gouvernement auquel le sentiment public est hostile, et il en résultera, dans son opinion, un rôle que la France et l'Autriche ne voudraient pas accepter pour leurs armées. Pour le bien-être des Etats Pontificaux comme dans l'intérêt de l'autorité souveraine du Pape, il serait donc utile, selon lui, de recommander la sécularisation du Gouvernement et l'organisation d'un système administratif en harmonie avec l'esprit du siècle et ayant pour but le bonheur du peuple. Il admet que cette réforme présenterait peut-être, à Rome même, en ce moment, certaines difficultés; mais il croit qu'elle pourrait s'accomplir facilement dans les Légations.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne fait remarquer que, depuis huit ans, Bologne est en état de siège, et que les campagnes sont tourmentées par le brigandage: on peut espérer, pense-t-il, qu'en constituant dans cette partie des Etats Romains un régime administratif et judiciaire, à la fois laïque et séparé, et qu'en y organisant une force armée nationale, la sécurité et

la confiance s'y rétabliraient rapidement, et que les troupes Autrichiennes pourraient se retirer avant peu sans qu'on eût à redouter le retour de nouvelles agitations ; c'est, du moins, une expérience qu'à son sens on devrait tenter, et ce remède offert à des maux incontestables devrait être soumis par le Congrès à la sérieuse considération du Pape.

En ce qui concerne le Gouvernement Néapolitain, M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne désire imiter l'exemple que lui a donné M. le Comte Walewski, en passant sous silence des actes qui ont eu un si facheux retentissement. Il est d'avis qu'on doit sans nul doute reconnaître en principe qu'aucun Gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres Etats, mais il croit qu'il est des cas où l'exception à cette règle devient également un droit et un devoir. Le Gouvernement Néapolitain lui semble avoir conféré ce droit et imposé ce devoir à l'Europe ; et puisque les Gouvernements représentés au Congrès veulent tous au même degré soutenir le principe monarchique et repousser la révolution, on doit éléver la voix contre un système qui entretient au sein des masses, au lieu de chercher à l'apaiser, l'effervescence révolutionnaire. "Nous ne voulons pas," dit-il, "que la paix soit troublée, et il n'y a pas de paix sans justice ; nous devons donc faire parvenir au Roi de Naples le vœu du Congrès pour l'amélioration de son système de gouvernement—vœu qui ne saurait rester stérile—et lui demander une amnistie en faveur des personnes qui ont été condamnées ou qui sont détenues sans jugement pour délits politiques."

Quant aux observations présentées par M. le Comte Walewski sur les excès de la presse Belge, et les dangers qui en résultent pour les pays limitrophes, les Plénipotentiaires de l'Angleterre en reconnaissent l'importance ; mais, représentants d'un pays où une presse libre et indépendante est, pour ainsi dire, une des institutions fondamentales, ils ne sauraient s'associer à des mesures de coercition contre la presse d'un autre Etat. M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, en déplorant la violence à laquelle se livrent certains organes de la presse Belge, n'hésite pas à déclarer que les auteurs des exécrables doctrines auxquelles faisait allusion M. le Comte Walewski, que les hommes qui prêchent l'assassinat comme moyen d'atteindre un but politique, sont indignes de la protection qui garantit à la presse sa liberté et son indépendance.

En terminant, M. le Comte de Clarendon rappelle qu'ainsi que la France, l'Angleterre, au commencement de la guerre, a cherché, par tous les moyens, à en atténuer les effets, et que, dans ce but, elle a renoncé, au profit des neutres, durant la lutte qui vient de cesser, à des principes qu'elle avait jusque là invariablement maintenus. Il ajoute que l'Angleterre est disposée à y renoncer définitivement, pourvu que la course soit également abolie pour toujours ; que la course n'est autre chose qu'une piraterie organisée et légale, et que les corsaires sont un des plus grands fléaux de la guerre, et que notre état de civilisation et l'humanité exigent qu'il soit mis fin à un système qui n'est plus de notre temps. Si le Congrès tout entier se ralliait à la proposition de M. le Comte Walewski, il serait bien entendu qu'elle n'engagerait qu'à l'égard des Puissances qui y auraient accédé, et qu'elle ne pourrait être invoquée par les Gouvernements qui auraient refusé de s'y associer.

M. le Comte Orloff fait observer que les pouvoirs dont il a été muni, ayant pour objet unique le rétablissement de la paix, il ne se croit pas autorisé à prendre part à une discussion que ses instructions n'ont pas pu prévoir.

M. le Comte de Buol se félicite de voir les Gouvernements de France et d'Angleterre disposés à mettre fin aussi promptement que possible à l'occupation de la Grèce. L'Autriche, assure-t-il, forme les vœux les plus sincères pour la prospérité de ce Royaume, et elle désire également, comme la France, que tous les pays de l'Europe jouissent, sous la protection du droit public, de leur indépendance politique et d'une complète prospérité. Il ne doute pas qu'une des conditions essentielles d'un état de choses aussi désirable ne réside dans la sagesse d'une législation combinée de manière à prévenir ou à réprimer les excès de la presse, que M. le Comte Walewski a blâmés avec tant de raison en parlant d'un Etat voisin, et dont la répression doit être considérée comme un besoin Européen. Il espère que dans tous les Etats continentaux où la presse offre les mêmes dangers, les Gouvernements sauront trouver, dans leur législation, les moyens de la contenir dans de justes limites, et qu'ils parviendront ainsi à mettre la paix à l'abri de nouvelles complications internationales.

En ce qui concerne les principes de droit maritime dont M. le premier

Plénipotentiaire de la France a proposé l'adoption, M. le Comte de Buol déclare qu'il en apprécie l'esprit et la portée, mais que n'étant pas autorisé par ses instructions à donner un avis sur une matière aussi importante, il doit se borner, pour le moment, à annoncer au Congrès qu'il est prêt à solliciter les ordres de son Souverain.

Mais ici, dit-il, sa tâche doit finir. Il lui serait impossible, en effet, de s'entretenir de la situation intérieure d'Etats indépendants qui ne se trouvent pas représentés au Congrès. Les Plénipotentiaires n'ont reçu d'autre mission que celle de s'occuper des affaires du Levant, et n'ont pas été convoqués pour faire connaître à des Souverains indépendants des vœux relatifs à l'organisation intérieure de leurs pays : les pleins-pouvoirs déposés aux Actes du Congrès en font foi. Les instructions des Plénipotentiaires Autrichiens, dans tous les cas, ayant défini l'objet de la mission qui leur a été confiée, il ne leur serait pas permis de prendre part à une discussion qu'elles n'ont pas prévue.

Pour les mêmes motifs, M. le Comte de Buol croit devoir s'abstenir d'entrer dans l'ordre d'idées abordé par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, et de donner des explications sur la durée de l'occupation des Etats Romains par les troupes Autrichiennes, tout en s'associant, cependant et complètement, aux paroles prononcées par le premier Plénipotentiaire de la France à ce sujet.

M. le Comte Walewski fait remarquer qu'il ne s'agit ni d'arrêter des résolutions définitives, ni de prendre des engagements, encore moins de s'immiscer directement dans les affaires intérieures des Gouvernements représentés ou non représentés au Congrès, mais uniquement de consolider, de compléter l'œuvre de la paix en se préoccupant d'avance des nouvelles complications qui pourraient surgir, soit de la prolongation indéfinie ou non justifiée de certaines occupations étrangères, soit d'un système de rigueurs inopportun et impolitique, soit d'une licence perturbatrice contraire aux devoirs internationaux.

M. le Baron de Hübner répond que les Plénipotentiaires de l'Autriche ne sont autorisés, ni à donner une assurance, ni à exprimer des vœux : la réduction de l'armée Autrichienne dans les Légations dit assez, selon lui, que le Cabinet Impérial à l'intention de rappeler ses troupes dès qu'une semblable mesure sera jugée opportune.

M. le Baron de Manteuffel déclare connaître assez les intentions du Roi son auguste Maître, pour ne pas hésiter à exprimer son opinion, quoiqu'il n'ait pas d'instructions à ce sujet, sur les questions dont le Congrès a été saisi.

Les principes maritimes, dit M. le premier Plénipotentiaire de la Prusse, que le Congrès est invité à s'approprier, ont toujours été professés par la Prusse, qui s'est constamment appliquée à les faire prévaloir ; et il se considère comme autorisé à prendre part à la signature de tout Acte ayant pour objet de les faire admettre définitivement dans le droit public Européen. Il exprime la conviction que son Souverain ne refuserait pas son approbation à l'accord qui s'établirait dans ce sens entre les Plénipotentiaires.

M. le Baron de Manteuffel ne méconnaît nullement la haute importance des autres questions qui ont été débattues ; mais il fait observer qu'on a passé sous silence une affaire d'un intérêt majeur pour sa Cour et pour l'Europe ; il veut parler de la situation actuelle de Neuchâtel. Il fait remarquer que cette Principauté est peut-être le seul point en Europe où, contrairement aux Traité et à ce qui a été formellement reconnu par toutes les Grandes Puissances, domine un pouvoir révolutionnaire, qui méconnaît les droits du Souverain. M. le Baron de Manteuffel demande que cette question soit comprise au nombre de celles qui devrait être examinées. Il ajoute que le Roi, son Souverain, appelle de tous ses vœux la prospérité du Royaume de Grèce, et qu'il désire ardemment voir disparaître les causes qui ont amené la situation anormale créée par la présence des troupes étrangères ; il admet toutefois qu'il pourrait y avoir lieu d'examiner des faits de nature à présenter cette affaire sous son véritable jour.

Quant aux démarches qu'on jugerait utile de faire en ce qui concerne l'état des choses dans le Royaume des Deux Siciles, M. le Baron de Manteuffel fait observer que ces démarches pourraient offrir des inconvénients divers. Il dit qu'il serait bon de se demander si des avis de la nature de ceux qui ont été proposés ne susciteraient pas dans le pays un esprit d'opposition et des mouvements révolutionnaires, au lieu de répondre aux idées qu'on aurait eu en vue de réaliser dans une intention certainement bienveillante. Il ne croit pas devoir entrer dans l'examen de la situation actuelle des Etats Pontificaux. Il se borne

à exprimer le désir qu'il soit possible de placer le Gouvernement dans des conditions qui rendraient désormais superflue l'occupation par des troupes étrangères. M. le Baron de Manteuffel termine en déclarant que le Cabinet Prussien reconnaît parfaitement la funeste influence qu'exerce la presse, subversive de tout ordre régulier, et les dangers qu'elle sème en préchant le régicide et la révolte ; il ajoute que la Prusse participerait volontiers à l'examen des mesures qu'on jugerait convenables pour mettre un terme à ces menées.

M. le Comte de Cavour n'entend pas contester le droit qu'a tout Plénipotentiaire de ne pas prendre part à la discussion d'une question qui n'est pas prévue par ses instructions : il est cependant, croit-il, de la plus haute importance que l'opinion manifestée par certaines Puissances sur l'occupation des Etats Romains soit constatée au Protocole.

M. le premier Plénipotentiaire de la Sardaigne expose que l'occupation des Etats Romains par les troupes Autrichiennes prend tous les jours davantage un caractère permanent ; qu'elle dure depuis sept ans, et que, cependant, on n'aperçoit aucun indice qui puisse faire supposer qu'elle cessera dans un avenir plus ou moins prochain ; que les causes qui y ont donné lieu subsistent toujours ; que l'état du pays qu'elles occupent ne s'est certes pas amélioré, et que, pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que l'Autriche se croit dans la nécessité de maintenir dans toute sa rigueur l'état de siège à Bologne, bien qu'il date de l'occupation elle-même. Il fait remarquer que la présence des troupes Autrichiennes dans les Légations et dans le Duché de Parme détruit l'équilibre politique en Italie, et constitue pour la Sardaigne un véritable danger. Les Plénipotentiaires de la Sardaigne, dit-il, croient donc devoir signaler à l'attention de l'Europe un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes Autrichiennes.

Quant à la question de Naples, M. de Cavour partage entièrement les opinions énoncées par M. le Comte Walewski et par M. le Comte de Clarendon, et il pense qu'il importe au plus haut degré de suggérer des tempéraments qui, en apaisant les passions, rendraient moins difficile la marche régulière des choses dans les autres Etats de la Péninsule.

M. le Baron de Hübner dit, de son côté, que M. le premier Plénipotentiaire de la Sardaigne a parlé seulement de l'occupation Autrichienne et gardé le silence sur celle de la France ; que les deux occupations ont cependant eu lieu à la même époque et dans le même but ; qu'on ne saurait admettre l'argument que M. le Comte de Cavour a tiré de la permanence de l'état de siège à Bologne ; que si un état exceptionnel est encore nécessaire dans cette ville, tandis qu'il a cessé depuis longtemps à Rome et à Ancône, cela semble tout au plus prouver que les dispositions des populations de Rome et d'Ancône sont plus satisfaisantes que celles de la ville de Bologne. Il rappelle qu'il n'y a pas seulement que les Etats Romains, en Italie, qui soient occupés par des troupes étrangères ; que les communes de Menton et de Roquebrune, faisant partie de la Principauté de Monaco, sont, depuis huit ans, occupés par la Sardaigne, et que la seule différence qu'il y a entre les deux occupations, c'est que les Autrichiennes et les Français ont été appelés par le Souverain du pays, tandis que les troupes Sardes ont pénétré, sur le territoire du Prince de Monaco, contrairement à ses vœux, et qu'elles s'y maintiennent malgré les réclamations du Souverain de ce pays.

Répondant à M. le Baron de Hübner, M. le Comte de Cavour dit qu'il désire voir cesser l'occupation Française aussi bien que l'occupation Autrichienne, mais qu'il ne peut s'empêcher de considérer l'une comme bien autrement dangereuse que l'autre pour les Etats Indépendants de l'Italie. Il ajoute qu'un faible corps d'armée, à une grande distance de la France, n'est menaçant pour personne, tandis qu'il est fort inquiétant de voir l'Autriche, appuyée sur Ferrare et sur Plaisance, dont elle étend les fortifications, contrairement à l'esprit sinon à la lettre des Traité de Vienne, s'étendre le long de l'Adriatique jusqu'à Ancône.

Quant à Monaco, M. le Comte de Cavour déclare que la Sardaigne est prête à faire retirer les cinquante hommes qui occupent Menton, si le Prince est en état de rentrer dans ce pays, sans s'exposer aux plus graves dangers. Au reste, il ne croit pas qu'on puisse accuser la Sardaigne d'avoir contribué au renversement de l'ancien Gouvernement, afin d'occuper ces Etats, puisque le Prince n'a pu conserver son autorité que dans la seule ville de Monaco, que la Sardaigne occupait en 1848 en vertu des Traité.

M. le Baron de Brunnow croit devoir signaler une circonstance particulière,

c'est que l'occupation de la Grèce par les troupes alliées a eu lieu pendant la guerre, et que les relations se trouvant heureusement rétablies entre les trois Cours Protectrices, le moment est venu de se concerter sur les moyens de revenir à une situation conforme à l'intérêt commun. Il assure que les Plénipotentiaires de la Russie ont recueilli avec satisfaction et qu'ils transmettront avec empressement à leur Gouvernement les dispositions qui ont été manifestées à cet égard par MM. les Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne, et que la Russie s'associera volontiers, dans un but de conservation et en vue d'améliorer l'état de choses existant en Grèce, à toutes les mesures qui sembleraient propres à réaliser l'objet qu'on s'est proposé en fondant le Royaume Hellénique.

MM. les Plénipotentiaires de la Russie ajoutent qu'ils prendront les ordres de la Cour sur la proposition soumise au Congrès relativement au droit maritime.

M. le Comte Walewski se félicite d'avoir engagé les Plénipotentiaires à échanger leurs idées sur les questions qui ont été discutées. Il avait pensé qu'on aurait pu, utilement peut-être, se prononcer d'une manière plus complète sur quelques-uns des sujets qui ont fixé l'attention du Congrès. "Mais, tel quel," dit-il, "l'échange d'idées qui a eu lieu n'est pas sans utilité."

M. le premier Plénipotentiaire de la France établit qu'il en ressort, en effet :

1. Que personne n'a contesté la nécessité de se préoccuper mûrement d'améliorer la situation de la Grèce, et que les trois Cours Protectrices ont reconnu l'importance de s'entendre entre elles à cet égard.

2. Que les Plénipotentiaires de l'Autriche se sont associés au vœu exprimé par les Plénipotentiaires de la France de voir les Etats Pontificaux, évacués par les troupes Françaises et Autrichiennes aussitôt que faire se pourra sans inconvenient pour la tranquillité du pays et pour la consolidation de l'autorité du Saint Siége.

3. Que la plupart des Plénipotentiaires n'ont pas contesté l'efficacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les Gouvernements de la Péninsule Italienne, et surtout par celui des Deux Siciles.

4. Que tous les Plénipotentiaires, et même ceux qui ont cru devoir réservier le principe de la liberté de la presse, n'ont pas hésité à flétrir hautement les excès auxquels les journaux Belges se livrent impunément, en reconnaissant la nécessité de remédier aux inconvenients réels qui résultent de la licence éffrénée dont il est fait un si grand abus en Belgique.

Qu'enfin l'accueil fait, par tous les Plénipotentiaires, à l'idée de clore leurs travaux par une déclaration de principes en matière de droit maritime, doit faire espérer qu'à la prochaine séance, ils auront reçu de leurs Gouvernements respectifs l'autorisation d'adhérer à un Acte qui, en couronnant l'œuvre du Congrès de Paris, réaliserait un progrès digne de notre époque.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 22.—Sitting of April 8, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,
 " France,
 " Great Britain,
 " Prussia,
 " Russia,
 " Sardinia,
 " Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

The Earl of Clarendon remarks that in the last meeting, and in consequence of the other Plenipotentiaries not being yet in a position to accede to other

propositions, the Congress had confined itself to agreeing upon the raising of the blockades. He announces that the Plenipotentiaries of Great Britain are now authorized to make known that the restrictive decisions imposed on the occasion of the war on commerce and navigation, are on the eve of being revoked.

The Plenipotentiaries of Russia having repeated the corresponding declaration which they made in the sitting of the 4th of April, and all the other Plenipotentiaries having expressed a favourable opinion, the Congress determines that all the measures, without distinction, adopted at the commencement or on the prospect of war, and having for their object to suspend commerce and navigation with the enemy, shall be abrogated, and that in all that concerns either commercial transactions, without excepting from them contraband of war, or the despatch of merchandize, and the treatment of merchant-vessels, matters are everywhere replaced from this date on the footing on which they were before the war.

The Plenipotentiaries of Russia announce that they have received orders to declare, in reply to the request which had been made to them on the subject, that the port of Sebastopol will be opened to the vessels of the allied Powers, in order to accelerate the embarkation of their troops and of their material.

They add, that the instructions which have reached them allow them to give the assurance that the evacuation of the Ottoman territory in Asia by the Russian army, will commence immediately after the exchange of the ratifications; that as soon as the season and the state of the roads shall admit of it, the transport of the magazines and of the material of war will be proceeded with; and that the general movements of the Russian army will be effected simultaneously with that of the allies, and will be concluded at the same time and within the periods fixed for the evacuation of the other territories.

In the name of the Commission charged with the preparation thereof, Baron Bourqueney reads a draft of instructions intended for the Commissioners who will have to proceed to the Principalities, according to the terms of Article XXIII of the Treaty of Peace.

The Earl of Clarendon remarks that the Congress, in taking up the question of the Danubian Principalities, proposed to itself as a primary object to elicit the expression, freely uttered, of the wishes of the people, and that this object might possibly not be realized if the Hospodars remained in possession of the powers now at their command, and it might possibly be proper to devise some arrangement calculated to ensure complete freedom to the Divans *ad hoc*.

The first Plenipotentiary of Austria replies that the administration should not be meddled with at a period of transition such as that through which the Principalities are about to pass, unless with extreme caution, and that it would tend to compromise everything if an end were put to all existing powers before fresh ones had been constituted; that in any case the Congress should leave to the Porte the care of adopting the measures which might be deemed necessary.

Aali Pasha states that possibly the existing administration does not offer all the guarantees which the Congress might desire; but that there would be danger of anarchy if any attempt were made to deviate from the legal order.

Lord Clarendon represents that he by no means intends to propose the subversion of the whole of the powers, and, with other Plenipotentiaries, he remarks that the authority of the present Hospodars is approaching the term fixed by the arrangement which entrusted it to them, and that in order to keep within the bounds of legal order, this is precisely the moment for deliberation.

Several Plenipotentiaries likewise remark that the Organic Law anticipates the interruption of the power of the Hospodars.

After these explanations the Congress decides that it leaves to the Sublime Porte to adopt, if occasion arises, on the expiration of the powers of the present Hospodars, the measures which may be necessary and proper for fulfilling the intentions of the Congress, by combining the free expression of the wishes of the Divans with the maintenance of order and respect for the legal state of things.

On the proposal of the first Plenipotentiaries of Great Britain and of France, and in order to prevent any conflict or discussions which might give occasion for regret, it is likewise agreed that the firman which is to decree the convocation of the Divans *ad hoc*, shall fix the rules to be observed in regard to the presidency over those assemblies, and the mode of their deliberations.

After having taken these resolutions the Congress adopts, subject to some

modifications which are inserted in them, the instructions of which M. le Baron Bourqueney presented the project, and which are annexed to the present Protocol.

Count Walewski says that it is desirable that the Plenipotentiaries, before they separate, should interchange their ideas on different subjects which require to be settled, and which it might be advantageous to take up in order to prevent fresh complications. Although specially assembled for settling the Eastern question, the Congress, according to the first Plenipotentiary of France, might reproach itself for not having taken advantage of the circumstance which brings together the Representatives of the principal Powers of Europe, to clear up certain questions, to lay down certain principles, to express intentions, in fine to make certain declarations, always and solely with the view of ensuring the future tranquillity of the world, by dispelling the clouds which are still seen looming on the political horizon before they become menacing.

It cannot be denied, he says, that Greece is in an abnormal state. The anarchy to which that country was a prey, has compelled France and England to send troops to the Piræus at a time when their armies, nevertheless, did not want occupation. The Congress knows in what state Greece was; neither is it ignorant that that in which it now is, is far from being satisfactory. Would it not therefore be advantageous that the Powers represented in the Congress should manifest the wish to see the three protecting Courts take into serious consideration the deplorable situation of the kingdom which they have created, and devise means to make provision for it?

Count Walewski does not doubt that the Earl of Clarendon will join with him in declaring that the two Governments await with impatience the time when they shall be at liberty to terminate an occupation to which nevertheless they are unable without the most serious inconvenience to put an end, so long as real modifications shall not be introduced into the state of things in Greece.

The first Plenipotentiary of France then observes that the Pontifical States are equally in an abnormal state; that the necessity for not leaving the country to anarchy, had decided France as well as Austria to comply with the demand of the Holy See by causing Rome to be occupied by her troops, while the Austrian troops occupied the Legations.

He states that France had a twofold motive for complying without hesitation with the demand of the Holy See, as a Catholic Power and as an European Power. The title of eldest son of the church which is the boast of the Sovereign of France makes it a duty for the Emperor to afford aid and support to the Sovereign Pontiff; the tranquillity of the Roman States and that of the whole of Italy affects too closely the maintenance of social order in Europe for France not to have an overbearing interest in securing it by all the means in her power. But, on the other hand, it is impossible to overlook the abnormal condition of a Power which, in order to maintain itself, requires to be supported by foreign troops.

Count Walewski does not hesitate to declare, and he trusts that Count Buol will join in the declaration, that not only is France ready to withdraw her troops, but that she earnestly desires to recall them so soon as that can be done without inconvenience as regards the internal tranquillity of the country and the authority of the Pontifical Government, in the prosperity of which the Emperor, his august Sovereign, takes the most lively interest.

The first Plenipotentiary of France represents how desirable it is for the balance of power in Europe that the Roman Government should be consolidated in sufficient strength for the French and Austrian troops to be able, without inconvenience, to evacuate the Pontifical States, and he considers that a wish expressed in this sense might not be without advantage. In any case he does not doubt that the assurances which might be given by France and Austria as to their real intentions in this respect would have a salutary influence.

Following up the same order of ideas, Count Walewski asks himself if it is not to be desired that certain Governments of the Italian Peninsula, by well-devised acts of clemency, and by rallying to themselves minds gone astray and not perverted, should put an end to a system which is directly opposed to its object, and which instead of reaching the enemies of public order, has the effect of

* The Commission not having yet been appointed, it was agreed by the Congress that these instructions should not at present be made public.

weakening the Governments, and of furnishing partizans to popular faction. In his opinion it would render a signal service to the Government of the Two Sicilies, as well as to the cause of order in the Italian Peninsula, to enlighten that Government as to the false course in which it is engaged. He is of opinion that warnings conceived in this sense, and proceeding from the Powers represented in the Congress, would be the better received by the Neapolitan Government, as that Government could not doubt the motives which dictated them.

The first Plenipotentiary of France then says that he must call the attention of the Congress to a subject which, although more particularly affecting France, is not the less of great interest for all the Powers of Europe. He considers it superfluous to state that there are every day printed in Belgian publications the most insulting, the most hostile against France and her Government; that revolt and assassination are openly advocated in them; he remarks that quite recently Belgian newspapers have ventured to extol the society called "La Marianne," the tendencies and object of which are known; that all these publications are so many implements of war directed against the repose and tranquillity of France by the enemies of social order, who, relying on the impunity which they find under the shelter of the Belgian legislation, retain the hope of eventually realizing their culpable designs.

Count Walewski declares that the intention and sole desire of the Government of the Empire is to maintain the best relations with Belgium; he readily adds that France has reason to be satisfied with the Belgian Government, and with its efforts to mitigate a state of things which it is unable to alter, its legislation not allowing it either to restrain the excesses of the press, or to take the initiative in a reform which has become absolutely indispensable. We should regret, he says, to be obliged ourselves to make Belgium comprehend the strict necessity for modifying a legislation which does not allow its Government to fulfil the first of international duties—that of not assailing, or allowing to be assailed, the internal tranquillity of the neighbouring States. Representations addressed by the stronger to the less strong have too much the appearance of menace, and that is what we desire to avoid. But if the Representatives of the Great Powers of Europe, viewing in the same light with ourselves this necessity, should find it useful to express their opinion in this respect, it is more than probable that the Belgian Government, relying upon all reasonable persons in Belgium, would be able to put an end to a state of things which cannot fail sooner or later to give rise to difficulties, and even real dangers, which it is the interest of Belgium to avert beforehand.

Count Walewski proposes to the Congress to conclude its work by a declaration which would constitute a remarkable advance in international law, and which would be received by the whole world with a sentiment of lively gratitude.

The Congress of Westphalia, he adds, sanctioned liberty of conscience; the Congress of Vienna the abolition of the Slave Trade and the freedom of the navigation of rivers.

It would be truly worthy of the Congress of Paris to lay down the basis of an uniform maritime law in time of war as regards neutrals. The four following principles would completely effect that object:—

1. The abolition of privateering;
2. The neutral flag covers enemy's goods except contraband of war;
3. Neutral goods, except contraband of war, are not liable to capture even under enemy's flag;
4. Blockades are not binding except in so far as they are effective.

This would indeed be a glorious result, to which none of us could be indifferent.

The Earl of Clarendon sharing the opinions expressed by Count Walewski, declares that, like France, England proposes to recall the troops which she was obliged to send to Greece so soon as she shall be able to do so without inconvenience to the public tranquillity; but that it is necessary, in the first instance, to provide solid guarantees for the maintenance of a satisfactory state of things. According to him the Protecting Powers may agree among themselves upon the remedy which it is indispensable to apply to a system injurious to the country, and which has altogether departed from the object which they had proposed to themselves, when establishing there an independent monarchy, for the well-being and the prosperity of the Greek people.

The first Plenipotentiary of Great Britain remarks that the Treaty of March 30 opens a new era; that as the Emperor had said to the Congress on receiving it after the signature of the Treaty, this era is that of peace; but in order to be consistent nothing should be omitted to render that peace solid and lasting; that, representing the principal Powers of Europe, the Congress would fail in its duty if, on separating, it sanctioned by its silence a state of things which is injurious to the political equilibrium, and which is far from securing peace from all danger in one of the most interesting countries of Europe.

We have just provided, continues the Earl of Clarendon, for the evacuation of the different territories occupied by foreign armies during the war; we have just taken the solemn engagement to effect the evacuation within the shortest period; how would it be possible for us not seriously to advert to occupations which took place before the war, and to abstain from devising means for putting an end to them?

The first Plenipotentiary of Great Britain does not consider it of any use to inquire as to the causes which have brought in foreign armies upon various points of Italy, but he considers that even admitting that those causes were legitimate, it is not the less true, he says, that the result is an abnormal and irregular state of things, which can be justified only by extreme necessity, and which should come to an end as soon as that necessity is no longer imperiously felt; that nevertheless, if endeavours are not made to put an end to that necessity, it will continue to exist; that if we are content to depend upon the armed force instead of seeking to apply a remedy to the just causes of discontent, it is certain that a system little honourable for the Governments, and lamentable for the people, will be perpetuated. He conceives that the administration of the Roman States presents inconveniences from whence dangers may arise which the Congress has the right to attempt to avert; that to neglect them would be to run the risk of labouring for the benefit of the revolution which all the Governments condemn and wish to prevent. The problem which it is a matter of urgency to solve, consists, he conceives, in combining the retreat of the foreign troops with the maintenance of tranquillity, and the solution depends on the organisation of an administration which by reviving confidence would render the Government independent of foreign support; that support never succeeding in maintaining a Government to which the public sentiment is hostile, and there would result from it, in his opinion, a part which France and Austria would not wish their armies to perform. For the well-being of the Pontifical States, as also for the interest of the sovereign authority of the Pope, it would therefore, in his opinion, be advantageous to recommend the secularisation of the Government, and the organisation of an administrative system in harmony with the spirit of the age, and having for its object the happiness of the people. He admits that this reform might perhaps offer in Rome itself, at the present moment, certain difficulties; but he thinks that it might easily be accomplished in the Legations.

The first Plenipotentiary of Great Britain observes that for the last eight years Bologna has been in a state of siege, and that the rural districts are harassed by brigands: it may be hoped, he thinks, that by establishing in this part of the Roman States an administrative and judicial system, at once secular and distinct, and that by organizing there a national armed force, security and confidence would rapidly be restored, and the Austrian troops might shortly withdraw without having to apprehend the return of fresh troubles; it is at least an experiment which, in his opinion, ought to be attempted, and this remedy proposed for indisputable evils ought to be submitted by the Congress to the serious consideration of the Pope.

As regards the Neapolitan Government, the first Plenipotentiary of Great Britain is desirous of imitating the example given him by Count Walewski by passing over in silence acts which have obtained such grievous notoriety. He is of opinion that it must doubtless be admitted in principle that no Government has the right to interfere in the internal affairs of other States, but he considers there are cases in which the exception to this rule becomes equally a right and a duty. The Neapolitan Government seems to him to have conferred this right, and to have imposed this duty upon Europe; and as the Governments represented in the Congress are all equally desirous to support the monarchical principle and to repel revolution, it is a duty to lift up the voice against a system which keeps up revolutionary ferment among the masses instead of seeking to moderate

it. "We do not wish," he says, "that peace should be disturbed, and there is no peace without justice ; we ought then to make known to the King of Naples the wish of the Congress for the amelioration of his system of Government—a wish which cannot remain without effect—and require of him an amnesty in favour of the persons who have been condemned or who are imprisoned without trial for political offences."

As regards the observations offered by Count Walewski on the excesses of the Belgian press, and the dangers which result therefrom for the adjoining countries, the Plenipotentiaries of England admit their importance ; but as the Representatives of a country in which a free and independent press is, so to say, one of the fundamental institutions, they cannot associate themselves to measures of coercion against the press of another State. The first Plenipotentiary of Great Britain, while deplored the violence in which certain organs of the Belgian press indulge, does not hesitate to declare that the authors of the execrable doctrines to which Count Walewski alludes, the men who preach assassination as the means of attaining a political object, are undeserving of the protection which guarantees to the press its liberty and its independence.

In concluding, the Earl of Clarendon observes that, like France, England at the commencement of the war sought by every means to mitigate its effects, and that with this view she renounced, for the benefit of neutrals during the struggle which has now come to an end, principles which up to that time she had invariably maintained. He adds, that England is disposed to renounce them definitively, provided that privateering is equally abolished for ever ; that privateering is nothing else than an organized and legal piracy, and that privateers are one of the greatest scourges of war, and our condition of civilization and humanity requires that an end should be put to a system which is no longer suitable to the present day. If the whole of the Congress were to adopt the proposition of Count Walewski, it should be well understood that it would only be binding in regard to the Powers who may accede to it, and that it could not be appealed to by Governments who may refuse their accession.

Count Orloff observes that the powers with which he is furnished having for their sole object the restoration of peace, he does not consider himself authorized to take part in a discussion which his instructions had not provided for.

Count Buol congratulates himself on seeing the Governments of France and England disposed to put an end, as speedily as possible, to the occupation of Greece. Austria, he gives the assurance, wishes most sincerely for the prosperity of that kingdom, and is equally desirous with France that all the States of Europe should enjoy, under the protection of public law, their political independence and complete prosperity. He does not doubt that one of the essential conditions of so desirable a state of things exists in the wisdom of a legislation so combined as to prevent or repress the excesses of the press which Count Walewski, with so much reason, has blamed, when speaking of a neighbouring State, and the repression of which must be considered as an European necessity. He hopes that in all the States of the Continent where the press presents the same dangers, the Governments will be able to find in their legislation the means of restraining it within proper limits, and that they will thus be enabled to secure peace against fresh international complications.

As regards the principles of maritime law which the first Plenipotentiary of France has proposed for adoption, Count Buol declares that he appreciates their spirit and bearing, but that not being authorized by his instructions to express an opinion upon a matter of such importance, he must, for the time, confine himself to announcing to the Congress that he is prepared to request the orders of his Sovereign.

But here, he says, his task must end. It would be impossible for him, indeed, to discuss the internal situation of independent States, which are not represented at the Congress. The Plenipotentiaries have received no other commission than to apply themselves to the affairs of the Levant, and they have not been convened for the purpose of making known to independent Sovereigns wishes in regard to the internal organization of their States ; the full powers deposited among the acts of the Congress prove this. The instructions of the Austrian Plenipotentiaries, at all events, having defined the object of the mission which has been intrusted to them, they would not be at liberty to take part in a discussion which those instructions have not anticipated.

For the same reasons, Count Buol conceives that he must abstain from entering into the order of ideas adverted to by the first Plenipotentiary of Great Britain, and from giving explanations upon the duration of the occupation of the Roman States by the Austrian troops, although adhering entirely and completely to the words uttered by the first Plenipotentiary of France on this subject.

Count Walewski observes that there is no question either of adopting definitive resolutions or of entering into engagements, still less of interfering directly with the internal affairs of Governments represented or not represented at the Congress, but merely of consolidating, of completing the work of peace, by taking into serious consideration beforehand the fresh complications which might arise, either from the indefinite and unjustifiable prolongation of certain foreign occupations, or from an unseasonable and impolitic system of severity, or from a turbulent licentiousness at variance with international duties.

Baron Hübner replies that the Plenipotentiaries of Austria are not authorized either to give an assurance or to express wishes: the reduction of the Austrian army in the Legations sufficiently shows, in his opinion, that the Imperial Cabinet intends to withdraw its troops as soon as such a measure shall be considered opportune.

Baron Manteuffel declares that he knows enough of the intentions of the King, his august Master, not to hesitate to express his opinion on the questions on which the Congress is engaged, although he has no instructions on the subject.

The maritime principles, says the first Plenipotentiary of Prussia, which the Congress is invited to adopt, have always been professed by Prussia, who has constantly exerted herself to obtain their recognition; and he considers himself authorized to take part in the signature of any Act having for its object their definitive admission into the public law of Europe. He expresses his conviction that his Sovereign would not withhold his approval from the agreement which might be established in this sense among the Plenipotentiaries.

Baron Manteuffel by no means overlooks the great importance of the other questions which have been discussed, but he observes that an affair of the utmost interest for his Court and for Europe has been passed over in silence; he refers to the present situation of Neufchâtel. He remarks that this Principality is, perhaps, the only point in Europe where, in contradiction to Treaties and to what has been formally recognised by all the great Powers, a revolutionary power which disregards the rights of the sovereign, holds sway. Baron Manteuffel demands that this question should be included in the number of those to be inquired into. He adds that the King, his Sovereign, anxiously wishes for the prosperity of the Kingdom of Greece, and that he ardently desires to witness the disappearance of the causes which have produced the abnormal state of things occasioned by the presence of foreign troops; he admits, however, that it might be proper to examine into circumstances calculated to present this matter in its true light.

As for the steps which it might be considered advantageous to take, in what relates to the state of affairs in the Kingdom of the Two Sicilies, Baron Manteuffel observes that such steps might present various inconveniences. He says that it might be well to ask one's self whether admonitions such as those which have been proposed, would not excite in the country a spirit of opposition and revolutionary movements, instead of answering to the ideas which it had been contemplated to carry out, certainly with a benevolent intention. He does not deem it proper to enter upon an examination of the actual situation of the Pontifical States. He confines himself to expressing the desire that it may be possible to place the Government in a condition which would henceforth render superfluous the occupation of foreign troops. Baron Manteuffel concludes by declaring that the Prussian Cabinet fully admits the pernicious influence exercised by the press, subversive of all regular order, and the dangers which it propagates by preaching up regicide and revolt; he adds, that Prussia would voluntarily take part in the inquiry into the measures which might be deemed suitable for putting an end to such practices.

Count Cavour does not mean to question the right of each Plenipotentiary not to take part in the discussion of a question which is not contemplated by his instructions; it is nevertheless, he thinks, of the utmost importance that the opinion manifested by certain Powers, in regard to the occupation of the Roman States, should be recorded in the Protocol.

The first Plenipotentiary of Sardinia states that the occupation of the Roman States by the Austrian troops assumes every day more of a permanent character ; that it has lasted seven years, and that, nevertheless, no indication appears which would lead to the supposition that it will cease at a more or less early period ; that the causes which gave rise to it are still in existence ; that the state of the country which they occupy is, assuredly, not improved, and that in order to be satisfied of this, it is enough to remark that Austria considers herself obliged to maintain, in its utmost severity, the state of siege at Bologna, although it dates from the occupation itself. He observes that the presence of the Austrian troops in the Legations and in the Duchy of Parma, destroys the balance of power in Italy, and constitutes a real danger for Sardinia. The Plenipotentiaries of Sardinia, he says, deem it, therefore, a duty to point out to the attention of Europe a state of things so abnormal as that which results from the indefinite occupation of a great part of Italy by Austrian troops.

As regards the question of Naples, Count Cavour shares entirely the opinions expressed by Count Walcowski and the Earl of Clarendon, and he conceives that it is in the highest degree important to suggest modifications which, by appeasing passions, would render less difficult the regular progress of affairs in the other States of the Peninsula.

Baron Hübner, on his part, says that the first Plenipotentiary of Sardinia has spoken only of the Austrian occupation, and kept silence in regard to that of France ; that nevertheless the two occupations took place at the same time and with the same object ; that it was impossible to admit the argument drawn by Count Cavour, from the permanency of the state of siege at Bologna ; that if an exceptional state of things is still necessary in that city while it has long since ceased at Rome and Ancona, this appears at the utmost to prove that the dispositions of the people of Rome and of Ancona are more satisfactory than those of the city of Bologna. He remarks that in Italy it is not only the Roman States which are occupied by foreign troops ; that the Communes of Menton and of Roquebrune, forming part of the Principality of Monaco, have been for the last eight years occupied by Sardinia, and that the only difference which exists between the two occupations is, that the Austrians and the French were invited by the Sovereign of the country, while the Sardinian troops entered the territory of the Prince of Monaco contrary to his wishes, and maintain themselves therein, notwithstanding the remonstrances of the Sovereign of the country.

In reply to Baron Hübner, Count Cavour says that he is desirous that the French occupation should cease as well as the Austrian, but that he cannot help considering the one as being far more dangerous than the other for the independent States of Italy. He adds, that a small corps d'armée, at a great distance from France, is menacing for no one ; whereas it is very alarming to see Austria resting on Ferrara and on Placentia, the fortifications of which she is enlarging, contrary to the spirit if not to the letter of the Treaties of Vienna, and extending herself along the Adriatic as far as Ancona.

As for Monaco, Count Cavour declares that Sardinia is ready to withdraw the fifty men who occupy Menton, if the Prince is in a condition to return to the country without exposing himself to the most serious dangers. Besides, he does not consider that Sardinia can be accused of having contributed to the overthrow of the ancient Government, in order to occupy those States, since the Prince has not been able to maintain his authority in the single town of Monaco, which Sardinia occupied in 1848, in virtue of the Treaties.

Baron Brunnow thinks it is his duty to point out a particular circumstance, that the occupation of Greece by the allied troops took place during the war, and that relations being happily reestablished between the three Protecting Courts, the time is arrived for coming to an understanding as to the means of reverting to a situation in conformity with the common interest. He gives the assurance that the Plenipotentiaries of Russia have received with satisfaction, and will eagerly transmit to their Government, the intentions manifested in this respect by the Plenipotentiaries of France and of Great Britain, and that Russia, with a conservative object and with a view to ameliorate the state of things existing in Greece, will readily join in every measure which may appear calculated to effect the purpose contemplated in the foundation of the Hellenic Kingdom.

The Plenipotentiaries of Russia add, that they will take the orders of their Court upon the proposal submitted to the Congress relative to maritime law.

Count Walewski congratulates himself on having induced the Plenipotentiaries to interchange their ideas on the questions which have been discussed. He had supposed that it might have been possible, perhaps with advantage, to express themselves in a more complete manner on some of the subjects which have fixed the attention of the Congress. "But such as it is," he says, "the interchange of ideas which has taken place, is not without advantage."

The first Plenipotentiary of France states that the result of it is, in effect:—

1. That no one has contested the necessity of seriously deliberating as to the means for improving the situation of Greece, and that the three protecting Courts have recognised the importance of coming to an understanding among themselves in this respect.

2. That the Plenipotentiaries of Austria have acceded to the wish expressed by the Plenipotentiaries of France for the evacuation of the Pontifical States by the French and Austrian troops, as soon as it can be effected without prejudice to the tranquillity of the country and to the consolidation of the authority of the Holy See.

3. That the greater part of the Plenipotentiaries have not questioned the good effect which would result from measures of clemency, opportunely adopted by the Governments of the Italian Peninsula, and especially by that of the Two Sicilies.

4. That all the Plenipotentiaries, and even those who considered themselves bound to reserve the principle of the liberty of the press, have not hesitated loudly to condemn the excesses in which the Belgian newspapers indulge with impunity, by reeognising the necessity of remedying the real inconveniences which result from the uncontrolled licence which is so greatly abused in Belgium.

That, finally, the reception given by all the Plenipotentiaries to the idea of closing their labours by a declaration of principles in the matter of maritime law must give reason to hope that at the next sitting they will have received from their respective Governments authority to adhere to an Act which, while completing the work of the Congress of Paris, would effect an improvement worthy of our epoch.

(The signatures follow.)

Protocole No. 23.—Séance du 14 Avril, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la séance précédente et son Annexe sont lus et approuvés.

M. le Comte Walewski rappelle qu'il reste au Congrès à se prononcer sur le projet de Déclaration dont il a indiqué les bases dans la dernière réunion, et demande aux Plénipotentiaires qui s'étaient réservé de prendre les ordres de leurs Cours respectives, à cet égard, s'ils sont autorisés à y donner leur assentiment.

M. le Comte de Buol déclare que l'Autriche se félicite de pouvoir concourir à un Acte dont elle reconnaît la salutaire influence, et qu'il a été muni des pouvoirs nécessaires pour y adhérer.

M. le Comte Orloff s'exprime dans le même sens ; il ajoute, toutefois, qu'en

adoptant la proposition faite par M. le premier Plénipotentiaire de la France, sa Cour ne saurait s'engager à maintenir le principe de l'abolition de la course et à le défendre, contre des Puissances qui ne croiraient pas devoir y accéder.

MM. les Plénipotentiaires de la Prusse, de la Sardaigne, et de la Turquie, ayant également donné leur assentiment, le Congrès adopte le projet de rédaction annexé au présent Protocole, et en renvoie la signature à la prochaine réunion.

M. le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour ; qu'il a été inséré à l'Article VII du Traité de Paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami avant d'en appeler à la force, en cas de dissensitement entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent, n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix cette chance de durée, sans, toutefois, porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

M. le Comte Walewski se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne ; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au Protocole d'un vœu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait, d'aucune façon, la liberté d'action des Gouvernements.

M. le Comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par M. le Comte Walewski ; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet Autrichien.

M. le Comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts ; qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes, toutes les fois que les dissensitements pourront être aplatis par d'autres voies.

M. le Baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste Maître, partage complètement les idées exposées par M. le Comte de Clarendon ; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

M. le Comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

M. le Comte de Cavour désire savoir, avant de donner son opinion, si dans l'intention de l'auteur de la proposition, le vœu qui serait exprimé par le Congrès s'étendrait aux interventions militaires dirigées contre des Gouvernements de fait, et cite, comme exemple, l'intervention de l'Autriche dans le Royaume de Naples en 1821.

Lord Clarendon répond que le vœu du Congrès devrait admettre l'application la plus générale ; il fait remarquer que, si les bons offices d'une autre Puissance avaient déterminé le Gouvernement Grec à respecter les lois de la neutralité, la France et l'Angleterre se seraient très probablement abstenuées de faire occuper le Pirée par leurs troupes. Il rappelle les efforts faits par le Cabinet de la Grande Bretagne, en 1823, pour prévenir l'intervention armée qui fut lieu, à cette époque, en Espagne.

M. le Comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement ; que le vœu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, opposer des limites à la liberté d'appréciation qu'aucune Puissance ne peut aliéner dans les questions qui touchent à sa dignité ; qu'il n'y a donc aucun incrément à généraliser l'idée dont s'est inspiré M. le Comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

M. le Comte de Buol dit que M. le Comte de Cavour, en parlant, dans une autre séance, de l'occupation des Légations par des troupes Autrichiennes, a oublié que d'autres troupes étrangères ont été appelées sur le sol des Etats

Romains. Aujourd'hui, en parlant de l'occupation par l'Autriche du Royaume de Naples en 1821, il oublic que cette occupation a été le résultat d'une entente entre les Cinq Grandes Puissances réunies au Congrès de Laybach. Dans les deux cas, il attribue à l'Autriche la mérise d'une initiative et d'une spontanéité que les Plénipotentiaires Autrichiens sont loin de revendiquer pour elle.

L'intervention, rappelée par le Plénipotentiaire de la Sardaigne, a eu lieu, ajoute-t-il, à la suite des pourparlers du Congrès de Laybach ; elle rentre donc dans l'ordre d'idées énoncé par Lord Clarendon. Des cas semblables pourraient encore se reproduire, et M. le Comte de Buol n'admet pas qu'une intervention effectuée par suite d'un accord établi entre les Cinq Grandes Puissances, puisse devenir l'objet des réclamations d'un Etat de second ordre.

M. le Comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité ; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait, et à des doctrines qu'il ne saurait admettre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux, ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

M. le Comte de Cavour déclare qu'il est pleinement satisfait des explications qu'il a provoquées, et qu'il donne son adhésion à la proposition soumise au Congrès.

Après quoi MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le vœu que les Etats entre lesquels s'éleverait un dissensément sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le vœu consigné au présent Protocole.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 23.—Meeting of April 14, 1856.

Present :

The Plenipotentiaries of Austria,

“	France,
“	Great Britain,
“	Prussia,
“	Russia,
“	Sardinia,
“	Turkey.

THE Protocole of the preceding sitting and its Annex are read and approved.

Count Walewski remarks that it remains for the Congress to decide upon the draft of Declaration, of which he indicated the bases in the last meeting, and he demands of the Plenipotentiaries who had reserved to themselves to take the orders of their respective Courts in regard to this matter, whether they are authorised to assent to it.

Count Buol declares that Austria is happy to concur in an Act of which she recognises the salutary influence, and that he has been furnished with necessary powers to adhere to it.

Count Orloff expresses himself in the same sense ; he adds, however, that in adopting the proposition made by the first Plenipotentiary of France, his Court cannot bind itself to maintain the principle of the abolition of privateering and to defend it against Powers who might not think proper to accede to it.

The Plenipotentiaries of Prussia, of Sardinia, and of Turkey, having equally given their assent, the Congress adopts the draft annexed to the present Protocol, and appoints the next meeting for the signature of it,

The Earl of Clarendon having demanded permission to lay before the Congress a proposition which it appears to him ought to be favourably received, states that the calamities of war are still too present to every mind not to make it desirable to seek out every expedient calculated to prevent their return ; that a stipulation had been inserted in Article VII of the Treaty of Peace, recommending that in case of difference between the Porte and one or more of the other signing Powers, recourse should be had to the mediation of a friendly State before resorting to force.

The first Plenipotentiary of Great Britain conceives that this happy innovation might receive a more general application, and thus become a barrier against conflicts which frequently only break forth because it is not always possible to enter into explanation and to come to an understanding.

He proposes, therefore, to agree upon a resolution calculated to afford to the maintenance of peace that chance of duration hereafter, without prejudice, however, to the independence of Governments.

Count Walewski declares himself authorized to support the idea expressed by the first Plenipotentiary of Great Britain ; he gives the assurance that the Plenipotentiaries of France are wholly disposed to concur in the insertion in the Protocol of a wish which, being fully in accordance with the tendencies of our epoch, would not in any way fetter the free action of Governments.

Count Buol would not hesitate to concur in the opinion of the Plenipotentiaries of Great Britain and of France, if the resolution of the Congress is to have the form indicated by Count Walewski, but he could not take, in the name of his Court, an absolute engagement calculated to limit the independence of the Austrian Cabinet.

The Earl of Clarendon replies that each Power is and will be the sole judge of the requirements of its honour and of its interests ; that it is by no means his intention to restrict the authority of the Governments, but only to afford them the opportunity of not having recourse to arms whenever differences may be adjusted by other means.

Baron Manteuffel gives the assurance that the King, his august Master, completely shares the ideas set forth by the Earl of Clarendon ; that he therefore considers himself authorized to adhere to them, and to give them the utmost development which they admit of.

Count Orloff, while admitting the wisdom of the proposal made to the Congress, considers that he must refer to his Court respecting it, before he expresses the opinion of the Plenipotentiaries of Russia.

Count Cavour, before he gives his opinion, wishes to know whether, in the intention of the author of the proposition, the wish to be expressed by the Congress would extend to military interventions directed against *de facto* Governments, and quotes, as an instance, the intervention of Austria in the Kingdom of Naples in 1821.

Lord Clarendon replies that the wish of the Congress should allow of the most general application ; he observes that if the good offices of another Power had induced the Government of Greece to respect the laws of neutrality, France and England would very probably have abstained from occupying the Piræus with their troops. He refers to the efforts made by the Cabinet of Great Britain in 1823, in order to prevent the armed intervention which took place at that time in Spain.

Count Walewski adds, that there is no question of stipulating for a right or of taking an engagement ; that the wish expressed by the Congress cannot in any case oppose limits to the liberty of judgment of which no Power can divest itself in questions affecting its dignity ; that there is therefore no inconvenience in attaching a general character to the idea entertained by the Earl of Clarendon, and in giving to it the most extended application.

Count Buol says that Count Cavour, in speaking in another sitting of the occupation of the Legations by Austrian troops, forgot that other foreign troops have been invited into the Roman States. To-day, while speaking of the occupation by Austria of the Kingdom of Naples in 1821, he forgets that that occupation was the result of an understanding between the Five Great Powers assembled at the Congress of Laybach. In both cases, he attributes to Austria the merit of an initiative and of a spontaneous action which the Austrian Plenipotentiaries are far from claiming for her.

The intervention, adverted to by the Plenipotentiary of Sardinia, took place,

he adds, in consequence of the discussions of the Congress of Laybach ; it therefore comes within the scope of the ideas expressed by Lord Clarendon. Similar cases might perhaps recur, and Count Buol does not allow that an intervention carried into effect in consequence of an agreement come to between the Five Great Powers, can become the object of remonstrances of a State of the second order.

Count Buol approves the proposition in the shape that Lord Clarendon has presented it, as having a humane object ; but he could not assent to it if it were wished to give to it too great an extension, or to deduce from it consequences favourable to *de facto* Governments, and to doctrines which he cannot admit.

He desires besides that the Conference, at the moment of terminating its labours, should not find itself compelled to discuss irritating questions, calculated to disturb the perfect harmony which has not ceased to prevail among the Plenipotentiaries.

Count Cavour declares that he is fully satisfied with the explanations which he has elicited, and he accedes to the proposition submitted to the Congress.

Whereupon, the Plenipotentiaries do not hesitate to express, in the name of their Governments, the wish that States between which any serious misunderstanding may arise, should, before appealing to arms, have recourse, as far as circumstances might allow, to the good offices of a friendly Power.

The Plenipotentiaries hope that the Governments not represented at the Congress will unite in the sentiment which has inspired the wish recorded in the present Protocol.

(The signatures follow.)

Annexe au Protocole No. 23.

Déclaration.

LES Plénipotentiaires qui ont signé le Traité de Paris du trente Mars, mil huit cent cinquante-six, réunis en Conférence,—

Considérant :

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été pendant longtemps l'objet de contestations regrettables ;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière, donne lieu, entre les neutres et les belligérants, à des divergences d'opinion qui peuvent faire naître des difficultés sérieuses et même des conflits ;

Qu'il y a avantage, par conséquent, à établir une doctrine uniforme sur un point aussi important ;

Que les Plénipotentiaires assemblés au Congrès de Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont leurs Gouvernements sont animés, qu'en cherchant à introduire dans les rapports internationaux des principes fixes à cet égard ;

Dûment autorisés, les susdits Plénipotentiaires sont convenus de se concerter sur les moyens d'atteindre ce but ; et étant tombés d'accord ont arrêté la Déclaration solennelle ci-après :—

1. La course est et demeure abolie ;
2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;
3. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ;
4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-a-dire, maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Les Gouvernements des Plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter cette Déclaration à la connaissance des Etats qui n'ont pas été appelés à participer au Congrès de Paris, et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils viennent de proclamer ne sauraient être accueillies qu'avec gratitude par le monde entier, les Plénipotentiaires soussignés

ne doutent pas que les efforts de leurs Gouvernements pour en généraliser l'adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente Déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les Puissances qui y ont ou qui y auront accédé.

Fait à Paris, le seize Avril, mil huit cent cinquante-six.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Annex to Protocol No. 23.

Declaration.

THE Plenipotentiaries who signed the Treaty of Paris of the thirtieth of March, one thousand eight hundred and fifty-six, assembled in Conference,—

Considering :

That maritime law, in time of war, has long been the subject of deplorable disputes ;

That the uncertainty of the law and of the duties in such a matter, gives rise to differences of opinion between neutrals and belligerents which may occasion serious difficulties, and even conflicts ;

That it is, consequently, advantageous to establish a uniform doctrine on so important a point ;

That the Plenipotentiaries assembled in Congress at Paris cannot better respond to the intentions by which their Governments are animated, than by seeking to introduce into international relations fixed principles in this respect :

The above-mentioned Plenipotentiaries being duly authorized, resolved to concert among themselves as to the means of attaining this object ; and, having come to an agreement, have adopted the following solemn Declaration :—

1. Privateering is, and remains, abolished ;
2. The neutral flag covers enemy's goods, with the exception of contraband of war ;
3. Neutral goods, with the exception of contraband of war, are not liable to capture under enemy's flag ;
4. Blockades, in order to be binding, must be effective ; that is to say, maintained by a force sufficient really to prevent access to the coast of the enemy.

The Governments of the undersigned Plenipotentiaries engage to bring the present Declaration to the knowledge of the States which have not taken part in the Congress of Paris, and to invite them to accede to it.

Convinced that the maxims which they now proclaim cannot but be received with gratitude by the whole world, the undersigned Plenipotentiaries doubt not that the efforts of their Governments to obtain the general adoption thereof, will be crowned with full success.

The present Declaration is not and shall not be binding, except between those Powers who have acceded, or shall accede, to it.

Done at Paris, the sixteenth of April, one thousand eight hundred and fifty-six.

(The signatures follow.)

Protocole No. 24.— Séance du 16 Avril, 1856.

Présents :

Les Plénipotentiaires de l'Autriche,
 „ de la France,
 „ de la Grande Bretagne,
 „ de la Prusse,
 „ de la Russie,
 „ de la Sardaigne,
 „ de la Turquie.

LE Protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

M. le Comte Orloff annonce qu'il est en mesure, en vertu des instructions de sa Cour, d'adhérer définitivement au vœu consigné à l'avant dernier paragraphe du Protocole No. 23.

Il est donné lecture du projet de Déclaration annexé au Protocole de la dernière réunion, après quoi, et ainsi qu'ils l'avaient décidé, MM. les Plénipotentiaires procèdent à la signature de cet Acte.

Sur la proposition de M. le Comte Walewski, et reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de maintenir l'indivisibilité des quatre principes mentionnés à la Déclaration signée en ce jour, MM. les Plénipotentiaires conviennent que les Puissances qui l'auront signée ou qui y auront accédé, ne pourront entrer, à l'avenir, sur l'application du droit des neutres en temps de guerre, en aucun arrangement qui ne repose à la fois sur les quatre principes objet de la dite Déclaration.

Sur une observation faite par MM. les Plénipotentiaires de la Russie, le Congrès reconnaît que la présente résolution, ne pouvant avoir d'effet retroactif, ne saurait invalider les Conventions antérieures.

M. le Comte Orloff propose à MM. les Plénipotentiaires d'offrir, avant de se séparer, à M. le Comte Walewski tous les remerciements du Congrès pour la manière dont il a conduit ses travaux : "M. le Comte Walewski formait," dit-il, "à l'ouverture de notre première réunion, le vœu de voir nos délibérations aboutir à une heureuse issue ; ce vœu se trouve réalisé, et assurément l'esprit de conciliation avec lequel notre Président a dirigé nos discussions, a exercé une influence que nous ne saurions trop reconnaître, et je suis convaincu de répondre aux sentiments de tous les Plénipotentiaires en priant M. le Comte Walewski d'agréer l'expression de la gratitude du Congrès."

M. le Comte de Clarendon appuie cette proposition, qui est accueillie avec un empressement unanime par tous les Plénipotentiaires, lesquels décident d'en faire une mention spéciale au Protocole.

M. le Comte Walewski répond qu'il est extrêmement sensible au témoignage bienveillant dont il vient d'être l'objet ; et de son côté, il s'empresse d'exprimer à MM. les Plénipotentiaires sa reconnaissance pour l'indulgence dont il n'a cessé de recueillir les preuves pendant la durée des Conférences. Il se félicite avec eux d'avoir si heureusement et si complètement atteint le but proposé à leurs efforts.

Le présent Protocole est lu et approuvé.

(Suivent les signatures.)

(Translation.)

Protocol No. 24.—Sitting of April 16, 1856.

Present:

The Plenipotentiaries of Austria,	
„	France,
„	Great Britain,
„	Prussia,
„	Russia,
„	Sardinia,
„	Turkey.

THE Protocol of the preceding sitting is read and approved.

Count Orloff announces that he is prepared, in virtue of instructions from his Court, to adhere definitely to the wish recorded in the last paragraph but one of the Protocol No. 23.

The draft of Declaration annexed to the Protocol of the last meeting is read; whereupon, and as they had determined, the Plenipotentiaries proceed to the signature of that Act.

On the proposition of Count Walewski, and recognising that it is for the general interest to maintain the indivisibility of the four principles mentioned in the Declaration signed this day, the Plenipotentiaries agree that the Powers which shall have signed it, or which shall have acceded to it, cannot hereafter enter into any arrangement in regard to the application of the right of neutrals in time of war, which does not at the same time rest on the four principles which are the object of the said Declaration.

Upon an observation made by the Plenipotentiaries of Russia, the Congress admits that as the present resolution cannot have any retroactive effect, it cannot invalidate antecedent Conventions.

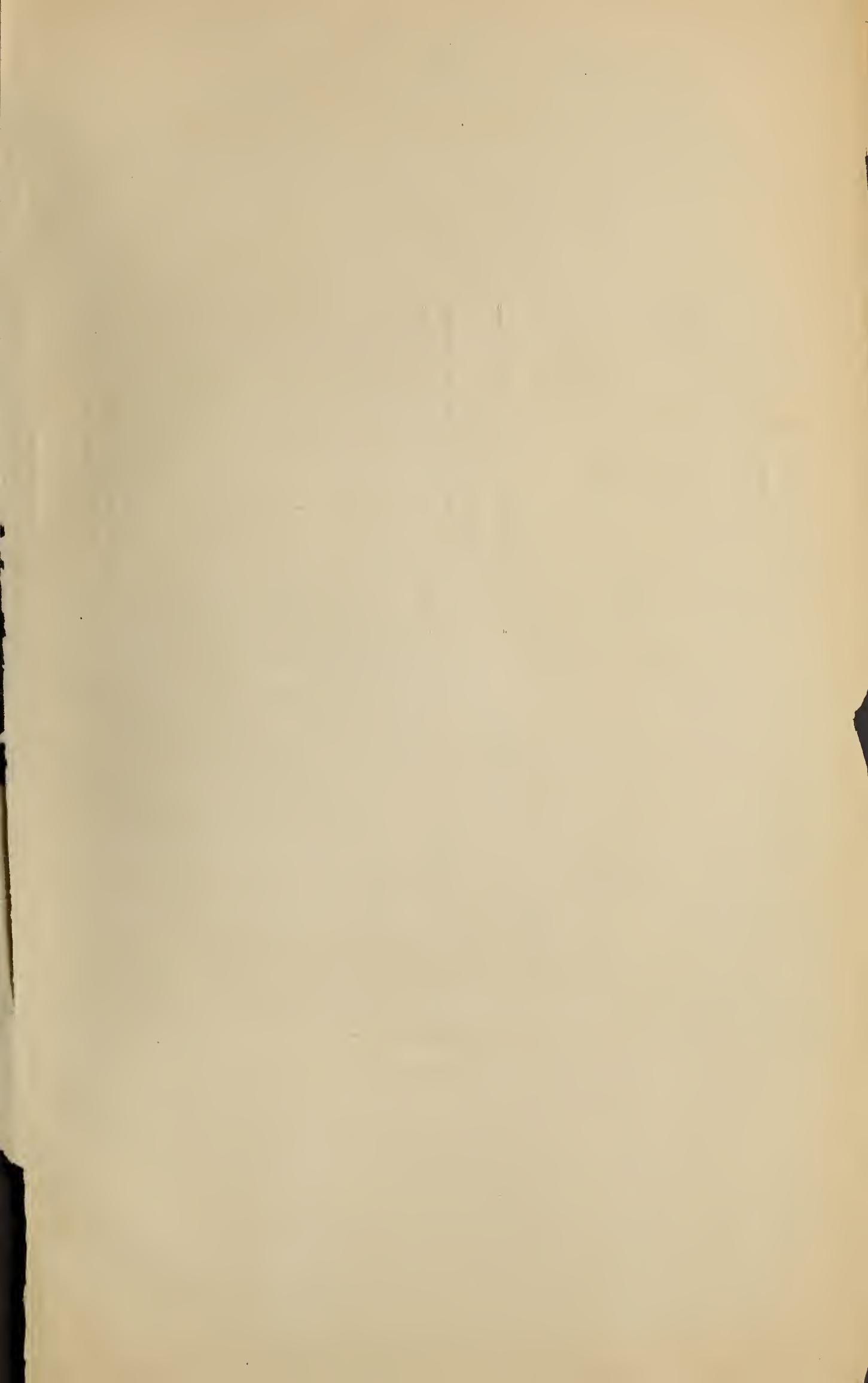
Count Orloff proposes to the Plenipotentiaries to offer to Count Walewski, before they separate, the thanks of the Congress for the manner in which he has guided its labours. "Count Walewski," he says, "at the opening of our first meeting expressed the wish to see our deliberations result in a happy issue; this wish is realized, and assuredly the spirit of conciliation with which our President has directed our discussions has exercised an influence for which we cannot be too grateful; and I am convinced that I act in accordance with the sentiments of all the Plenipotentiaries in requesting Count Walewski to accept the expression of the gratitude of the Congress."

The Earl of Clarendon supports this proposition, which is accepted with prompt unanimity by all the Plenipotentiaries, who determine to make a special mention of it in the Protocol.

Count Walewski replies that he is extremely sensible of the kind manifestation of which he is now the object, and on his part eagerly expresses to the Plenipotentiaries his gratitude for the indulgence of which he has not ceased to receive the proofs during the Conferences. He congratulates himself with them on having so happily and so completely attained the object proposed for their exertions.

The present Protocol is read and approved.

(The signatures follow.)



PROTOCOLS OR CONFERENCES held at Paris relative to the General Treaty of Peace.

Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. 1856.

LONDON:

PRINTED BY HARRISON AND SONS.